

VOIR LES CONDITIONS CONTRACTUELLES



SEE CONTRACTUAL CONDITIONS



ZIE CONTRACTVOORWAARDEN



SIEHE VERTRAGSBEDINGUNGEN



Préambule

Le télépéage inter-sociétés offre aux utilisateurs de véhicules légers la possibilité d'emprunter, à l'aide d'un badge, les voies équipées du télépéage dans les gares des sociétés d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings, et de bénéficier d'une facturation unique du montant de leurs consommations.

I. Société émettrice

Le télébadge est émis, selon l'offre commerciale choisie, par APRR société anonyme au capital de 33 911 446,80 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 016 250 029 et dont le siège social est situé 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, ou par AREA, société anonyme au capital de 82 899 809 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 702 027 871 et dont le siège social est situé 22D avenue Lionel Terray 69330 Jonage (désignées individuellement ci-après la « Société émettrice »), agissant pour leur compte et, en vertu d'un mandat réciproque commun, pour celui des sociétés concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings acceptant le télébadge comme mode d'acquiescement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés ;

Les abonnements et services associés sont gérés par la société Mobilis, société par actions simplifiée au capital de 13.940.860 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 808 639 801 et dont le siège social est situé 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, agissant à ce titre en son nom propre et pour le compte de la Société émettrice, et, agissant en vertu d'un sous-mandat de la Société émettrice, au nom et pour le compte des sociétés concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings acceptant le télébadge comme mode d'acquiescement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés.

II. Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet la délivrance au Titulaire de badges acceptés sur le réseau des sociétés françaises concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage (à l'exclusion des tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus), et, sauf restriction expresse des conditions particulières, des exploitants de parkings disposant d'équipements signalés par le pictogramme « t », pour l'acquiescement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés.

Le Titulaire pourra bénéficier, sur simple demande, d'un ou plusieurs badge(s) supplémentaire(s) aux conditions prévues par le barème tarifaire ci-après annexé.

III. Titulaire du contrat

Le Titulaire du présent contrat est une personne physique ou morale à qui la société émettrice délivre un ou plusieurs badges.

IV. Souscription du contrat – Garantie

IV.1 Souscription

La souscription du contrat et la délivrance de badges sont subordonnées à la domiciliation bancaire et au prélèvement d'office sur un compte individuel ouvert auprès d'un établissement bancaire sis dans l'un des pays de la zone « Single Euro Payments Area » (SEPA). Toute personne souhaitant souscrire le présent contrat devra fournir à la société les documents suivants :

- pour les personnes physiques, un justificatif d'identité ou de domicile, pour les personnes morales, un extrait du registre du commerce et des sociétés ou équivalent, ainsi qu'un pouvoir habilitant le signataire à souscrire au nom de ladite personne morale,
- une demande d'abonnement complétée, datée et signée,
- un mandat de prélèvement SEPA complété, daté et signé ; le mandat devient caduc au bout de 36 mois sans prélèvement,

- un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou Caisse d'Épargne (RICE) au format IBAN (Issuer Bank Number Identification).

Selon les modalités de paiement acceptées par la société émettrice, des compléments de garantie pourront être demandés au Titulaire du contrat.

En signant la demande d'abonnement, le demandeur déclare accepter les présentes conditions générales et les barèmes d'abonnement au télépéage inter-sociétés annexés.

La société émettrice est libre de refuser la demande d'abonnement pour un motif légitime, tel que la résiliation d'un précédent contrat par l'une des sociétés émettrices pour fraude ou défaut de paiement.

IV.2 Garantie de paiement

Une garantie de paiement peut être exigée dès la souscription du contrat et/ou en cours de contrat.

Elle sera valable pendant toute la durée du contrat et aura pour objet de garantir le règlement par le Titulaire de toutes sommes dues à la société émettrice au titre du contrat, y compris, le cas échéant, les frais de non-restitution du badge en bon état.

La garantie de paiement sera constituée par un dépôt de garantie, par une caution bancaire ou tout autre moyen équivalent accepté par la société émettrice. Si la garantie de paiement est constituée par un dépôt de garantie par badge, elle ne produit pas d'intérêts au profit du Titulaire (voir barème tarifaire).

La société émettrice pourra demander l'augmentation du montant de la garantie de paiement au premier incident de paiement ou, pour les commerçants, en cas de risque d'insolvabilité. Le montant de la garantie exigible par la société émettrice est plafonné à trois fois le chiffre d'affaires mensuel TTC le plus élevé réalisé par le Titulaire sur l'ensemble des ouvrages visés à l'article II au cours des douze derniers mois.

À l'expiration du contrat, sauf conditions particulières de la société émettrice, la garantie de paiement sera libérée dans un délai de 60 jours (sauf disposition plus favorable des conditions particulières de la société émettrice) après la date de prélèvement du dernier trajet facturé et après règlement des sommes dues par le Titulaire au titre du présent contrat, y compris, le cas échéant, les frais de non restitution du badge en bon état. À défaut, la garantie de paiement sera mise en jeu.

V. Durée du contrat – Prise d'effet

Le contrat d'abonnement est conclu pour une durée indéterminée et prend effet dès réception du premier badge par le Titulaire, sous réserve des conditions particulières de la société émettrice.

VI. Utilisation du badge

VI.1 Conditions applicables à l'ensemble des utilisations

A - Généralités

Le porteur du badge doit se conformer aux règlements de police et d'exploitation en vigueur sur les autoroutes, ouvrages à péage ou parkings.

Le Titulaire est seul responsable de l'utilisation du badge délivré et s'engage à respecter l'ensemble des consignes d'utilisation portées à sa connaissance, notamment :

- à ne pas détenir plus d'un badge en mode actif dans son véhicule (un badge est considéré actif dès lors qu'il ne se trouve plus à l'intérieur de la pochette de protection fournie avec le badge) ;
- à positionner correctement le badge actif sur le pare-brise selon les indications du manuel d'utilisation remis avec le badge par la société émettrice.

À défaut du respect de ces consignes, le service peut être dégradé et le Titulaire risque des anomalies de facturation.

C'est la présence effective d'un badge valide, actif et correctement positionné dans le véhicule qui permet au Titulaire de se prévaloir du contrat télépéage et des prérogatives qui y sont attachées. Dans ces conditions, la transaction télépéage prévaut et exclut tout autre mode d'acquiescement de la somme due, même partiel. Si le Titulaire désire s'acquiescer de la somme due hors

du cadre du contrat télépéage, il lui appartient de placer son badge en mode non actif.

Le badge est indépendant du véhicule et peut être utilisé par le Titulaire dans différents véhicules. Toutefois, il ne doit en aucun cas être utilisé au même moment pour plusieurs véhicules qui se suivent dans la même voie ou sur plusieurs voies de péage.

B – Remplacement, retrait du badge

Le badge demeure la propriété de la société émettrice et celle-ci peut prendre l'initiative de son retrait et/ou de son éventuel remplacement en cas de résiliation du contrat par la société émettrice, de fraude, d'altération ou de contrefaçon du badge ou d'incompatibilité avec les perfectionnements apportés au système de télépéage.

En cas de défaillance technique du badge, ou pour prévenir tout incident lié à son usure normale, la société émettrice procédera gratuitement, dans les meilleurs délais, à son remplacement contre remise de l'ancien. Si après vérification la défaillance est imputable au Titulaire, la société émettrice lui facturera le coût du badge détérioré (voir barème tarifaire).

En l'absence de badge valide et actif, un autre moyen de paiement sera exigé.

Un badge invalide est susceptible d'être retiré par le personnel de la société émettrice ou d'une société visée à l'article II.

La location et la vente du badge par le Titulaire sont interdites sous peine de résiliation immédiate du contrat.

VI.2 Conditions applicables à l'utilisation des badges pour les autoroutes et les ouvrages à péage

A. Définition des classes autorisées

Sur le réseau des exploitants d'autoroutes et d'ouvrages à péage le badge permet au Titulaire d'acquiescer les péages pour les véhicules de classe de péage 1*, 2**, 5*** et ceux déclassables en classe de péage 1****.

* Classe 1 : véhicules ou ensembles roulants de hauteur totale inférieure ou égale à 2 mètres et de poids total autorisé en charge (PTAC) inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

** Classe 2 : véhicules ou ensembles roulants de hauteur totale supérieure à 2 mètres et inférieure à 3 mètres et de poids total autorisé en charge (PTAC) inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

*** Classe 5 : motos, side-cars et trikes.

**** Véhicules déclassables en classe 1 : véhicules de classe 2 aménagés pour le transport de personnes handicapées (sur présentation, lors du passage en voie de péage, de la carte grise comportant la mention "handicap").

B. Comportement à adopter par le Titulaire en gare de péage

Pour bénéficier pleinement du service télépéage, le Titulaire devra emprunter les voies signalées par le pictogramme « t », en entrée et en voie de paiement.

Les véhicules de classe 1 doivent utiliser en priorité les voies de télépéage réservées à cette classe (généralement équipées d'un gabarit de limitation de hauteur à 2 mètres).

Les véhicules de classes 2 et 5 équipés d'un badge télépéage doivent emprunter les voies équipées d'un pictogramme « t » en entrée, et une voie équipée d'un pictogramme « t » sans gabarit de hauteur en voie de paiement.

Le Titulaire s'engage à respecter :

- les indications signalétiques relatives aux véhicules acceptés dans les voies (classe, gabarit de limitation de hauteur, réservé VL classe 1, réservé moto classe 5...),
- les feux de signalisation,
- les feux et barrière de passage,
- une distance minimale de 4 mètres entre les véhicules lors du passage en voie de péage d'entrée ou de paiement,
- les préconisations et les réglementations contribuant à la sécurité des personnes.

En l'absence d'informations d'entrée valides, la société d'autoroutes se réserve le droit d'appliquer en sortie le

tarif du trajet le plus cher pour la gare de sortie considérée (TLPC).

C. Comportement du Titulaire placé en situation particulière

Dans les situations particulières visées ci-après, le Titulaire passant dans une voie de paiement réservée au télépéage (ne comportant que le pictogramme « t ») est susceptible de se voir appliquer un tarif majoré (tarif du trajet le plus cher, sur-classement).

Situations particulières :

- Données d'entrée invalides (trajet incompatible, durée de validité dépassée).

- Véhicules de classe 5 passant dans les voies réservées avec gabarit de hauteur limitée à 2 mètres : par défaut les véhicules de classe 5 empruntant ce couloir seront tarifés en classe 1.

Autres situations :

- En cas de dysfonctionnement du badge ou du matériel de télépéage en entrée, le Titulaire devra prendre un titre de transit à la borne de distribution pour le remettre en sortie (au péager ou pour une voie automatique dans le lecteur de la borne de paiement prévu à cet effet).

- Lors du passage en voie automatique, le Titulaire utilisant un véhicule de classe 1 avec des charges sur le toit (hauteur totale supérieure à 2 mètres) devra s'arrêter devant la borne de paiement et utiliser le dispositif d'assistance mis à sa disposition.

- Le Titulaire utilisant un véhicule de classe 2 adapté au transport de personnes handicapées pourra bénéficier d'un déclassement en empruntant une voie avec péager et en présentant son badge et sa carte grise au péager. En l'absence de voie avec péager, il fait appel à un opérateur à l'aide de l'interphone présent en voie automatique.

En voie automatique, face à toute situation particulière, le Titulaire peut recourir au dispositif d'assistance mis à sa disposition lui permettant d'entrer en relation avec un opérateur par interphone.

L'usage d'un badge télépéage par un véhicule de classe 2 dans une voie réservée à la classe 1 (équipée d'un gabarit de hauteur) ou par un véhicule de classe 3 ou 4, n'est pas autorisé et est considéré comme une fraude.

VI.3 Conditions applicables à l'utilisation des badges pour les parkings

Dans les parkings visés à l'article II, le badge permet au Titulaire d'acquitter les montants dus en empruntant en sortie la ou les voies annoncées par le pictogramme « t ». Il convient de vérifier au préalable le gabarit admis ainsi que les éventuelles restrictions d'accès aux véhicules GPL.

VII. Opposition à l'utilisation du badge

Le Titulaire ne peut faire opposition à l'utilisation du badge qu'en cas de vol ou de perte de celui-ci.

Les oppositions doivent être immédiatement déclarées auprès des points de vente ou du service des abonnements de la société émettrice par tout moyen et confirmées par écrit (courrier, fax, email) dans les meilleurs délais en mentionnant impérativement le numéro de badge.

L'invalidation du badge est effectuée dès réception de la déclaration susmentionnée.

La société émettrice ne saurait être tenue pour responsable des conséquences d'une opposition qui n'émanerait pas du Titulaire ou de son représentant autorisé. À la demande du Titulaire, un badge portant un numéro différent lui est délivré dans les meilleurs délais.

Sauf dispositions contraires prévues dans les conditions particulières des sociétés émettrices, une nouvelle garantie de paiement est exigée du Titulaire.

Si le Titulaire récupère le badge déclaré perdu ou volé, il doit le renvoyer par pli recommandé au service abonnements de la société émettrice ou le déposer contre récépissé dans un point de vente de celle-ci.

Les conditions d'encaissement ou de libération de la garantie de paiement sont précisées à l'article IV ci-dessus.

L'utilisation par le Titulaire d'un badge déclaré perdu ou volé est considérée comme abusive et pourra entraîner la résiliation du présent contrat, sans préjudice des frais prévus au barème tarifaire.

VIII. Restitution du badge

VIII.1. À l'initiative de la société émettrice

Dans tous les cas où la société émettrice demandera la restitution du (des) badge(s) (notamment en cas de remplacement de badge mis en opposition et retrouvé par le Titulaire ou en cas de non-restitution lors de la résiliation du contrat), le Titulaire devra le restituer dans les trente jours à compter de la notification de la société émettrice.

À défaut de restitution du badge ou en cas de restitution en mauvais état de fonctionnement, dans ce délai de trente jours, selon le cas, la garantie de paiement éventuellement exigée sera immédiatement et définitivement acquise à la société émettrice, et les éventuels frais de gestion indiqués aux conditions particulières seront facturés au Titulaire.

Dans tous les cas ci-dessus, le badge peut être restitué, contre récépissé, dans un point de vente de la société émettrice. Les montants des péages des trajets validés au moyen de badge abusivement utilisés seront exigés indépendamment des poursuites pénales que la société émettrice se réserve le droit d'engager.

VIII.2. À l'initiative du Titulaire

Le Titulaire peut restituer à tout moment son (ses) badge(s).

La restitution d'un badge en mauvais état de fonctionnement donnera lieu à la facturation de ce badge au tarif en vigueur ou à l'acquisition de la garantie de paiement par la société émettrice.

La restitution du badge est effectuée sans préjudice des conditions particulières relatives aux frais de gestion attachés au contrat.

IX. Modification de l'identification du Titulaire

Lorsque le Titulaire change d'adresse, de SIRET, de dénomination ou de raison sociale, il doit le notifier par écrit dans les trente jours à la société émettrice.

Lorsque le Titulaire change de domiciliation bancaire, il doit en informer la société émettrice qui lui fournit le document nécessaire à ce changement.

La modification prendra effet au maximum quarante jours après réception, par la société émettrice, du document précité dûment complété et du RIB sous format IBAN correspondant. Si le changement de domiciliation bancaire entraînait pour une raison quelconque la fin de validité d'une garantie, le Titulaire devrait obligatoirement fournir, sans interruption de cette dernière, une garantie équivalente.

Le non-respect de ces clauses ou la révocation par le Titulaire du mandat de prélèvement SEPA entraîne de plein droit la résiliation du contrat.

X. Facturation et règlement

X.1 Éléments de facturation

La société émettrice établit le relevé des transactions (trajets et stationnements) effectuées au cours de la période de facturation précédente par le Titulaire.

Le relevé des consommations précise, pour chaque badge et pour chaque transaction :

- en ce qui concerne les trajets effectués sur autoroutes (pour lesquels il est précisé que le réseau national d'autoroutes à péage comportant des sections exploitées en commun par plusieurs des sociétés visées à l'article II, certains trajets peuvent être découpés sur le relevé des trajets par société d'autoroutes concernée) :

- la date de passage en gare de péage,
- la classe de péage,
- le trajet effectué,
- le montant TTC du péage.

- en ce qui concerne le stationnement dans les parkings :

- la date de sortie du parking,
- le montant TTC du stationnement,
- le nom du parking.

La facture et le relevé des transactions prévus au présent article sont les seuls documents émis, l'enregistrement de la transaction en voie de péage ou en sortie de parking constituant la preuve du passage.

X.2 Modalités de facturation

Sur la base du relevé des transactions, la société émettrice facture les sommes dues par le Titulaire au cours de la période considérée au titre des transactions sur les réseaux des exploitants visés à l'article II, et toutes sommes dues par le Titulaire au titre du présent contrat.

Cette facture précise la date du prélèvement, le cas échéant, et la domiciliation bancaire du Titulaire.

La facture ne vaut pas solde de tout compte pour les transactions effectuées par le Titulaire pendant la période considérée. Toute transaction effectuée dans la période, mais ne figurant pas sur le relevé, sera imputée sur l'une des factures suivantes.

La facture est, sauf conditions particulières de la société émettrice, éditée sur support papier et envoyée au Titulaire mensuellement.

Toutefois, les particuliers et les personnes morales non assujetties à la TVA peuvent avoir, selon les sociétés émettrices, la possibilité, en remplacement de la facture papier, d'opter, lors de la souscription du contrat ou au cours de son exécution, pour le service « facture Internet », faisant l'objet de conditions particulières.

X.3 Règlement des factures

Les factures sont payables en euros, dans le délai maximum porté sur la facture et selon le mode de paiement retenu lors de la souscription du contrat.

X.4 Traitement des impayés – Effets

En cas de prélèvement et si le prélèvement initial est rejeté, il pourra être procédé à une seconde opération de prélèvement du même montant.

En cas de non-paiement de la facture dans son intégralité, une mise en demeure de payer est adressée par la société émettrice au Titulaire du contrat. Les conditions particulières peuvent prévoir que cette mise en demeure soit précédée d'une seconde présentation de la facture par lettre simple.

La mise en demeure précise :

- les sommes non réglées à la date d'échéance de la dernière facture ;

- sauf conditions particulières de la société émettrice, les pénalités de retard définies selon les modalités prévues à l'article L.441-6 du Code de commerce, appliquées sur les sommes restant dues à compter de la date d'échéance de la facture ; ces pénalités s'ajoutant au principal ; tous les trajets et stationnements effectués et non encore facturés alors immédiatement exigibles ;

- le cas échéant, l'obligation de restituer le ou les badge(s).

Les conditions particulières peuvent prévoir que la société émettrice accompagne cette mise en demeure et, le cas échéant, la seconde présentation de la facture, de mesures de suspension de l'exécution du contrat en mettant le ou les badge(s) en opposition jusqu'à réception du règlement, ainsi que des pénalités de retard.

En cas de non règlement dans un délai fixé par la mise en demeure, le contrat est résilié de plein droit sauf si la société émettrice accorde un délai supplémentaire au Titulaire du contrat pour s'acquitter de son obligation, pendant lequel elle pourra notamment maintenir l'inscription en opposition du ou des badge(s) jusqu'à réception du règlement.

Le Titulaire est informé qu'un délai de réactivation du badge pourra être nécessaire en cas de règlement après une période de mise en opposition.

Il est précisé, concernant les Titulaires ayant souscrit ou agissant à titre professionnel, qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros sera due, de plein droit et sans notification préalable par la société émettrice en cas de retard de paiement. La société émettrice se réserve le droit de demander au Titulaire une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement effectivement engagés dépassaient ce montant, sur présentation des justificatifs.

En cas de recouvrement par voie d'exécution judiciaire, le Titulaire sera en outre tenu de verser à la société émettrice les sommes correspondant aux frais de l'exécution forcée proprement dite.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance du fait que la société émettrice bénéficie d'une subrogation consentie par les exploitants visés à l'article II pour le recouvrement amiable et judiciaire des créances issues du présent contrat.

XI. Réclamation amiable

Toute réclamation amiable concernant les éléments d'une facture est admise pendant un délai de 90 jours à

compter de sa date d'émission et doit être déposée exclusivement auprès de la société émettrice par courrier ou par courriel adressé au point de vente dont les coordonnées figurent en en-tête de facture en mentionnant impérativement le numéro du badge.

Une réclamation ne dispense pas le Titulaire du paiement de la facture contestée.

En cas de réclamation, la société émettrice procède à une enquête. Les rectifications éventuelles, suite à l'enquête, sont régularisées ultérieurement.

La société émettrice apportera la preuve de la (des) transaction(s) au moyen des enregistrements effectués par les systèmes informatiques.

XII. Résiliation – Effets

XII.1 Par le Titulaire

Le Titulaire informera la société émettrice de sa volonté de résilier le présent contrat soit à un point de vente de la société émettrice soit par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la société émettrice.

La résiliation prendra effet à la restitution du ou des badges et après acquittement de toutes les sommes dues.

XII.2 Par la société émettrice

La société émettrice pourra résilier de plein droit le présent contrat, en cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations incombant au Titulaire (notamment en cas de fraude ou de non acquittement total ou partiel des sommes dues) ou en cas de suppression du service de télépéage.

En cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations incombant au Titulaire, la résiliation prendra effet immédiatement sans préavis.

En cas de suppression du service de télépéage la société émettrice en informera le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception précisant la date d'effet de la résiliation, avec préavis d'un mois sous réserve des conditions particulières de la société émettrice.

XII.3 Sommes non réglées

En cas de résiliation, la société émettrice facture les sommes dues au titre du présent contrat.

XIII. Règlements des litiges

Pour le Titulaire du présent contrat n'ayant pas la qualité de commerçant, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents.

Pour le Titulaire du présent contrat ayant la qualité de commerçant, et à défaut d'accord amiable, tout litige susceptible de s'élever entre les parties relèvera exclusivement du Tribunal compétent du ressort du domicile élu par la société émettrice visée à l'article I.

Les présentes clauses s'appliquent même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Le droit français sera seul applicable au présent contrat.

XIV. Modifications contractuelles et tarifs des services

La société émettrice se réserve le droit d'apporter toutes modifications aux présentes conditions générales. Ces modifications seront portées à la connaissance du Titulaire. Si le Titulaire n'acceptait pas ces modifications, il devrait résilier le contrat dans les conditions définies à l'art. XII-1. L'absence de réponse écrite du Titulaire dans le délai d'un mois vaut acceptation de sa part.

Toutes les composantes du barème tarifaire sont révisables notamment à l'occasion des variations des tarifs du péage ou de stationnement, et ne feront pas, par conséquent l'objet d'un avenant. Les modifications afférentes aux tarifs de péage, de stationnement et au barème tarifaire s'appliquent dès leur entrée en vigueur.

XV. Informatique et libertés

Le Titulaire est informé que lors de la souscription et au cours de l'exécution du contrat, des données à caractère personnel seront collectées par la société émettrice.

Ces données seront utilisées à des fins de gestion du contrat, dans ses différents aspects, et pourront également permettre d'effectuer des opérations de prospection commerciale.

Les données collectées sont destinées à la société émettrice et aux exploitants visés à l'article II des présentes conditions générales, ainsi qu'à leurs sous-traitants. Par ailleurs, la société émettrice peut

communiquer les données collectées à ses partenaires si le Titulaire lui en donne l'autorisation expressément. Le Titulaire du contrat est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition à la réception de prospection commerciale, de limitation, de portabilité et d'effacement des données à caractère personnel le concernant. Ces droits s'exercent auprès de la société émettrice, responsable des traitements effectués sur les données collectées, dont les coordonnées figurent dans les conditions particulières du contrat.

A compter de la résiliation du contrat, les données à caractère personnel collectées seront effacées au plus tard à l'issue des durées légales de prescription civile et des durées légales de conservation.

XVI. Médiation de la consommation

La société émettrice a mis en place une médiation afin de permettre au consommateur, s'il le souhaite, en application de l'article L 612-1 du code de la consommation, de saisir le médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à la société émettrice, en l'absence de résolution d'une réclamation préalable et écrite adressée à la société émettrice.

Les coordonnées du médiateur de la consommation sont indiquées dans les conditions particulières de vente conclues entre le titulaire et la société émettrice.

Il est expressément convenu que les présentes conditions particulières (ci-après les « Conditions Particulières ») sont applicables à l'ensemble des offres Télépéage liber-t émises par Fulli. Elles complètent et/ou dérogent aux conditions générales d'abonnement liber-t (ci-après les « Conditions Générales liber-t »). Il est rappelé que, en cas de contradiction ou de différence entre les Conditions Générales et les Conditions Particulières, les présentes Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Générales.

I. Modes de souscription

Le titulaire a la possibilité de souscrire un contrat d'abonnement pour la délivrance et l'utilisation d'un ou plusieurs télébadges et certains services associés dans une boutique Fulli, dans un point de vente partenaire Fulli, ou depuis le site fulli.com (ci-après le « Site Internet »).

II. Société émettrice

Le télébadge est émis, selon l'offre commerciale choisie, par APRR société anonyme au capital de 33 911 446,80 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 016 250 029 et dont le siège social est situé 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, ou par AREA, société anonyme au capital de 82 899 809 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 702 027 871 et dont le siège social est situé 22D avenue Lionel Terray 69330 Jonage (désignées individuellement ci-après la « Société émettrice »), agissant pour leur compte et, en vertu d'un mandat réciproque commun, pour celui des sociétés concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings acceptant le télébadge comme mode d'acquiescement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés ;

Les abonnements et services associés sont gérés par la société Mobilis, société par actions simplifiée au capital de 13.940.860 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 808 639 801 et dont le siège social est situé 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire (désignée ci-après « Fulli »), agissant à ce titre en son nom propre et pour le compte de la Société émettrice, et, agissant en vertu d'un sous-mandat de la Société émettrice, au nom et pour le compte des sociétés concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings acceptant le télébadge comme mode d'acquiescement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés.

III. Service de consultation électronique

III.1 Description du service

Le service de consultation des factures au format électronique est mis à disposition sur l'espace client accessible depuis le Site Internet et depuis l'application mobile Fulli.

Fulli adresse les factures sous format électronique. Le titulaire a toutefois la possibilité de demander l'envoi de sa facture sous format papier, dans les conditions définies dans l'annexe tarifaire, en contactant le Service clients Fulli aux coordonnées indiquées à l'article VIII ci-après.

L'accès au Site Internet et l'application mobile Fulli est sécurisé grâce à un mot de passe et à un identifiant. La facture est disponible 24h/24, 7j/7. L'accès est garanti aux équipements fonctionnant sous les principaux systèmes (Android, IOS, Windows, MacOS notamment) et navigateurs, sous condition qu'ils soient encore supportés par leur éditeur et mis à jour (correctifs de sécurité notamment). La consultation de la facture pourra nécessiter l'installation d'un logiciel gratuit.

Fulli décline toute responsabilité en cas d'indisponibilité temporaire du service ou de problème d'accès lié à la connexion ou à l'équipement du titulaire. Le temps de chargement de la facture peut dépendre à la fois de

l'encombrement du réseau Internet à l'instant où la facture est consultée mais aussi du débit de la ligne de l'abonné. L'accessibilité à la consultation est disponible tant que le contrat de l'abonné est actif.

Les factures sont mises à disposition chaque mois. Au minimum sont mis à disposition les dix-huit (18) derniers mois de facturation. Il appartient au titulaire d'archiver ses factures s'il souhaite en conserver l'historique.

III.2 Statut de la facture

La facture est le document justificatif de l'appel à paiement émis par Fulli et tient lieu de facture d'origine. En outre, la facture constitue un justificatif fiscal.

Fulli peut fournir au titulaire qui en fait la demande un duplicata de la facture selon barème tarifaire en vigueur.

IV. Prescription (titulaire agissant en qualité de professionnel)

Toute réclamation d'un professionnel, amiable ou contentieuse, relative à son contrat se prescrit dans un délai d'un (1) an à compter du jour où le professionnel a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer.

V. Frais de mise en opposition

En cas de non-paiement d'une facture à la date convenue, Fulli pourra mettre en opposition le(s) télébadge(s) et pourra facturer des frais d'opposition selon le barème tarifaire en vigueur.

VI. Protection des données à caractère personnel

Le présent article complète les dispositions de l'article XV des Conditions Générales et vise à décrire la manière dont Fulli traite et protège les données personnelles conformément à la loi Informatique et liberté du 06/01/1978 modifiée et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) n°2016/679.

Fulli est responsable de traitements.

VI.1 Traitements des données

VI.1.1 Souscription à un abonnement Télépéage, gestion en ligne de son compte et de son badge par le titulaire

Les données à caractère personnel sont recueillies dans le cadre de formulaires renseignés par le titulaire et de documents joints : Données d'identité et date de naissance du souscripteur, données relatives aux trajets afin d'établir le montant du trajet effectué (Horodates et gares d'entrée et de sortie de réseau), données d'immatriculation et caractéristiques du véhicule (liées à certains contrats d'abonnement) et données bancaires permettant la facturation.

Fulli est autorisée à traiter les données personnelles pour l'exécution du contrat. Celles-ci sont conservées cinq (5) ans après la clôture définitive du contrat.

VI.1.2 Gestion de la facturation

A. Données traitées

a. Perception du péage (hors autoroute à flux libre)

• Données relatives aux trajets : horodate du passage en gare d'entrée et de sortie de réseau, identification des gares d'entrée et de sortie, catégorie du véhicule, prix de la transaction.

• Données relatives aux abonnés : identité, numéro de client, informations détenues sur le badge délivré par la Société émettrice (numéro, date de fin de validité, numéro et pays d'immatriculation du véhicule).

• Données nécessaires à l'assistance du client (à sa demande ou alerte technique) : vidéos issues de la vidéosurveillance.

b. Perception du péage (autoroute à flux libre)

• Données relatives aux véhicules : catégorie du véhicule déterminée par capteur selon plusieurs informations (largeur, hauteur, longueur, nombre d'essieux...), caractéristiques du véhicule (couleur, marque, modèle), photos de contexte visualisant le véhicule, photos (avant et arrière) et numéro d'immatriculation du véhicule.

• Données relatives aux abonnés (sauf en mode dégradé) : identité, numéro de client, informations

Fulli est le nom commercial de la société Mobilis

détenues sur le badge délivré par la Société émettrice (numéro, date de fin de validité, numéro et pays d'immatriculation du véhicule).

• Données relatives aux trajets : horodate du passage sous portique(s), localisation du(des) portique(s), prix de la transaction.

c. Gestion de la facturation

• Données relatives au télébadge : identification de la Société émettrice, numéro du télébadge.

• Données relatives aux abonnés : vidéos, issues de caméras de vidéosurveillance permettant l'application et le contrôle des conditions commerciales.

B. Licéité des traitements

Fulli est autorisée à traiter les données pour l'exécution du contrat d'abonnement Télépéage dans le cadre de l'exécution d'une mission de service public.

C. Durée de conservation des données traitées

• Perception du péage, données relatives aux trajets : cinq (5) ans, ou dix (10) ans en cas de délivrance d'un reçu fiscal.

• Gestion de la facturation : les données liées à la facturation sont conservées dix

(10) ans. Les vidéos liées aux conditions commerciales des abonnés Télépéage sont conservées vingt-huit (28) jours maximum.

VI.1.3 Gestion des listes d'exception relatives aux abonnés Télépéage

A. Données traitées

a. Prévention des impayés

Identité du client, numéro de client, numéro du télébadge, coordonnées bancaires, date de souscription, informations liées au rejet de la demande de paiement (montant, motif fourni par la banque, facture correspondante), nombre de télébadges, montant moyen de consommation, historique d'impayés.

b. Gestion des télébadges perdus ou volés

Numéro de client, numéro du télébadge, date de perte ou vol.

c. Gestion de la fraude sur les moyens de paiement

Identité du titulaire du compte bancaire, numéro de la carte bancaire ou IBAN, adresse électronique, numéro de télé- phone, date de naissance.

B. Licéité

Fulli est autorisée à traiter les données dans le cadre de l'exécution du contrat d'abonnement et de ses intérêts légitimes.

C. Destinataires

Les données concernant la gestion des télébadges déclarés perdus ou volés sont communiquées aux sociétés concessionnaires d'autoroutes.

D. Durée de conservation

• Prévention des impayés : les données sont conservées dans la liste d'opposition jusqu'à la régularisation de l'impayé et cinq (5) ans en l'absence de régularisation.

• Gestion des badges perdus ou volés : les données sont conservées cinq (5) ans maximum après la déclaration de perte ou de vol.

• Gestion de la fraude sur les moyens de paiement : les données sont conservées six (6) ans maximum.

VI.2 Destinataires des données

Les données sont accessibles aux services habilités de Fulli. Les sous-traitants sont destinataires des données dans le cadre de contrats respectueux de la réglementation sur la protection des données personnelles.

VI.3 Mesures de sécurité appliquées aux données

Les données font l'objet de toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires afin d'en assurer la confidentialité et la sécurité contre toute violation, destruction, perte, altération, divulgation, reproduction, ou contre tout accès non autorisé. Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations de confidentialité et de sécurité.

VI.4 Localisation des données



Les données ne sont pas transférées hors Union européenne.

VI.5 Prise de décision automatisée

Les traitements de données ne font pas l'objet d'une prise de décision automatisée.

VI.6 Droits des personnes concernées

Toute personne concernée par le traitement de ses données personnelles par Fulli dispose des droits suivants : droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition pour motif légitime, de limitation et de portabilité des données.

L'ensemble de ces droits peut être exercé auprès du délégué à la protection des données de Fulli :

- par voie électronique depuis le formulaire accessible sur www.fulli.com/protection-donnees-personnelles ;
- par courrier postal à l'adresse suivante :

Fulli – Délégué à la protection des données

36 rue du Dr Schmitt

21850 Saint Apollinaire

VI.7 Réclamation auprès de la CNIL

Toute personne concernée par le traitement de ses données personnelles par Fulli peut, après avoir contacté le responsable du traitement, et si elle estime que ses droits ne sont pas respectés, adresser une réclamation à la CNIL.

VII. Adossement du contrat à une carte bancaire

Dès lors que Fulli a autorisé l'adossement de l'abonnement à une carte bancaire, le titulaire s'engage à communiquer sans délai tout changement de numéro de la carte de paiement en contactant le Service clients Fulli aux coordonnées indiquées à l'article VIII ci-après., ou depuis l'espace client du Site Internet ou depuis l'application mobile. Le non-respect de cette obligation entraîne de plein droit la résiliation du contrat.

VIII. Service Clients Fulli

Toutes questions relatives à la souscription, au suivi de la commande du ou des télébadges, à la livraison, aux conditions et modalités d'exercice du droit de rétractation et à l'exécution du contrat peuvent être adressées :

- Par téléphone au 03.80.77.01.01 (appel non-surtaxé) ;
- Par courrier, à l'adresse postale suivante :

Service Clients Fulli

TSA 80 001

52009 Chaumont Cedex

IX. Médiation de la consommation

Après avoir saisi le Service Clients Fulli, et à défaut de réponse satisfaisante ou en l'absence de réponse dans un délai de soixante (60) jours, le client consommateur peut gratuitement saisir le Médiateur du Tourisme et du Voyage :

Saisine par courrier :

MTV-MEDIATION TOURISME VOYAGE

Service dépôt des saisines

BP 80303

75823 PARIS Cedex 17

Saisine en ligne depuis le site : www.mtv.travel

Contact par téléphone : 01.42.67.96.68

Il est expressément convenu que les présentes conditions particulières de souscription sur Internet (ci-après les « Conditions Particulières ») sont applicables en cas de souscription en ligne à l'ensemble des offres commerciales télépéage liber-t Fulli. Elles complètent et/ou dérogent aux conditions générales d'abonnement liber-t (ci-après les « Conditions Générales »). Il est rappelé que, en cas de contradiction ou de différence, les présentes Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Générales.

I. Modes de souscription

Le titulaire a la possibilité de souscrire au contrat pour la délivrance et l'utilisation de télébadges(s) et certains services associés depuis le site fulli.com (ci-après le « Site Internet »).

II. Société émettrice

Le télébadge est émis, selon l'offre commerciale choisie, par APRR société anonyme au capital de 33 911 446,80 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 016 250 029 et dont le siège social est situé 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, ou par AREA, société anonyme au capital de 82 899 809 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 702 027 871 et dont le siège social est situé 22D avenue Lionel Terray 69330 Jonage (désignées individuellement ci-après la « Société émettrice »), agissant pour leur compte et, en vertu d'un mandat réciproque commun, pour celui des sociétés concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings acceptant le télébadge comme mode d'acquiescement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés ;

Les abonnements et services associés sont gérés par la société Mobilis, société par actions simplifiée au capital de 13.940.860 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 808 639 801 et dont le siège social est situé 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire (désignée ci-après « Fulli »), agissant à ce titre en son nom propre et pour le compte de la Société émettrice, et, agissant en vertu d'un sous-mandat de la Société émettrice, au nom et pour le compte des sociétés concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings acceptant le télébadge comme mode d'acquiescement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés.

III. Souscription en ligne

III.1 Etapes de souscription

Après avoir consulté l'ensemble des informations disponibles pour effectuer son choix, le titulaire peut souscrire en qualité de professionnel ou en qualité de non-professionnel en suivant les étapes ci-après :

1° Un premier écran « Commande » permet au titulaire de :

- Commander un ou plusieurs télébadges ;
- Renseigner ses coordonnées : nom, prénom, date de naissance, numéro de téléphone mobile, adresse email, et adresse postale. Ces éléments sont indispensables pour poursuivre la commande et aller à l'étape suivante. Le titulaire est informé et accepte que la saisie de ces informations fasse preuve de son identité et de sa souscription ;
- Selon l'offre commerciale choisie, renseigner la plaque d'immatriculation de son véhicule.
- Accepter et valider la politique applicable concernant le traitement des données à caractère personnel.

Le titulaire peut activer la coche autorisant Fulli à lui envoyer des informations commerciales.

Le titulaire consommateur dispose du droit à s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique depuis le site Internet bloctel.gouv.fr, ou, par voie

postale à l'adresse suivante : Worldline – Service Bloctel CS 61311 – 41013 Blois Cedex.

2° Un second écran « Conditions » apparaît. Le titulaire doit afficher l'intégralité du texte des conditions et cocher la case « je m'engage sur l'exactitude des renseignements ci-dessus. Je déclare avoir pris connaissance des conditions applicables et m'engage à m'y conformer » afin d'activer le bouton « j'accepte les conditions » permettant de certifier qu'il a pris connaissance et accepté :

- les Conditions Générales liber-t,
 - les conditions particulières de souscription sur Internet,
 - Les conditions particulières Fulli,
 - et les conditions particulières de l'offre qu'il a choisie.
- Le titulaire ne peut pas poursuivre sa commande s'il n'a pas validé son acceptation des conditions applicables.

3° Un troisième écran « Récapitulatif » synthétise les éléments de la commande et indique le détail des frais applicables selon l'offre, dont les frais de mise en service et les frais de livraison du(des) télébadge(s) commandé(s).

Le titulaire doit vérifier l'exactitude de toutes les données à caractère personnel qui figureront sur le mandat de prélèvement.

Le titulaire a la possibilité de modifier ces données en cliquant sur le lien correspondant. Le titulaire certifie qu'il est bien le titulaire du compte bancaire faisant l'objet du prélèvement.

Le titulaire est informé qu'il sera redirigé vers la plateforme sécurisée du prestataire de paiement pour la mise en place du paiement de son abonnement. Le titulaire est informé qu'un (1) euro sera prélevé afin de vérifier le compte bancaire et que ce montant sera restitué sur le montant de la prochaine facture.

4° Un quatrième écran « Paiement » invite le titulaire agissant en qualité de non-professionnel à préciser les informations bancaires utiles au prélèvement SEPA sous format IBAN ou au paiement par carte Amex®.

Le titulaire non-professionnel choisissant le prélèvement SEPA sera redirigé vers la plateforme SLIMPAY pour sécuriser la demande d'autorisation de prélèvement bancaire.

Le titulaire non-professionnel choisissant le paiement par carte Amex® sera redirigé vers la plateforme de sécurisation American Express® pour valider la demande d'autorisation.

Le titulaire agissant en qualité de professionnel reçoit un code de confirmation SMS sur le numéro du téléphone mobile préalablement renseigné pour valider la signature du mandat.

Le titulaire doit signer le mandat autorisant Fulli à prélever son compte bancaire.

Le titulaire peut alors valider la commande et la mise en place du prélèvement.

5° Un cinquième écran « Confirmation » indique que la commande a bien été enregistrée et que le titulaire va prochainement recevoir sur l'adresse email qu'il a saisie :

- un email de confirmation qui précise les informations suivantes : le n° de la commande, les modalités de facturation, le montant et les modalités de prélèvement des frais de mise en service et des frais d'envoi, le contrat, les modalités de rétractation de la commande, le formulaire de rétractation, les coordonnées du Service Clients Fulli, et le délai de livraison du(des) télébadge(s) ;
- un email de la part du prestataire de paiement comportant le mandat de prélèvement SEPA signé électroniquement.

III.2 Dispositions relatives à la souscription

Le titulaire s'engage sur l'exactitude des renseignements donnés lors de la souscription.

Toute commande sur le Site Internet suppose l'acceptation sans restriction ni réserve des Conditions Générales Liber-t, des présentes Conditions Particulières, les conditions particulières Fulli, et des conditions particulières de l'offre choisie.

En cliquant sur la case spécifique « j'accepte » figurant sur la page « Conditions », le titulaire reconnaît les avoir lues et acceptées, à titre irrévocable, entier et sans réserve.

Les conditions générales et particulières sont consultables et téléchargeables sur le Site Internet.

Fulli peut être amenée à effectuer des contrôles préalables et se réserve le droit de refuser toute souscription pour un motif légitime, et notamment dans les cas suivants :

- Adresse d'envoi d'un télébadge inconnue ou fantaisiste ;
- titulaire ayant fait l'objet d'une résiliation d'un précédent contrat pour fraude ou défaut de paiement.

IV. Sécurité

Toutes les informations relatives à la souscription, en particulier les informations bancaires transmises via Internet, sont protégées et cryptées. L'ensemble de la transaction par Internet s'effectue sur un serveur sécurisé suivant le protocole SSL (protocole de sécurisation des informations, échanges et transactions sur Internet).

V. Tarifs et frais de livraison

Le détail des frais liés à la gestion du contrat d'abonnement, les frais d'envoi, ainsi que les frais de mise en service sont disponibles sur le Site Internet, sur la page d'information de l'offre souscrite, et accessible sur l'écran « Récapitulatif ».

Les prix sont exprimés en euros, toutes taxes comprises. Les frais de livraison du(des) télébadge(s) sont dûment précisés lors de la souscription et apparaissent de manière séparée dans le détail du montant de la commande.

VI. Livraison – Mise à disposition du(des) télébadge(s)

Fulli fait ses meilleurs efforts pour expédier le(s) télébadge(s) commandé(s) et les supports de fixation à l'adresse de livraison indiquée par le titulaire, dans un délai moyen de trois (3) jours ouvrés à compter de la réception par Fulli de la totalité des documents demandés, dûment signés et complétés (sous réserve des délais postaux).

Le délai ci-dessus est communiqué à titre indicatif.

Fulli ne supporte pas la responsabilité du délai d'acheminement postal.

Sauf indication contraire, la livraison intervient par envoi suivi via la Poste.

Un retard dans la livraison ne pourra donner lieu à aucun dommage intérêt ou compensation.

Une annulation de la commande ne peut intervenir qu'en cas d'exercice par le titulaire de son droit de rétractation.

En l'absence de livraison, le titulaire doit prendre contact avec le Service Clients Fulli aux coordonnées mentionnées à l'article XVI ci-après.

Il appartient au titulaire de vérifier le contenu du colis au moment de la livraison et d'indiquer tout problème au Service Clients Fulli dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la livraison (hors dimanche et jour férié). Passé ce délai, les produits livrés sont réputés conformes et exempts de tout vice apparent.

VII. Frais de mise en opposition

En cas de non-paiement d'une facture à la date convenue, Fulli pourra mettre en opposition le(s) télébadge(s) et pourra facturer des frais d'opposition selon le barème tarifaire en vigueur.

VIII. Durée du contrat – Prise d'effet

Le contrat est conclu pour une durée indéterminée et prend effet dès la souscription par le titulaire.

**IX. Droit de rétractation (titulaire agissant en qualité de consommateur)**

Conformément aux dispositions des articles L221-18 et suivants du code de la consommation, le titulaire qui agit en qualité de consommateur dispose d'un délai de quatorze (14) jours à compter de la conclusion du contrat ou d'un service pour exercer son droit de rétractation.

Le jour où le contrat est conclu n'est pas compté dans le délai.

Le délai de rétractation commence à courir au début de la première heure du premier jour et prend fin à l'expiration de la dernière heure du dernier jour du délai de quatorze (14) jours précité.

Dans le cas où ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Pour exercer son droit, le titulaire doit notifier sa décision de rétractation au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté. Pour ce faire, le titulaire peut utiliser le modèle de formulaire de rétractation joint à la confirmation de la commande ou disponible depuis le Site Internet.

Pour que le délai de rétractation soit respecté, le titulaire doit transmettre sa communication relative à l'exercice de son droit dûment remplie, datée et signée avant l'expiration du délai de quatorze (14) jours précité, à l'adresse suivante :

Service Clients Fulli
82 Route de Verdun
BP 10356
21209 BEAUNE Cedex

Cette communication doit être accompagnée du(es) télébadge(s) et de ses(leurs) composants dans leur emballage d'origine. En cas d'envoi séparé du(es) télébadge(s) et des composants, le titulaire doit le(s) retourner sans retard excessif et au plus tard dans les quatorze (14) jours qui suivent sa décision de se rétracter.

Toutefois, la faculté de rétractation ne peut être exercée si le(s) télébadge(s) a(ont) été utilisé(s) avant la fin du délai de rétractation ou si le(s) télébadge(s) ont été dépréciés par des manipulations autres que celles nécessaires pour établir la nature, les caractéristiques et le bon fonctionnement de ces biens.

Le droit de rétractation s'exerce sans pénalité pour le titulaire, à l'exception des frais de retour qui demeurent à sa charge.

En cas d'exercice du droit de rétractation par le titulaire, Fulli lui remboursera la totalité des sommes versées, y compris les frais de livraison (dans la limite du tarif standard) sans retard excessif et, en tout état de cause, au plus tard quatorze (14) jours à compter du jour de la notification de sa décision de rétractation. Toutefois, ce remboursement pourra être différé jusqu'à réception du (des) télébadge(s) et de ses(leur) composants, ou jusqu'à ce que le titulaire ait fourni une preuve de leur expédition, la date retenue étant celle du premier de ces faits.

Ce remboursement est effectué en utilisant le même moyen de paiement que celui utilisé par le titulaire pour la transaction initiale, sauf accord exprès du titulaire pour qu'il utilise un autre moyen de paiement et dans la mesure où le remboursement n'occasionne pas de frais pour le consommateur.

La charge de la preuve de l'exercice du droit de rétractation dans les conditions prévues à l'article L.221-21 du code de la consommation pèse sur le titulaire consommateur.

X. Validité partielle

Si l'une quelconque des stipulations des présentes Conditions Particulières se révélait être nulle au regard d'une règle de droit en vigueur, celle-ci serait réputée

non écrite mais n'entraînerait pas la nullité des Conditions Générales.

XI. Responsabilité

La responsabilité de Fulli ne saurait être engagée pour tous les inconvénients ou dommages inhérents à l'utilisation du réseau Internet et téléphonique, notamment une rupture du service, une intrusion extérieure ou la présence de virus informatiques.

Fulli ne garantit pas que le Site Internet soient exempts d'anomalies, d'erreurs ou de bugs, ni que celles-ci soient corrigées, ni que les sites fonctionnent sans interruption ou panne.

Fulli n'est en aucun cas responsable de dysfonctionnements imputables à des logiciels de tiers, que ceux-ci soient ou non incorporés dans le Site Internet ou fournis avec celui-ci.

En acceptant les présentes Conditions Particulières, le titulaire déclare connaître les caractéristiques et les limites de l'Internet, en particulier ses performances techniques, les temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des données et les risques liés à la sécurité des communications.

XII. Service après-vente - Garantie

Fulli s'engage à assurer le service après-vente des télébadges dans le cadre d'une utilisation normale par le titulaire telle que visée aux articles « Délivrance du télébadge - Utilisation » des Conditions Générales.

Les dommages d'origine externe ou consécutifs à une mauvaise utilisation du télébadge ou à une utilisation non conforme, sont exclus de la garantie.

Les stipulations ci-dessus ne font pas obstacle à l'application de la garantie légale prévue par les articles 1641 et suivants du Code Civil.

XIII. Prescription (titulaire agissant en qualité de professionnel)

Toute réclamation d'un professionnel, amiable ou contentieuse, relative à son contrat se prescrit dans un délai d'un (1) an à compter du jour où le professionnel a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer.

XIV. Preuve

Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques de Fulli dans des conditions raisonnables de sécurité, seront considérés comme les preuves des transactions, des abonnements et des paiements intervenus entre les parties.

Le titulaire accepte expressément que toute demande formulée par Fulli via la messagerie électronique (email) lui soit opposable et que la preuve du consentement du titulaire relatif aux dites demandes soit constituée par un enregistrement sur le système d'information de Fulli.

XV. Informatique et liberté

Le titulaire est informé que lors de la souscription et au cours de l'exécution du contrat, des données à caractère personnel seront collectées par Fulli.

Ces données seront utilisées à des fins de gestion du contrat, dans ses différents aspects, et pourront également permettre d'effectuer des opérations de prospection commerciale.

Les données collectées sont destinées à Fulli et aux exploitants visés à l'article I des Conditions Générales, ainsi qu'à leurs sous-traitants. Par ailleurs, Fulli peut communiquer les données collectées à ses partenaires si le Titulaire lui en donne l'autorisation expressément. Le Titulaire du contrat est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition à la réception de prospection commerciale, de limitation, de portabilité et d'effacement des données à caractère personnel le concernant. Ces droits s'exercent auprès de Fulli, responsable des traitements effectués sur les données collectées, dont les coordonnées figurent dans les conditions particulières du contrat.

A compter de la résiliation du contrat, les données à caractère personnel collectées seront effacées au plus tard à l'issue des durées légales de prescription civile et des durées légales de conservation.

XVI. Service Clients Fulli

Toutes questions relatives à la souscription, au suivi de la commande du ou des télébadges, à la livraison, aux conditions et modalités d'exercice du droit de rétractation et à l'exécution du contrat peuvent être adressées :

- Par téléphone au +33 3 80 77 01 01 (appel non-surtaxé) ;

- Par courrier, à l'adresse postale suivante :

Service Clients Fulli
TSA 80 001
52009 Chaumont Cedex

XVII. Médiation de la consommation

Après avoir saisi le Service Clients Fulli, et à défaut de réponse satisfaisante ou en l'absence de réponse dans un délai de soixante (60) jours, le client consommateur peut gratuitement saisir le Médiateur du Tourisme et du Voyage :

Saisine par courrier :

MTV-MEDIATION TOURISME VOYAGE
Service dépôt des saisines
BP 80303
75823 PARIS Cedex 17

Saisine en ligne depuis le site : www.mtv.travel
Contact par téléphone : 01.42.67.96.68

Preamble

Het intercompany-elektronisch tolheffingssysteem biedt gebruikers van lichte voertuigen de mogelijkheid om met behulp van een badge gebruik te maken van de met elektronische tolheffing uitgeruste rijstroken bij tolstations van snelwegmaatschappijen, exploitanten van tolwerken en exploitanten van parkeerterreinen, en om te profiteren van een enkele facturering van het bedrag van hun verbruik.

I. Uitgevende instelling

De telebadge wordt, afhankelijk van het gekozen commerciële aanbod, uitgegeven door APRR, een naamloze vennootschap met een kapitaal van 33.911.446,80 euro, ingeschreven in het handels- en vennootschapsregister van Dijon onder nummer 016 250 029 en met maatschappelijke zetel te 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, of door AREA, een naamloze vennootschap met een kapitaal van 82.899.809 euro, ingeschreven in het handelsregister van Lyon onder nummer 702 027 871 en met maatschappelijke zetel te 22D avenue Lionel Terray 69330 Jonage (hierna afzonderlijk aangeduid als de "uitgevende vennootschap"), handelend voor hun rekening en, krachtens een wederzijdse gemeenschappelijke volmacht, voor rekening van de concessiehouders van autosnelwegen, exploitanten van tolwegen en exploitanten van parkeerterreinen die de telebadge accepteren als betaalmiddel voor de verschuldigde bedragen voor het gebruik van bovengenoemde wegen;

De abonnementen en bijbehorende diensten worden beheerd door de vennootschap Mobilis, een vereenvoudigde naamloze vennootschap met een kapitaal van 13.940.860 euro, ingeschreven in het handelsregister van Dijon onder nummer 808 639 801 en met maatschappelijke zetel te 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, die in deze hoedanigheid optreedt in eigen naam en voor rekening van de uitgevende instelling, en handelend krachtens een submandaat van de uitgevende vennootschap, namens en voor rekening van de concessiehouders van autosnelwegen, exploitanten van tolwegen en exploitanten van parkeerterreinen die de telebadge accepteren als betaalmiddel voor het gebruik van bovengenoemde wegen.

II. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst heeft tot doel aan de houder badges te verstrekken die worden geaccepteerd op het netwerk van Franse snelwegconcessiehouders, exploitanten van tolwegen (met uitzondering van de tunnels van Mont-Blanc en Fréjus), en, tenzij uitdrukkelijk anders bepaald in de bijzondere voorwaarden, exploitanten van parkeerterreinen die zijn voorzien van apparatuur die wordt aangeduid met het pictogram "t", voor de betaling van de verschuldigde bedragen voor het gebruik van bovengenoemde voorzieningen.

De houder kan op eenvoudig verzoek een of meer extra badges krijgen tegen de voorwaarden die zijn vastgelegd in de onderstaande tarieflijst.

III. Contracthouder

De houder van dit contract is een natuurlijke persoon of rechtspersoon aan wie de uitgevende instelling een of meer badges verstrekt.

IV. Aansluiting bij het contract – Garantie

IV.1 Ondertekening

Het afsluiten van het contract en de afgifte van badges zijn afhankelijk van een bankdomiciliëring en een automatische incasso van een individuele rekening bij een bankinstelling die gevestigd is in een van de landen van de "Single Euro Payments Area" (SEPA).

Iedereen die deze overeenkomst wenst te sluiten, moet de volgende documenten aan de onderneming verstrekken:

- voor natuurlijke personen, een identiteitsbewijs of bewijs van woonplaats, voor rechtspersonen, een uittreksel uit het handels- en vennootschapsregister of een gelijkwaardig document, evenals een volmacht die de ondertekenaar machtigt om namens de genoemde rechtspersoon te ondertekenen,
- een ingevuld, gedateerd en ondertekend aanvraagformulier,
- een ingevulde, gedateerde en ondertekende SEPA-incassomachtiging; de machtiging vervalt na 36 maanden zonder incasso,
- een bankrekeningnummer (RIB), postrekeningnummer (RIP) of spaarrekeningnummer (RICE) in IBAN-formaat (Issuer Bank Number Identification).

Afhankelijk van de door de uitgevende instelling aanvaarde betalingsvoorwaarden kunnen aanvullende garanties worden gevraagd aan de contracthouder.

Door het ondertekenen van de abonnementsaanvraag verklaart de aanvrager akkoord te gaan met deze algemene voorwaarden en de bijgevoegde tarieven voor intercompany-elektronische tolheffing.

De uitgevende instelling is vrij om de aanvraag voor een abonnement te weigeren om een legitieme reden, zoals de beëindiging van een vorig contract door een van de uitgevende instellingen wegens fraude of wanbetaling.

IV.2 Betalingsgarantie

Bij het afsluiten van het contract en/of tijdens de looptijd van het contract kan een betalingsgarantie worden gevraagd.

Deze garantie geldt voor de gehele looptijd van het contract en heeft tot doel de betaling door de houder te garanderen van alle bedragen die hij op grond van het contract aan de uitgevende maatschappij verschuldigd is, met inbegrip van, in voorkomend geval, de kosten voor het niet in goede staat teruggeven van de badge.

De betalingsgarantie bestaat uit een waarborgsom, een bankgarantie of een ander gelijkwaardig middel dat door de uitgevende instelling wordt aanvaard. Als de betalingsgarantie bestaat uit een waarborgsom per badge, levert deze geen rente op voor de houder (zie tariefschema).

De uitgevende instelling kan bij het eerste betalingsincident of, voor handelaars, bij risico op insolventie, een verhoging van het bedrag van de betalingsgarantie vragen. Het bedrag van de door de uitgevende instelling gevraagde garantie is beperkt tot driemaal de hoogste maandelijkse omzet inclusief btw die de houder in de afgelopen twaalf maanden heeft gerealiseerd op alle in artikel II bedoelde werken.

Bij het verstrijken van de overeenkomst wordt, behoudens bijzondere voorwaarden van de uitgevende instelling, de betalingsgarantie vrijgegeven binnen een termijn van 60 dagen (behoudens gunstigere bepalingen in de bijzondere voorwaarden van de uitgevende instelling) na de datum van afschrijving van de laatste gefactureerde rit en na betaling van de door de houder verschuldigde bedragen uit hoofde van deze overeenkomst, met inbegrip van in voorkomend geval, de kosten voor het niet in goede staat teruggeven van de badge. Bij gebreke daarvan wordt de betalingsgarantie aangesproken.

V. Duur van de overeenkomst – Inwerkingtreding

De abonnementsovereenkomst wordt aangegaan voor onbepaalde tijd en treedt in werking zodra de houder de eerste badge in ontvangst heeft genomen, onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden van de uitgevende instelling.

VI. Gebruik van de badge

VI.1 Voorwaarden die van toepassing zijn op alle vormen van gebruik

A – Algemeen

De drager van de badge moet zich houden aan de politie- en exploitatievoorschriften die van kracht zijn op snelwegen, tolwegen of parkeerterreinen.

De houder is als enige verantwoordelijk voor het gebruik van de verstrekte badge en verbindt zich ertoe alle gebruiksinstructies na te leven die hem ter kennis zijn gebracht, met name:

- niet meer dan één actieve badge in zijn voertuig te hebben (een badge wordt als actief beschouwd zodra deze zich niet meer in het bijgeleverde beschermhoesje bevindt);
- de actieve badge correct op de voorruit te plaatsen volgens de aanwijzingen in de gebruiksaanwijzing die door de uitgevende instantie bij de badge is geleverd.

Bij niet-naleving van deze instructies kan de dienstverlening worden beperkt en loopt de houder het risico op factureringsproblemen.

Alleen als er een geldige, actieve badge correct in het voertuig is geplaatst, kan de houder gebruikmaken van het elektronische tolcontract en de daarmee verbonden voordelen. Onder deze omstandigheden prevaleert de elektronische tolbetaling en sluit deze elke andere wijze van betaling van het verschuldigde bedrag, zelfs gedeeltelijk, uit. Als de houder het verschuldigde bedrag buiten het kader van het elektronische tolcontract wil betalen, moet hij zijn badge in de niet-actieve modus zetten.

De badge is onafhankelijk van het voertuig en kan door de houder in verschillende voertuigen worden gebruikt. Hij mag echter in geen geval tegelijkertijd worden gebruikt voor meerdere voertuigen die elkaar op dezelfde rijstrook of op meerdere tolstroken volgen.

B – Vervanging, intrekking van de badge

De badge blijft eigendom van de uitgevende instelling, die het initiatief kan nemen tot intrekking en/of eventuele vervanging ervan in geval van beëindiging van het contract door de uitgevende instelling, fraude, wijziging of vervalsing van de badge of incompatibiliteit met de verbeteringen die aan het elektronische toetsingssysteem zijn aangebracht.

In geval van een technisch defect van de badge, of om incidenten als gevolg van normale slijtage te voorkomen, zal de uitgevende instelling de badge zo snel mogelijk kosteloos vervangen tegen inlevering van de oude. Indien na controle blijkt dat het defect aan de houder te wijten is, zal de uitgevende instelling hem de kosten van de beschadigde badge in rekening brengen (zie tariefschema).

Bij gebrek aan een geldige en actieve badge zal een andere betaalwijze worden geëist.

Een ongeldige badge kan worden ingetrokken door het personeel van de uitgevende onderneming of van een onderneming als bedoeld in artikel II.

Het verhuren en verkopen van de badge door de houder is verboden op straffe van onmiddellijke beëindiging van het contract.

VI.2 Voorwaarden voor het gebruik van badges voor snelwegen en tolwegen

A. Definitie van de toegestane klassen

Op het netwerk van exploitanten van snelwegen en tolwegen stelt de badge de houder in staat tol te betalen voor voertuigen van tolklasse 1*, 2**, 5*** en voertuigen die kunnen worden gedegradeerd naar tolklasse 1****.

* Klasse 1: voertuigen of voertuigcombinaties met een totale hoogte van minder dan of gelijk aan 2 meter en een maximaal toegestaan totaalgewicht (PTAC) van minder dan of gelijk aan 3,5 ton.

** Klasse 2: voertuigen of voertuigcombinaties met een totale hoogte van meer dan 2 meter en minder dan 3 meter en een maximaal toegestaan totaalgewicht (PTAC) van maximaal 3,5 ton.

*** Klasse 5: motorfietsen, zijspannen en trikes.

**** Voertuigen die kunnen worden gedeclineerd naar klasse 1: voertuigen van klasse 2 die zijn ingericht voor het vervoer van personen met een handicap (op vertoon, bij het passeren van de tolpoort, van het kentekenbewijs met de vermelding "handicap").

B. Gedrag dat de houder bij het tolstation moet aannemen

Om volledig gebruik te kunnen maken van de elektronische tolheffing, moet de houder de rijstroken nemen die zijn aangegeven met het pictogram "t", zowel bij de ingang als bij de betaalstrook.

Voertuigen van klasse 1 moeten bij voorkeur gebruikmaken van de elektronische tolstroken die voor deze klasse zijn gereserveerd (meestal voorzien van een hoogtebeperking van 2 meter).

Voertuigen van klasse 2 en 5 die zijn uitgerust met een elektronische tolbadge moeten bij de oprijstrook de rijstroken gebruiken die zijn voorzien van een pictogram "t" en bij de betaalstrook een rijstrook gebruiken die is voorzien van een pictogram "t" zonder hoogtebeperking.

De houder verbindt zich ertoe het volgende na te leven:

- de borden met informatie over de voertuigen die op de rijstroken zijn toegestaan (klasse, hoogtebeperking, gereserveerd voor personenauto's van klasse 1, gereserveerd voor motorfietsen van klasse 5, enz.),
- de verkeerslichten,
- de verkeerslichten en slagbomen,
- een minimale afstand van 4 meter tussen voertuigen bij het passeren van de tolpoort bij de ingang of bij de betaling,
- de aanbevelingen en voorschriften die bijdragen aan de veiligheid van personen.

Bij gebrek aan geldige invoergegevens behoudt de snelwegmaatschappij zich het recht voor om bij het verlaten van de snelweg het duurste tarief voor het betreffende afritstation (TLPC) toe te passen.

C. Gedrag van de houder in bijzondere situaties

In de hieronder genoemde bijzondere situaties kan de houder die een betaalstrook gebruikt die is gereserveerd voor elektronische tolheffing (met alleen het pictogram "t") , een hoger tarief worden aangerekend (tarief van de duurste rit, upgrade).

Bijzondere situaties:

- Ongeldige invoergegevens (onverenigbare rit, geldigheidsduur verstreken).
- Voertuigen van klasse 5 die gebruikmaken van de rijstroken met een maximale hoogte van 2 meter: standaard worden voertuigen van klasse 5 die deze rijstrook gebruiken, getarifeerd in klasse 1.

Andere situaties:

- Bij een storing van de badge of de elektronische tolheffingsapparatuur bij de ingang moet de houder een transitkaart nemen bij de automaat en deze bij de uitgang inleveren (bij de tolbediende of, bij een automatische rijstrook, in de lezer van de daarvoor bestemde betaalautomaat).

- Bij het passeren van een automatische rijstrook moet de houder die een voertuig van klasse 1 met lading op het dak gebruikt (totale hoogte meer dan 2 meter) stoppen voor de betaalautomaat en gebruikmaken van de hulpvoorziening die ter beschikking staat.

- De houder die een voertuig van klasse 2 gebruikt dat is aangepast voor het vervoer van personen met een handicap, kan gebruikmaken van een korting door een rijstrook met tolpoort te nemen en zijn badge en kentekenbewijs aan de tolpoort te tonen. Als er geen rijstrook met tolpoort is, kan hij een beroep doen op een medewerker via de intercom op de automatische rijstrook.

Op de automatische rijstrook kan de houder in geval van een bijzondere situatie gebruikmaken van de hulpdienst die hem ter beschikking staat, waardoor hij via de intercom contact kan opnemen met een operator.

Het gebruik van een elektronische tolbadge door een voertuig van klasse 2 op een rijstrook die is gereserveerd voor klasse 1 (voorzien van een hoogteprofiel) of door een voertuig van klasse 3 of 4 is niet toegestaan en wordt beschouwd als fraude.

VI.3 Voorwaarden voor het gebruik van badges voor parkeerplaatsen

In de parkeergarages bedoeld in artikel II stelt de badge de houder in staat om de verschuldigde bedragen te betalen door bij het verlaten van de parkeergarage de rijstrook(en) te nemen die wordt (worden) aangegeven met het pictogram "t". Het is raadzaam om vooraf de toegestane afmetingen en eventuele toegangsbeperkingen voor LPG-voertuigen te controleren.

VII. Verzet tegen het gebruik van de badge

De houder kan alleen bezwaar maken tegen het gebruik van de badge in geval van diefstal of verlies ervan.

Verzet moet onmiddellijk worden gemeld bij de verkooppunten of de abonnementsdienst van de uitgevende instelling, op welke wijze dan ook, en zo snel mogelijk schriftelijk worden bevestigd (per post, fax of e-mail), waarbij het badgenummer verplicht moet worden vermeld.

De badge wordt ongeldig gemaakt zodra de bovengenoemde melding is ontvangen.

De uitgevende maatschappij kan niet aansprakelijk worden gesteld voor de gevolgen van een blokkering die niet door de houder of zijn gemachtigde vertegenwoordiger is aangevraagd. Op verzoek van de houder wordt hem zo snel mogelijk een badge met een ander nummer verstrekt.

Tenzij anders bepaald in de bijzondere voorwaarden van de uitgevende bedrijven, wordt van de houder een nieuwe betalingsgarantie gevraagd.

Als de houder de als verloren of gestolen opgegeven badge terugvindt, moet hij deze per aangetekende brief terugsturen naar de abonnementsdienst van de uitgevende instelling of tegen ontvangstbewijs afgeven bij een verkooppunt van deze instelling.

De voorwaarden voor het innen of vrijgeven van de betalingsgarantie worden uiteengezet in artikel IV hierboven.

Het gebruik door de Houder van een als verloren of gestolen opgegeven badge wordt beschouwd als misbruik en kan leiden tot de beëindiging van deze overeenkomst, onverminderd de kosten zoals vermeld in het tariefschema.

VIII. Teruggave van de badge

VIII.1. Op initiatief van de uitgevende instelling

In alle gevallen waarin de uitgevende instelling om teruggave van de badge(s) verzoekt (met name in geval van vervanging van een geblokkeerde badge die door de houder is teruggevonden of in geval van niet-teruggave bij beëindiging van de overeenkomst), dient de houder deze binnen dertig dagen na kennisgeving door de uitgevende instelling terug te geven.

Indien de badge niet binnen deze termijn van dertig dagen wordt teruggegeven of in slechte staat verkeert, wordt de eventueel vereiste betalingsgarantie onmiddellijk en definitief door de uitgevende instelling ingehouden en worden de eventuele administratiekosten vermeld in de bijzondere voorwaarden aan de houder in rekening gebracht.

In alle bovenstaande gevallen kan de badge tegen ontvangstbewijs worden teruggegeven in een verkooppunt van de uitgevende onderneming. De tolbedragen voor de trajecten die met een onrechtmatig gebruikte badge zijn gevalideerd, zullen worden gevorderd, ongeacht de strafrechtelijke vervolging die de uitgevende onderneming zich voorbehoudt.

VIII.2. Op initiatief van de houder

De houder kan zijn badge(s) op elk moment teruggeven. Bij teruggave van een badge die niet goed functioneert, wordt deze badge in rekening gebracht tegen het

geldende tarief of wordt door de uitgevende maatschappij een betalingsgarantie gevraagd.

De teruggave van de badge geschiedt onverminderd de bijzondere voorwaarden met betrekking tot de beheerskosten die aan het contract zijn verbonden.

IX. Wijziging van de identificatie van de houder

Wanneer de houder van adres, SIRET-nummer, naam of handelsnaam verandert, moet hij dit binnen dertig dagen schriftelijk melden aan de uitgevende instelling. Wanneer de houder van adres verandert, moet hij de uitgevende instelling hiervan op de hoogte stellen, die hem het voor deze wijziging benodigde document verstrekt.

De wijziging wordt maximaal veertig dagen na ontvangst door de uitgevende instelling van het bovengenoemde, naar behoren ingevulde document en de bijbehorende IBAN-bankgegevens van kracht. Indien de wijziging van de bankrekening om welke reden dan ook leidt tot het vervallen van een garantie, is de houder verplicht om, zonder onderbreking van deze garantie, een gelijkwaardige garantie te verstrekken. Het niet naleven van deze bepalingen of de intrekking door de Houder van de SEPA-incassomachtiging leidt van rechtswege tot de beëindiging van de overeenkomst.

X. Facturering en betaling

X.1 Factureringselementen

De uitgevende instelling stelt een overzicht op van de transacties (ritten en parkeringen) die de houder tijdens de vorige facturingsperiode heeft uitgevoerd.

Het overzicht van het verbruik vermeldt voor elke badge en voor elke transactie:

- met betrekking tot ritten op snelwegen (waarbij wordt opgemerkt dat het nationale netwerk van tolwegen met trajecten die gezamenlijk worden geëxploiteerd door meerdere van de in artikel II genoemde bedrijven, bepaalde ritten kunnen worden opgesplitst op het overzicht van ritten per betrokken snelwegbedrijf):
- de datum van passage bij het tolstation,
- de tolklasse,
- de afgelegde reis,
- het bedrag van de tol inclusief btw.
- met betrekking tot het parkeren in parkeergarages:
- de datum van vertrek uit de parkeergarage,
- het bedrag inclusief btw van het parkeren,
- de naam van de parkeergarage.

De factuur en het overzicht van de transacties zoals bedoeld in dit artikel zijn de enige documenten die worden afgegeven, aangezien de registratie van de transactie bij de tolpoort of bij het verlaten van de parkeergarage het bewijs van het gebruik vormt.

X.2 Factureringsvoorwaarden

Op basis van het transactieverzicht factureert de uitgevende instelling de bedragen die de houder tijdens de betreffende periode verschuldigd is voor transacties op de netwerken van de in artikel II bedoelde exploitanten, alsmede alle bedragen die de houder verschuldigd is uit hoofde van deze overeenkomst.

Op deze factuur worden de datum van de afschrijving, indien van toepassing, en de bankgegevens van de houder vermeld.

De factuur geldt niet als saldobestemming voor de transacties die de Kaarthouder tijdens de betreffende periode heeft uitgevoerd. Alle transacties die tijdens de periode zijn uitgevoerd, maar niet op het overzicht staan, worden op een van de volgende facturen in rekening gebracht.

Tenzij de uitgevende onderneming andere voorwaarden hanteert, wordt de factuur op papier afgedrukt en maandelijks naar de houder gestuurd. Particulieren en rechtspersonen die niet btw-plichtig zijn, kunnen echter, afhankelijk van de uitgevende maatschappijen, bij het afsluiten van het contract of tijdens de uitvoering ervan, in plaats van de papieren factuur, kiezen voor de dienst "internetfactuur", waarvoor bijzondere voorwaarden gelden.

X.3 Betaling van facturen

De facturen zijn betaalbaar in euro's, binnen de op de factuur vermelde termijn en volgens de bij het afsluiten van het contract gekozen betalingswijze.

X.4 Behandeling van onbetaalde rekeningen – Gevolgen

In geval van automatische incasso en indien de eerste incasso wordt geweigerd, kan een tweede incasso voor hetzelfde bedrag worden uitgevoerd.

Bij niet-volledige betaling van de factuur wordt door de uitgevende instelling een aanmaning tot betaling naar de contracthouder gestuurd. In de bijzondere voorwaarden kan worden bepaald dat deze aanmaning wordt voorafgegaan door een tweede verzending van de factuur per gewone brief.

In de aanmaning wordt vermeld:

- de op de vervaldatum van de laatste factuur nog niet betaalde bedragen;

- behoudens bijzondere voorwaarden van de uitgevende onderneming, de verdragingsboetes die zijn vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel L.441-6 van het Wetboek van Koophandel, toegepast op de nog verschuldigde bedragen vanaf de vervaldatum van de factuur; deze boetes komen bovenop de hoofdsom; alle nog niet gefactureerde ritten en parkeertijden die onmiddellijk opeisbaar zijn;
- indien van toepassing, de verplichting om de badge(s) terug te geven.

De bijzondere voorwaarden kunnen bepalen dat de uitgevende onderneming deze ingebrekestelling en, in voorkomend geval, de tweede aanbieding van de factuur vergezeld laat gaan van maatregelen tot opschorting van de uitvoering van de overeenkomst door de badge(s) te blokkeren totdat de betaling is ontvangen, alsmede van verdragingsboetes.

Bij niet-betaling binnen de in de ingebrekestelling gestelde termijn wordt de overeenkomst van rechtswege beëindigd, tenzij de uitgevende onderneming de contracthouder een extra termijn toekent om aan zijn verplichting te voldoen, gedurende welke termijn zij met name de blokkering van de badge(s) kan handhaven totdat de betaling is ontvangen.

De Contracthouder wordt ervan in kennis gesteld dat een termijn voor de reactivering van de badge nodig kan zijn in geval van betaling na een periode van blokkering.

Er wordt gepreciseerd dat voor houders die een contract hebben afgesloten of handelen in een professionele hoedanigheid, bij betalingsachterstand van rechtswege en zonder voorafgaande kennisgeving door de uitgevende instelling een forfaitaire vergoeding voor invorderingskosten ten bedrage van 40 euro verschuldigd is. De uitgevende instelling behoudt zich het recht voor om de houder om een aanvullende vergoeding te vragen indien de daadwerkelijk gemaakte incassokosten dit bedrag overschrijden, op vertoon van bewijsstukken.

In geval van invordering via gerechtelijke executie is de houder bovendien verplicht om aan de uitgevende instelling de bedragen te betalen die overeenkomen met de kosten van de gedwongen executie zelf.

De Houder verklaart kennis te hebben genomen van het feit dat de uitgevende instelling door de in artikel II bedoelde exploitanten in subrogatie is gesteld voor de minnelijke en gerechtelijke invordering van vorderingen die voortvloeien uit deze overeenkomst.

XI. Minnelijke klacht

Elke minnelijke klacht met betrekking tot de elementen van een factuur wordt aanvaard binnen een termijn van 90 dagen vanaf de datum van uitgifte en moet uitsluitend worden ingediend bij het bedrijf dat de factuur heeft uitgegeven, per post of per e-mail gericht aan het verkooppunt waarvan de contactgegevens in de koptekst van de factuur staan vermeld, met vermelding van het badgenummer.

Een klacht ontslaat de houder niet van de verplichting om de betwiste factuur te betalen.

In geval van een klacht stelt het uitgevende bedrijf een onderzoek in. Eventuele correcties naar aanleiding van het onderzoek worden later doorgevoerd.

De uitgevende instelling zal het bewijs van de transactie(s) leveren aan de hand van de registraties die door de computersystemen zijn uitgevoerd.

XII. Opzegging – Gevolgen

XII.1 Door de Houder

De Houder zal de uitgevende instelling op de hoogte brengen van zijn voornemen om deze overeenkomst te beëindigen, hetzij in een verkooppunt van de uitgevende instelling, hetzij per aangetekende brief met ontvangstbevestiging gericht aan de uitgevende instelling.

De opzegging gaat in bij teruggave van de badge(s) en na betaling van alle verschuldigde bedragen.

XII.2 Door de uitgevende instelling

De uitgevende instelling kan deze overeenkomst van rechtswege opzeggen in geval van niet-nakoming van een van de verplichtingen van de houder (met name in geval van fraude of gehele of gedeeltelijke niet-betaling van de verschuldigde bedragen) of in geval van stopzetting van de elektronische tolheffing.

Bij niet-nakoming van een van de verplichtingen van de Houder treedt de beëindiging onmiddellijk en zonder voorafgaande kennisgeving in werking.

In geval van stopzetting van de elektronische tolheffingsdienst zal de uitgevende instelling de houder hiervan per aangetekende brief met ontvangstbevestiging op de hoogte stellen, met vermelding van de datum van inwerkingtreding van de beëindiging, met een opzegtermijn van één maand, onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden van de uitgevende instelling.

XII.3 Onbetaalde bedragen

In geval van beëindiging factureert de uitgevende instelling de verschuldigde bedragen uit hoofde van deze overeenkomst.

XIII. Geschillenbeslechting

Voor de houder van deze overeenkomst die geen handelaar is, zullen geschillen worden voorgelegd aan de bevoegde rechtbanken.

Voor de houder van deze overeenkomst die handelaar is, en bij gebrek aan een minnelijke schikking, zullen alle geschillen die tussen de partijen kunnen ontstaan, uitsluitend worden voorgelegd aan de bevoegde rechtbank van het rechtsgebied van de door de in artikel I bedoelde uitgevende instelling gekozen woonplaats.

Deze bepalingen zijn ook van toepassing in geval van vrijwaring of meerdere verweerders.

Op deze overeenkomst is uitsluitend het Franse recht van toepassing.

XIV. Contractuele wijzigingen en tarieven voor diensten

De uitgevende onderneming behoudt zich het recht voor om wijzigingen aan te brengen in deze algemene voorwaarden. Deze wijzigingen worden ter kennis gebracht van de Houder. Indien de Houder deze wijzigingen niet aanvaardt, dient hij de overeenkomst op te zeggen onder de voorwaarden bepaald in art. XII-1. Het uitblijven van een schriftelijk antwoord van de Houder binnen een termijn van één maand geldt als aanvaarding van zijn kant.

Alle onderdelen van het tariefschema kunnen worden herzien, met name bij wijzigingen in de tol- of parkeertarieven, en zullen bijgevolg niet het voorwerp uitmaken van een aanvullende overeenkomst. Wijzigingen in de tol- en parkeertarieven en in het tariefschema zijn van toepassing vanaf het moment dat ze in werking treden.

XV. Informatica en vrijheden

De houder wordt ervan op de hoogte gebracht dat bij het afsluiten en tijdens de uitvoering van het contract

persoonsgegevens worden verzameld door de uitgevende instelling.

Deze gegevens worden gebruikt voor het beheer van de overeenkomst in al haar aspecten en kunnen ook worden gebruikt voor commerciële prospectie.

De verzamelde gegevens zijn bestemd voor de uitgevende instelling en de exploitanten bedoeld in artikel II van deze algemene voorwaarden, evenals voor hun onderaannemers. Bovendien kan de uitgevende instelling de verzamelde gegevens aan haar partners doorgeven indien de houder haar daarvoor uitdrukkelijk toestemming geeft.

De Contracthouder wordt ervan in kennis gesteld dat hij het recht heeft op toegang, rectificatie, verzet tegen het ontvangen van commerciële prospectie, beperking, overdraagbaarheid en verwijdering van zijn persoonsgegevens. Deze rechten kunnen worden uitgeoefend bij de uitgevende instelling, die verantwoordelijk is voor de verwerking van de verzamelde gegevens en waarvan de contactgegevens in de bijzondere voorwaarden van het contract zijn vermeld.

Na beëindiging van het contract worden de verzamelde persoonsgegevens uiterlijk na afloop van de wettelijke verjaringstermijnen en wettelijke bewaartermijnen gewist.

XVI. Consumentenbemiddeling

De uitgevende instelling heeft een bemiddelingsprocedure ingesteld om de consument in staat te stellen, indien hij dat wenst, overeenkomstig artikel L 612-1 van het Wetboek van Consumentenzaken, een beroep te doen op de bemiddelaar voor consumentenzaken met het oog op een minnelijke schikking van het geschil tussen hem en de uitgevende instelling, indien een voorafgaande schriftelijke klacht aan de uitgevende instelling niet tot een oplossing heeft geleid.

De contactgegevens van de bemiddelaar zijn vermeld in de bijzondere verkoopvoorwaarden die tussen de houder en de uitgevende instelling zijn overeengekomen.



Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat deze bijzondere voorwaarden (hierna de "Bijzondere Voorwaarden") van toepassing zijn op alle door Fulli uitgegeven liber-t-aanbiedingen voor elektronische tolheffing. Ze vormen een aanvulling op en/of een afwijking van de algemene voorwaarden voor liber-t-abonnementen (hierna de "Algemene Voorwaarden liber-t"). Er wordt aan herinnerd dat in geval van tegenstrijdigheid of verschil tussen de Algemene Voorwaarden en de Bijzondere Voorwaarden, deze Bijzondere Voorwaarden prevaleren boven de Algemene Voorwaarden.

I. Wijze van inschrijving

De houder heeft de mogelijkheid om een abonnementsovereenkomst af te sluiten voor de afgifte en het gebruik van een of meer elektronische tol vouchers en bepaalde bijbehorende diensten in een Fulli-winkel, bij een Fulli-verkooppunt of via de website fulli.com (hierna de "Website" genoemd).

II. Uitgevende instelling

De telebadge wordt, afhankelijk van het gekozen commerciële aanbod, uitgegeven door APRR, een naamloze vennootschap met een kapitaal van 33.911.446,80 euro, ingeschreven in het handelsregister van Dijon onder nummer 016 250 029 en met maatschappelijke zetel te 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, of door AREA, een naamloze vennootschap met een kapitaal van 82.899.809 euro, ingeschreven in het handelsregister van Lyon onder nummer 702 027 871 en met maatschappelijke zetel te 22D avenue Lionel Terray 69330 Jonage (hierna afzonderlijk aangeduid als de "uitgevende vennootschap"), handelend voor eigen rekening en, krachtens een wederzijdse gemeenschappelijke volmacht, voor rekening van de concessiehouders van autosnelwegen, exploitanten van tolwegen en exploitanten van parkeerterreinen die de telebadge accepteren als betaalmiddel voor het gebruik van bovengenoemde wegen;

De abonnementen en bijbehorende diensten worden beheerd door de vennootschap Mobilis, een vereenvoudigde naamloze vennootschap met een kapitaal van 13.940.860 euro, ingeschreven in het handelsregister van Dijon onder nummer 808 639 801 en met maatschappelijke zetel te 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire (hierna "Fulli" genoemd), die in deze hoedanigheid handelt in eigen naam en voor rekening van de uitgevende instelling, en die op grond van een submandaat van de uitgevende instelling handelt in naam en voor rekening van de snelwegconcessiehouders, exploitanten van tolwegen en exploitanten van parkeerterreinen die de telebadge accepteren als betaalmiddel voor het gebruik van bovengenoemde voorzieningen.

III. Elektronische raadplegingsdienst

III.1 Beschrijving van de dienst

De dienst voor het raadplegen van facturen in elektronisch formaat is beschikbaar in de klantenzone die toegankelijk is via de website en via de mobiele applicatie Fulli.

Fulli verstuurt de facturen in elektronisch formaat. De houder heeft echter de mogelijkheid om zijn factuur in papieren formaat aan te vragen, onder de voorwaarden die zijn vastgelegd in de tariefbijlage, door contact op te nemen met de klantenservice van Fulli via de contactgegevens vermeld in artikel VIII hieronder.

De toegang tot de website en de mobiele app van Fulli is beveiligd met een wachtwoord en een gebruikersnaam. De factuur is 24 uur per dag en 7 dagen per week beschikbaar. Toegang is gegarandeerd voor apparatuur die werkt met de belangrijkste besturingssystemen (met name Android, IOS, Windows, MacOS) en browsers, op voorwaarde dat deze nog

worden ondersteund door hun uitgever en worden bijgewerkt (met name beveiligingspatches). Voor het raadplegen van de factuur kan de installatie van gratis software nodig zijn.

Fulli wijst elke verantwoordelijkheid af in geval van tijdelijke onbeschikbaarheid van de dienst of toegangsproblemen in verband met de verbinding of de apparatuur van de houder. De laadtijd van de factuur kan zowel afhangen van de drukte op het internet op het moment dat de factuur wordt geraadpleegd, als van de snelheid van de internetverbinding van de abonnee. De factuur kan worden geraadpleegd zolang het contract van de abonnee actief is.

De facturen worden elke maand ter beschikking gesteld. Minimaal worden de laatste achttien (18) facturatiemaanden ter beschikking gesteld. Het is aan de houder om zijn facturen te archiveren als hij de historiek ervan wil bewaren.

III.2 Status van de factuur

De factuur is het bewijsstuk van de door Fulli verzonden betalingsaanvraag en geldt als originele factuur.

Bovendien vormt de factuur een fiscaal bewijsstuk.

Fulli kan de houder op verzoek een duplicaat van de factuur verstrekken volgens het geldende tarief.

IV. Verjaring (houder die handelt in zijn hoedanigheid van beroepsbeoefenaar)

Elke vordering van een professional, minnelijk of contentieus, met betrekking tot zijn contract verjaart binnen een termijn van één (1) jaar vanaf de dag waarop de professional kennis heeft genomen of kennis had moeten nemen van de feiten op basis waarvan hij deze vordering kan uitoefenen.

V. Kosten van blokkering

Bij niet-betaling van een factuur op de overeengekomen datum kan Fulli de telebadge(s) blokkeren en blokkeringskosten in rekening brengen volgens het geldende tarief.

VI. Bescherming van persoonsgegevens

Dit artikel vormt een aanvulling op de bepalingen van artikel XV van de Algemene Voorwaarden en heeft tot doel te beschrijven hoe Fulli persoonsgegevens verwerkt en beschermt in overeenstemming met de gewijzigde wet Informatique et Liberté van 06/01/1978 en de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) nr. 2016/679.

Fulli is verantwoordelijk voor de verwerking.

VI.1 Verwerking van gegevens

VI.1.1 Aansluiting op een elektronisch tolheffingssysteem, online beheer van zijn account en zijn badge door de houder

Persoonsgegevens worden verzameld via door de houder ingevulde formulieren en bijgevoegde documenten: Identiteitsgegevens en geboortedatum van de abonnee, gegevens over de afgelegde trajecten om het bedrag van het traject te berekenen (tijdstempels en stations van binnenkomst en vertrek uit het netwerk), kentekengegevens en kenmerken van het voertuig (in verband met bepaalde abonnementscontracten) en bankgegevens voor de facturering.

Fulli is gerechtigd om persoonsgegevens te verwerken voor de uitvoering van het contract. Deze gegevens worden vijf (5) jaar na de definitieve beëindiging van het contract bewaard.

VI.1.2 Beheer van de facturering

A. Verwerkte gegevens

a. Heffing van tol (behalve op snelwegen met vrije doorstroming)

- Gegevens met betrekking tot de ritten: tijdstempel van het passeren van het op- en afrittenstation, identificatie van het op- en afrittenstation, voertuigcategorie, prijs van de transactie.

- Gegevens met betrekking tot abonnees: identiteit, klantnummer, informatie op de door de uitgevende

instelling afgegeven badge (nummer, vervaldatum, kenteken en land van registratie van het voertuig).

- Gegevens die nodig zijn voor klantenondersteuning (op verzoek van de klant of bij een technisch alarm): videobeelden van videobewaking.

b. Tolheffing (vrije doorstroming op snelwegen)

- Gegevens over voertuigen: voertuigcategorie bepaald door een sensor op basis van verschillende gegevens (breedte, hoogte, lengte, aantal assen, enz.), kenmerken van het voertuig (kleur, merk, model), contextfoto's waarop het voertuig te zien is, foto's (voor- en achterkant) en kenteken van het voertuig.

- Gegevens over abonnees (behalve in noodmodus): identiteit, klantnummer, informatie op de door de uitgevende instelling verstrekte badge (nummer, vervaldatum, kenteken en land van registratie van het voertuig).

- Gegevens met betrekking tot de ritten: tijdstip van het passeren van de poort(en), locatie van de poort(en), prijs van de transactie.

c. Beheer van de facturering

- Gegevens met betrekking tot de telebadge: identificatie van de uitgevende onderneming, nummer van de telebadge.

- Gegevens met betrekking tot abonnees: video's, afkomstig van bewakingscamera's, die de toepassing en controle van de commerciële voorwaarden mogelijk maken.

B. Rechtmatigheid van de verwerking

Fulli is gerechtigd om de gegevens te verwerken voor de uitvoering van het elektronische tolabonnement in het kader van de uitvoering van een openbare dienst.

C. Bewaartermijn van de verwerkte gegevens

- Tolheffing, gegevens met betrekking tot de trajecten: vijf (5) jaar, of tien (10) jaar in geval van afgifte van een fiscaal ontvangstbewijs.

- Facturatiebeheer: gegevens met betrekking tot de facturatie worden tien

(10) jaar bewaard. Video's met betrekking tot de commerciële voorwaarden van Télépéage-abonnees worden maximaal achttientwintig (28) dagen bewaard.

VI.1.3 Beheer van uitzonderingslijsten met betrekking tot abonnees van Télépéage

A. Verwerkte gegevens

a. Preventie van onbetaalde rekeningen

Identiteit van de klant, klantnummer, nummer van de elektronische tolkaart, bankgegevens, datum van inschrijving, informatie met betrekking tot de afwijzing van de betalingsaanvraag (bedrag, door de bank opgegeven reden, bijbehorende factuur), aantal elektronische tolkaarten, gemiddeld verbruik, geschiedenis van onbetaalde rekeningen.

b. Beheer van verloren of gestolen elektronische tol vouchers

Klantnummer, nummer van de elektronische tolkaart, datum van verlies of diefstal.

c. Beheer van fraude met betaalmiddelen

Identiteit van de rekeninghouder, bankrekeningnummer of IBAN, e-mailadres, telefoonnummer, geboortedatum.

B. Rechtmatigheid

Fulli is gerechtigd om de gegevens te verwerken in het kader van de uitvoering van de abonnementsovereenkomst en haar gerechtvaardigde belangen.

C. Ontvangers

De gegevens met betrekking tot het beheer van als verloren of gestolen opgegeven tol vouchers worden doorgegeven aan de concessiehouders van snelwegen.

D. Bewaartermijn

- Preventie van onbetaalde rekeningen: de gegevens worden bewaard in de oppositielijst totdat de onbetaalde rekening is vereffend en vijf (5) jaar indien dit niet gebeurt.



- Beheer van verloren of gestolen badges: de gegevens worden maximaal vijf (5) jaar na de aangifte van verlies of diefstal bewaard.
- Beheer van fraude met betaalmiddelen: de gegevens worden maximaal zes (6) jaar bewaard.

VI.2 Ontvangers van de gegevens

De gegevens zijn toegankelijk voor de bevoegde diensten van Fulli. De gegevens worden doorgegeven aan onderaannemers in het kader van contracten die voldoen aan de regelgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens.

VI.3 Beveiligingsmaatregelen voor de gegevens

De gegevens worden onderworpen aan alle technische en organisatorische maatregelen die nodig zijn om de vertrouwelijkheid en veiligheid ervan te waarborgen tegen elke inbreuk, vernietiging, verlies, wijziging, openbaarmaking, reproductie of ongeoorloofde toegang. De onderaannemers van zijn onderworpen aan dezelfde verplichtingen inzake vertrouwelijkheid en veiligheid.

VI.4 Locatie van de gegevens

De gegevens worden niet buiten de Europese Unie doorgegeven.

VI.5 Geautomatiseerde besluitvorming

De gegevensverwerking is niet onderworpen aan geautomatiseerde besluitvorming.

VI.6 Rechten van betrokkenen

Iedere persoon die betrokken is bij de verwerking van zijn persoonsgegevens door Fulli heeft de volgende rechten: recht op toegang, rectificatie, verwijdering, verzet om gegronde redenen, beperking en overdraagbaarheid van gegevens.

Al deze rechten kunnen worden uitgeoefend bij de functionaris voor gegevensbescherming van Fulli:

- elektronisch via het formulier op www.fulli.com/protection-donnees-personnelles;
- per post op het volgende adres:

Fulli – Functionaris voor gegevensbescherming
36 rue du Dr Schmitt
21850 Saint Apollinaire

VI.7 Klacht bij de CNIL

Iedereen die betrokken is bij de verwerking van zijn persoonsgegevens door Fulli kan, na contact te hebben opgenomen met de verwerkingsverantwoordelijke, en indien hij van mening is dat zijn rechten niet worden gerespecteerd, een klacht indienen bij de CNIL.

VII. Koppeling van het contract aan een bankkaart

Zodra Fulli toestemming heeft gegeven om het abonnement aan een bankkaart te koppelen, verbindt de kaarthouder zich ertoe om elke wijziging van het betaalkaartnummer onmiddellijk door te geven door contact op te nemen met de klantendienst van Fulli via de contactgegevens vermeld in artikel VIII hieronder, of via de klantenzone op de website of via de mobiele applicatie. Het niet naleven van deze verplichting leidt van rechtswege tot de beëindiging van het contract.

VIII. Fulli-klantenservice

Alle vragen met betrekking tot het afsluiten van een abonnement, het volgen van de bestelling van de télébadges, de levering, de voorwaarden en modaliteiten voor het uitoefenen van het herroepingsrecht en de uitvoering van de overeenkomst kunnen worden gericht aan:

- Per telefoon op 03.80.77.01.01 (zonder extra kosten);
- Per post, naar het volgende adres:

Fulli Klantenservice
TSA 80 001
52009 Chaumont Cedex

IX. Consumentenbemiddeling

Nadat hij zich tot de Fulli-klantenservice heeft gewend en bij gebrek aan een bevredigend antwoord of bij gebrek aan een antwoord binnen een termijn van zestig

(60) dagen, kan de consument zich kosteloos wenden tot de Ombudsman voor Toerisme en Reizen:

Verzoek per post:

MTV-MEDIATION TOURISME VOYAGE

Dienst voor het indienen van klachten

BP 80303

75823 PARIS Cedex 17

Online indiening via de website: www.mtv.travel

Telefonisch contact: 01.42.67.96.68

Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat deze bijzondere voorwaarden voor online inschrijvingen (hierna de "Bijzondere Voorwaarden" genoemd) van toepassing zijn bij online inschrijvingen voor alle commerciële aanbiedingen van het elektronische tolheffingssysteem Liber-t Fulli. Ze vormen een aanvulling op en/of een afwijking van de algemene voorwaarden voor Liber-t-abonnementen (hierna de "Algemene Voorwaarden" genoemd). Er wordt aan herinnerd dat in geval van tegenstrijdigheid of verschil, deze Bijzondere Voorwaarden prevaleren boven de Algemene Voorwaarden.

I. Wijzen van inschrijving

De houder heeft de mogelijkheid om via de website fulli.com (hierna de "Website" genoemd) een contract af te sluiten voor de levering en het gebruik van elektronische tol vouchers en bepaalde aanverwante diensten.

II. Uitgevende instelling

De telebadge wordt, afhankelijk van het gekozen commerciële aanbod, uitgegeven door APRR, een naamloze vennootschap met een kapitaal van 33.911.446,80 euro, ingeschreven in het handelsregister van Dijon onder nummer 016 250 029 en met maatschappelijke zetel te 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, of door AREA, een naamloze vennootschap met een kapitaal van 82.899.809 euro, ingeschreven in het handelsregister van Lyon onder nummer 702 027 871 en met maatschappelijke zetel te 22D avenue Lionel Terray 69330 Jonage (hierna afzonderlijk aangeduid als de "uitgevende vennootschap"), handelend voor hun rekening en, krachtens een wederzijdse gemeenschappelijke volmacht, voor rekening van de concessiehouders van autosnelwegen, exploitanten van tolwegen en exploitanten van parkeerterreinen die de telebadge accepteren als betaalmiddel voor de verschuldigde bedragen voor het gebruik van bovengenoemde wegen;

De abonnementen en bijbehorende diensten worden beheerd door de vennootschap Mobilis, een vereenvoudigde naamloze vennootschap met een kapitaal van 13.940.860 euro, ingeschreven in het handelsregister van Dijon onder nummer 808 639 801 en met maatschappelijke zetel te 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire (hierna "Fulli" genaamd), die in deze hoedanigheid handelt in eigen naam en voor rekening van de uitgevende instelling, en die op grond van een submandaat van de uitgevende instelling handelt in naam en voor rekening van de concessiehouders van autosnelwegen, exploitanten van tolwegen en exploitanten van parkeerterreinen die de telebadge accepteren als betaalmiddel voor het gebruik van bovengenoemde wegen.

III. Online inschrijving

III.1 Stappen voor het afsluiten van een abonnement

Nadat hij alle beschikbare informatie heeft geraadpleegd om zijn keuze te maken, kan de houder zich als professional of als niet-professionaal inschrijven door de volgende stappen te volgen:

1° Op het eerste scherm "Bestelling" kan de houder:

- Een of meerdere elektronische tol vouchers bestellen;
- Zijn gegevens invullen: naam, voornaam, geboortedatum, mobiel telefoonnummer, e-mailadres en postadres. Deze gegevens zijn noodzakelijk om de bestelling voort te zetten en naar de volgende stap te gaan. De houder wordt geïnformeerd en aanvaardt dat het invoeren van deze gegevens als bewijs van zijn identiteit en zijn inschrijving geldt;
- Afhankelijk van de gekozen commerciële aanbieding, het kenteken van zijn voertuig in te vullen.
- Het toepasselijke beleid inzake de verwerking van persoonsgegevens accepteren en bevestigen.

De houder kan het vinkje aanvinken waarmee Fulli toestemming krijgt om hem commerciële informatie te sturen.

De consument-telefoonhouder heeft het recht om zich in te schrijven op de lijst tegen telefonische verkoop via de website bloctel.gouv.fr, of per post op het volgende adres: Worldline – Service Bloctel CS 61311 – 41013 Blois Cedex.

2° Er verschijnt een tweede scherm met de titel "Voorwaarden". De houder moet de volledige tekst van de voorwaarden weergeven en het vakje "Ik verklaar dat de bovenstaande informatie correct is. Ik verklaar kennis te hebben genomen van de toepasselijke voorwaarden en verbind mij ertoe deze na te leven" om de knop "Ik aanvaard de voorwaarden" te activeren en zo te bevestigen dat hij kennis heeft genomen van en akkoord gaat met:

- de Algemene Voorwaarden van liber-t,
- de bijzondere voorwaarden voor inschrijving via internet,
- de bijzondere voorwaarden van Fulli,
- en de bijzondere voorwaarden van het door hem gekozen aanbod.

De houder kan zijn bestelling niet voortzetten als hij niet heeft bevestigd dat hij de toepasselijke voorwaarden aanvaardt.

3° Een derde scherm "Overzicht" geeft een samenvatting van de bestelling en vermeldt de details van de kosten die van toepassing zijn op de aanbieding, waaronder de kosten voor de activering en de levering van de bestelde elektronische tol vouchers.

De houder moet de juistheid van alle persoonlijke gegevens die op de machtiging tot automatische incasso zullen worden vermeld, controleren.

De kaarthouder kan deze gegevens wijzigen door op de betreffende link te klikken. De kaarthouder verklaart dat hij de houder is van de bankrekening waarop de incasso wordt uitgevoerd.

De houder wordt ervan op de hoogte gebracht dat hij wordt doorgestuurd naar het beveiligde platform van de betalingsdienstaanbieder om de betaling van zijn abonnement in te stellen. De houder wordt ervan op de hoogte gebracht dat er één (1) euro wordt afgeschreven om de bankrekening te verifiëren en dat dit bedrag wordt teruggestort op de volgende factuur.

4° Een vierde scherm "Betaling" vraagt de houder die als niet-professionele klant optreedt om de bankgegevens in te vullen die nodig zijn voor de SEPA-incasso in IBAN-formaat of voor de betaling met een Amex®-kaart.

De niet-professionele kaarthouder die kiest voor SEPA-incasso wordt doorgestuurd naar het SLIMPAY-platform om de aanvraag voor toestemming voor automatische incasso te beveiligen.

De niet-professionele kaarthouder die kiest voor betaling met een Amex®-kaart, wordt doorgestuurd naar het beveiligingsplatform van American Express® om de autorisatieaanvraag te valideren.

De houder die als professional optreedt, ontvangt een bevestigingscode per sms op het vooraf opgegeven mobiele telefoonnummer om de ondertekening van de machtiging te valideren.

De kaarthouder moet het mandaat ondertekenen waarmee Fulli toestemming krijgt om zijn bankrekening te debiteren.

De kaarthouder kan vervolgens de bestelling en de instelling van de automatische incasso valideren.

5° Een vijfde scherm "Bevestiging" geeft aan dat de bestelling goed is geregistreerd en dat de houder binnenkort op het door hem opgegeven e-mailadres het volgende zal ontvangen:

- een bevestigingsmail met de volgende informatie: het ordernummer, de factureringsvoorwaarden, het

bedrag en de voorwaarden voor de inning van de activerings- en verzendkosten, het contract, de voorwaarden voor het herroepen van de bestelling, het herroepingsformulier, de contactgegevens van de klantenservice van Fulli en de levertijd van de elektronische tol vignet(ten);

- een e-mail van de betalingsdienstaanbieder met de elektronisch ondertekende SEPA-incassomachtiging.

III.2 Bepalingen met betrekking tot de inschrijving

De houder verbindt zich ertoe dat de bij de inschrijving verstrekte informatie juist is.

Elke bestelling op de website houdt in dat de algemene voorwaarden van Liber-t, deze bijzondere voorwaarden, de bijzondere voorwaarden van Fulli en de bijzondere voorwaarden van het gekozen aanbod zonder beperkingen of voorbehoud worden aanvaard. Door op het specifieke vakje "Ik ga akkoord" op de pagina "Voorwaarden" te klikken, erkent de houder dat hij deze heeft gelezen en onherroepelijk, volledig en zonder voorbehoud heeft aanvaard.

De algemene en bijzondere voorwaarden kunnen worden geraadpleegd en gedownload op de Website. Fulli kan vooraf controles uitvoeren en behoudt zich het recht voor om elke inschrijving om legitieme redenen te weigeren, met name in de volgende gevallen:

- Onbekend of fictief adres voor het verzenden van een telebadge;
- houder van wie een vorig contract is opgezegd wegens fraude of wanbetaling.

IV. Beveiliging

Alle informatie met betrekking tot de inschrijving, in het bijzonder de via internet doorgegeven bankgegevens, wordt beschermd en versleuteld. De volledige transactie via internet vindt plaats op een beveiligde server volgens het SSL-protocol (protocol voor de beveiliging van informatie, uitwisselingen en transacties op internet).

V. Tarieven en verzendkosten

De details van de kosten in verband met het beheer van het abonnement, de verzendkosten en de kosten voor de activering zijn beschikbaar op de website, op de informatiepagina van het afgesloten aanbod, en toegankelijk op het scherm "Overzicht".

De prijzen zijn uitgedrukt in euro's, inclusief alle belastingen.

De verzendkosten voor de telebadge(s) worden bij het afsluiten van het abonnement duidelijk vermeld en worden apart weergegeven in het overzicht van het orderbedrag.

VI. Levering – Terbeschikkingstelling van de telebadge(s)

Fulli doet zijn uiterste best om de bestelde telematica-tag(s) en bevestigingsmaterialen binnen gemiddeld drie (3) werkdagen na ontvangst door Fulli van alle gevraagde, naar behoren ondertekende en ingevulde documenten (onder voorbehoud van postvertragingen) naar het door de houder opgegeven afleveradres te verzenden.

De bovenstaande termijn wordt ter indicatie meegedeeld.

Fulli is niet verantwoordelijk voor de levertijd van de post.

Tenzij anders aangegeven, gebeurt de levering via een aangetekende zending via de post.

Een vertraging in de levering kan geen aanleiding geven tot schadevergoeding of compensatie.

Een annulering van de bestelling is alleen mogelijk indien de houder gebruik maakt van zijn herroepingsrecht.

Bij niet-levering dient de houder contact op te nemen met de klantenservice van Fulli via de contactgegevens vermeld in artikel XVI hieronder.

Fulli is het handelsmerk van het bedrijf Mobilis

Klantenservice Fulli - TSA 80 001 - 52009 Chaumont Cedex - Tel.: +33 3 80 77 01 01 (zonder extra kosten) - www.fulli.com



Het is de verantwoordelijkheid van de houder om de inhoud van het pakket bij levering te controleren en eventuele problemen binnen drie (3) werkdagen na levering (met uitzondering van zondagen en feestdagen) aan de klantenservice van Fulli te melden. Na deze termijn worden de geleverde producten geacht conform te zijn en vrij van zichtbare gebreken.

VII. Kosten voor blokkering

Bij niet-betaling van een factuur op de overeengekomen datum kan Fulli de telebadge(s) blokkeren en blokkeringskosten in rekening brengen volgens het geldende tarief.

VIII. Duur van de overeenkomst – Inwerkingtreding

Het contract wordt aangegaan voor onbepaalde tijd en treedt in werking zodra de houder zich heeft aangemeld.

IX. Herroepingsrecht (houder die optreedt als consument)

Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen L221-18 en volgende van het Wetboek van Consumentenzaken beschikt de houder die als consument optreedt over een termijn van veertien (14) dagen vanaf de sluiting van de overeenkomst of een dienst om zijn herroepingsrecht uit te oefenen.

De dag waarop de overeenkomst wordt gesloten, wordt niet meegerekend in de termijn.

De herroepingstermijn begint te lopen bij het begin van het eerste uur van de eerste dag en eindigt bij het verstrijken van het laatste uur van de laatste dag van de bovengenoemde termijn van veertien (14) dagen.

Indien deze termijn op een zaterdag, zondag of feestdag of vrije dag afloopt, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Om zijn recht uit te oefenen, moet de houder zijn beslissing tot herroeping kenbaar maken door middel van een ondubbelzinnige verklaring. Hiervoor kan de houder gebruikmaken van het modelformulier voor herroeping dat bij de bevestiging van de bestelling is gevoegd of beschikbaar is op de website.

Om de herroepingstermijn na te leven, moet de kaarthouder zijn mededeling betreffende de uitoefening van zijn recht, naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend, vóór het verstrijken van de bovengenoemde termijn van veertien (14) dagen naar het volgende adres sturen:

Fulli Klantenservice

82 Route de Verdun

BP 10356

21209 BEAUNE Cedex

Deze mededeling moet vergezeld gaan van de telebadge(s) en de bijbehorende onderdelen in de originele verpakking. Indien de telebadge(s) en de onderdelen apart worden verzonden, moet de houder deze zonder onnodige vertraging en uiterlijk veertien (14) dagen na zijn besluit tot herroeping terugsturen.

Het herroepingsrecht kan echter niet worden uitgeoefend als de telebadge(s) vóór het verstrijken van de herroepingstermijn is (zijn) gebruikt of als de telebadge(s) is (zijn) aangetast door andere handelingen dan die welke nodig zijn om de aard, de kenmerken en de goede werking van deze goederen vast te stellen.

Het herroepingsrecht kan zonder boete worden uitgeoefend, met uitzondering van de kosten voor het terugzenden, die voor rekening van de houder blijven. Indien de houder gebruik maakt van zijn herroepingsrecht, zal Fulli hem alle betaalde bedragen, inclusief de verzendkosten (binnen de grenzen van het standaardtarief), zonder onnodige vertraging en in ieder geval uiterlijk veertien (14) dagen na de dag van kennisgeving van zijn besluit tot herroeping terugbetalen. Deze terugbetaling kan echter worden uitgesteld totdat de elektronische tolkaart(en) en de

bijbehorende onderdelen zijn ontvangen, of totdat de houder een bewijs van verzending heeft verstrekt, waarbij de datum van de eerste van deze gebeurtenissen geldt.

Deze terugbetaling gebeurt met hetzelfde betaalmiddel als datgene dat door de houder voor de oorspronkelijke transactie is gebruikt, tenzij de houder uitdrukkelijk akkoord gaat met een ander betaalmiddel en voor zover de terugbetaling geen kosten voor de consument met zich meebrengt.

De bewijslast voor de uitoefening van het herroepingsrecht onder de voorwaarden van artikel L.221-21 van het Wetboek van Consumentenzaken rust op de consument.

X. Gedeeltelijke geldigheid

Indien een van de bepalingen van deze Bijzondere Voorwaarden ongeldig blijkt te zijn in het licht van een geldende rechtsregel, wordt deze als niet geschreven beschouwd, maar leidt dit niet tot de ongeldigheid van de Algemene Voorwaarden.

XI. Aansprakelijkheid

Fulli kan niet aansprakelijk worden gesteld voor alle ongemakken of schade die inherent zijn aan het gebruik van het internet en het telefoonnetwerk, met name een onderbreking van de dienst, een inbraak van buitenaf of de aanwezigheid van computervirussen.

Fulli garandeert niet dat de Website vrij is van storingen, fouten of bugs, noch dat deze worden gecorrigeerd, noch dat de websites zonder onderbreking of storing functioneren.

Fulli is in geen geval verantwoordelijk voor storingen die te wijten zijn aan software van derden, ongeacht of deze al dan niet in de Website is geïntegreerd of bij de Website wordt geleverd.

Door deze Bijzondere Voorwaarden te aanvaarden, verklaart de houder op de hoogte te zijn van de kenmerken en beperkingen van het internet, in het bijzonder de technische prestaties, de responstijden voor het raadplegen, opvragen of overdragen van gegevens en de risico's in verband met de veiligheid van de communicatie.

XII. Klantenservice - Garantie

Fulli verbindt zich ertoe de aftersalesdienst voor de telebadges te verzekeren in het kader van een normaal gebruik door de houder, zoals bedoeld in de artikelen "Afgifte van de telebadge - Gebruik" van de Algemene Voorwaarden.

Schade van externe oorsprong of als gevolg van verkeerd gebruik van de telebadge of niet-conform gebruik is uitgesloten van de garantie.

Bovenstaande bepalingen doen geen afbreuk aan de toepassing van de wettelijke garantie zoals bepaald in de artikelen 1641 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

XIII. Verjaring (houder die handelt in de uitoefening van zijn beroep)

Elke vordering van een professional, minnelijk of contentieus, met betrekking tot zijn contract verjaart binnen een termijn van één (1) jaar vanaf de dag waarop de professional kennis heeft genomen of kennis had moeten nemen van de feiten op grond waarvan hij deze vordering kan instellen.

XIV. Bewijs

De geautomatiseerde registers, die onder redelijke veiligheidsvoorwaarden in de computersystemen van Fulli worden bewaard, worden beschouwd als bewijs van de transacties, abonnementen en betalingen tussen de partijen.

De houder aanvaardt uitdrukkelijk dat elk verzoek van Fulli via elektronische post (e-mail) tegen hem kan worden ingeroepen en dat het bewijs van de instemming van de houder met betrekking tot deze

verzoeken wordt gevormd door een registratie in het informatiesysteem van Fulli.

XV. Informatica en vrijheid

De houder wordt ervan op de hoogte gebracht dat bij het afsluiten en tijdens de uitvoering van de overeenkomst persoonsgegevens door Fulli worden verzameld.

Deze gegevens worden gebruikt voor het beheer van de overeenkomst in al haar aspecten en kunnen ook worden gebruikt voor commerciële prospectie.

De verzamelde gegevens zijn bestemd voor Fulli en de exploitanten bedoeld in artikel I van de Algemene Voorwaarden, evenals voor hun onderaannemers. Bovendien kan Fulli de verzamelde gegevens aan haar partners doorgeven indien de houder hiervoor uitdrukkelijk toestemming geeft.

De contracthouder wordt ervan in kennis gesteld dat hij het recht heeft op toegang, rectificatie, verzet tegen het ontvangen van commerciële prospectie, beperking, overdraagbaarheid en verwijdering van zijn persoonsgegevens. Deze rechten kunnen worden uitgeoefend bij Fulli, die verantwoordelijk is voor de verwerking van de verzamelde gegevens en waarvan de contactgegevens in de bijzondere voorwaarden van het contract zijn vermeld.

Na beëindiging van het contract worden de verzamelde persoonsgegevens uiterlijk na afloop van de wettelijke verjaringstermijnen en wettelijke bewaartermijnen gewist.

XVI. Klantenservice Fulli

Alle vragen met betrekking tot de inschrijving, het volgen van de bestelling van de elektronische tol vouchers, de levering, de voorwaarden en modaliteiten voor het uitoefenen van het herroepingsrecht en de uitvoering van het contract kunnen worden gericht aan:

- Per telefoon op +33 3 80 77 01 01 (zonder extra kosten);

- Per post, naar het volgende adres:

Fulli Klantenservice

TSA 80 001

52009 Chaumont Cedex

XVII. Consumentenbemiddeling

Nadat hij zich tot de Fulli-klantenservice heeft gewend en bij gebrek aan een bevredigend antwoord of bij uitblijven van een antwoord binnen zestig (60) dagen, kan de consument zich kosteloos wenden tot de Ombudsman voor Toerisme en Reizen:

Verzoek per post:

MTV-MEDIATION TOURISME VOYAGE

Dienst voor het indienen van klachten

BP 80303

75823 PARIS Cedex 17

Online indiening via de website: www.mtv.travel

Telefonisch contact: 01.42.67.96.68

Fulli is het handelsmerk van het bedrijf Mobilis

Klantenservice Fulli - TSA 80 001 - 52009 Chaumont Cedex - Tel.: +33 3 80 77 01 01 (zonder extra kosten) - www.fulli.com

Preamble

The inter-company electronic toll collection system offers light vehicle users the possibility of using a badge to access lanes equipped with electronic toll collection at motorway company stations, toll operators and car park operators, and to benefit from a single invoice for the amount of their usage.

I. Issuing company

The electronic badge is issued, depending on the commercial offer chosen, by APRR, a public limited company with a capital of €33,911,446.80, registered in the Dijon Trade and Companies Register under number 016 250 029, with its registered office at 36 rue du Docteur Schmitt, 21850 Saint-Apollinaire, or by AREA, a public limited company with capital of €82,899,809, registered in the Lyon Trade and Companies Register under number 702 027 871, with its registered office at 22D avenue Lionel Terray, 69330 Jonage (hereinafter referred to individually as the "Issuing Company"), acting on their own behalf and, pursuant to a joint reciprocal mandate, on behalf of motorway concession companies, toll facility operators and car park operators that accept the electronic tag as a means of payment for the use of the aforementioned facilities; Subscriptions and related services are managed by Mobilis, a simplified joint stock company with capital of €13,940,860, registered in the Dijon Trade and Companies Register under number 808 639 801, with its registered office at 36 rue du Docteur Schmitt, 21850 Saint-Apollinaire, acting in this capacity in its own name and on behalf of the Issuing Company, and, acting under a sub-mandate from the Issuing Company, in the name and on behalf of motorway concession companies, toll facility operators and car park operators that accept the electronic tag as a means of payment for the use of the aforementioned facilities.

II. Purpose of the contract

The purpose of this contract is to issue the Holder with badges accepted on the network of French motorway concession companies, toll facility operators (excluding the Mont Blanc and Fréjus tunnels), and, unless expressly restricted by the special conditions, car park operators with equipment marked with the "t" pictogram, for the payment of sums due for using the aforementioned facilities.

The Holder may, upon request, obtain one or more additional badges under the conditions set out in the price list appended below.

III. Contract holder

The Holder of this contract is a natural or legal person to whom the issuing company issues one or more badges.

IV. Contract subscription – Guarantee**IV.1 Subscription**

The subscription to the contract and the issue of badges are subject to the provision of bank details and direct debit from an individual account opened with a bank located in one of the countries of the Single Euro Payments Area (SEPA).

Any person wishing to subscribe to this contract must provide the company with the following documents:

- for individuals, proof of identity or address; for legal entities, an extract from the trade and companies register or equivalent, as well as a power of attorney authorising the signatory to subscribe on behalf of the said legal entity;
- a completed, dated and signed subscription form,
- a completed, dated and signed SEPA direct debit mandate; the mandate expires after 36 months without any direct debits,
- a bank account number (RIB), postal account number (RIP) or savings account number (RICE) in IBAN (Issuer Bank Number Identification) format.

Depending on the payment terms accepted by the issuing company, additional guarantees may be requested from the Contract Holder.

By signing the subscription application, the applicant declares that they accept these general terms and conditions and the attached inter-company electronic toll subscription rates.

The issuing company is free to refuse the subscription application for a legitimate reason, such as the termination of a previous contract by one of the issuing companies for fraud or non-payment.

IV.2 Payment guarantee

A payment guarantee may be required upon signing the contract and/or during the term of the contract.

It shall be valid for the entire duration of the contract and shall serve to guarantee payment by the Holder of all sums due to the issuing company under the contract, including, where applicable, the costs of not returning the badge in good condition.

The payment guarantee shall consist of a security deposit, a bank guarantee or any other equivalent means accepted by the issuing company. If the payment guarantee consists of a security deposit per badge, it shall not bear interest for the benefit of the Holder (see price list).

The issuing company may request an increase in the amount of the payment guarantee at the first sign of payment problems or, for merchants, in the event of a risk of insolvency. The amount of the guarantee required by the issuing company is capped at three times the highest monthly turnover including VAT achieved by the Holder on all the works referred to in Article II over the last twelve months.

Upon expiry of the contract, unless otherwise specified in the issuing company's special terms and conditions, the payment guarantee shall be released within 60 days (unless more favourable provisions are specified in the issuing company's special terms and conditions) after the date of collection of the last invoiced journey and after payment of the sums due by the Holder under this contract, including, where applicable, the costs of not returning the badge in good condition. Failing this, the payment guarantee will be invoked.

V. Term of the contract – Effective date

The subscription contract is concluded for an indefinite period and takes effect upon receipt of the first badge by the Holder, subject to the specific terms and conditions of the issuing company.

VI. Use of the badge**VI.1 Conditions applicable to all uses****A - General**

The badge holder must comply with the police and operating regulations in force on motorways, toll roads and car parks.

The Holder is solely responsible for the use of the badge issued and undertakes to comply with all instructions for use brought to their attention, in particular:

- not to have more than one active badge in their vehicle (a badge is considered active when it is no longer inside the protective pouch supplied with the badge);
- to position the active badge correctly on the windscreen in accordance with the instructions in the user manual provided with the badge by the issuing company.

Failure to comply with these instructions may result in a deterioration in service and the Holder may be subject to billing anomalies.

It is the actual presence of a valid, active badge correctly positioned in the vehicle that allows the Holder to benefit from the electronic toll payment contract and the privileges attached to it. Under these conditions, the electronic toll transaction takes precedence and excludes any other method of payment of the amount due, even partial. If the Holder wishes to pay the

amount due outside the scope of the electronic toll contract, they must place their badge in non-active mode.

The badge is independent of the vehicle and can be used by the Holder in different vehicles. However, it must not under any circumstances be used at the same time for several vehicles following each other in the same lane or on several toll lanes.

B – Replacement or withdrawal of the badge

The badge remains the property of the issuing company, which may take the initiative to withdraw and/or replace it in the event of termination of the contract by the issuing company, fraud, alteration or counterfeiting of the badge, or incompatibility with improvements made to the electronic toll collection system.

In the event of a technical fault with the badge, or to prevent any incident related to normal wear and tear, the issuing company will replace it free of charge as soon as possible upon return of the old one. If, after verification, the fault is attributable to the Holder, the issuing company will charge them for the cost of the damaged badge (see price list).

In the absence of a valid and active badge, another means of payment will be required.

An invalid badge may be withdrawn by the staff of the issuing company or a company referred to in Article II. The rental and sale of the badge by the Holder is prohibited and will result in the immediate termination of the contract.

VI.2 Conditions applicable to the use of badges for motorways and toll structures**A. Definition of authorised classes**

On the network of motorway and toll road operators, the badge allows the Holder to pay tolls for vehicles in toll classes 1*, 2**, 5*** and those that can be downgraded to toll class 1****.

* Class 1: vehicles or combinations of vehicles with a total height of less than or equal to 2 metres and a gross vehicle weight rating (GVWR) of less than or equal to 3.5 tonnes.

** Class 2: vehicles or combinations of vehicles with a total height greater than 2 metres and less than 3 metres and a maximum authorised laden weight (MAM) less than or equal to 3.5 tonnes.

*** Class 5: motorcycles, sidecars and trikes.

**** Vehicles that can be downgraded to Class 1: Class 2 vehicles adapted for the transport of disabled persons (upon presentation, at the toll booth, of the vehicle registration document bearing the word "handicap").

B. Behaviour to be adopted by the Holder at toll stations
To take full advantage of the electronic toll collection service, the Holder must use the lanes marked with the "t" symbol, both at the entrance and at the payment lane.

Class 1 vehicles must use the electronic toll lanes reserved for this class (generally equipped with a 2-metre height restriction).

Class 2 and 5 vehicles equipped with an electronic toll collection badge must use lanes marked with a "t" symbol at the entrance and a lane marked with a "t" symbol without a height restriction at the payment point.

The Holder undertakes to comply with:

- the signs indicating the vehicles accepted in the lanes (class, height restriction, reserved for class 1 light vehicles, reserved for class 5 motorcycles, etc.),
- traffic lights,
- traffic lights and barriers,
- a minimum distance of 4 metres between vehicles when passing through the entry or payment toll lane,
- recommendations and regulations contributing to personal safety.

In the absence of valid entry information, the motorway company reserves the right to apply the most expensive fare for the exit station in question (TLPC) at the exit.

C. Behaviour of the Holder in special situations

In the special situations described below, the Holder passing through a payment lane reserved for electronic toll collection (marked only with the "t" symbol) may be subject to a higher rate (rate for the most expensive journey, upgrade).

Special situations:

- Invalid input data (incompatible journey, expiry date exceeded).

- Class 5 vehicles using lanes reserved for vehicles with a height limit of 2 metres: by default, class 5 vehicles using this lane will be charged at class 1 rates.

Other situations:

- In the event of a malfunction of the badge or electronic toll collection equipment at the entrance, the Holder must take a transit ticket from the distribution terminal and hand it in at the exit (to the toll collector or, for an automatic lane, in the reader of the payment terminal provided for this purpose).

- When using an automatic lane, Cardholders using a Class 1 vehicle with loads on the roof (total height greater than 2 metres) must stop in front of the payment terminal and use the assistance device provided.

- Holders using a class 2 vehicle adapted for the transport of disabled persons may benefit from a downgrade by using a lane with a toll booth and presenting their badge and vehicle registration document to the toll booth attendant. If there is no lane with a toll booth, they must call an operator using the intercom in the automatic lane.

In the automatic lane, in the event of any special situation, the Holder may use the assistance device provided to contact an operator via the intercom.

The use of an electronic toll badge by a class 2 vehicle in a lane reserved for class 1 vehicles (equipped with a height restriction) or by a class 3 or 4 vehicle is not authorised and is considered fraud.

VI.3 Conditions applicable to the use of badges for car parks

In the car parks referred to in Article II, the badge allows the Holder to pay the amounts due by using the lane(s) indicated by the "t" pictogram when exiting. It is advisable to check in advance the permitted height and any restrictions on access for LPG vehicles.

VII. Objection to the use of the badge

The Holder may only oppose the use of the badge in the event of its theft or loss.

Blocking must be reported immediately to the issuing company's points of sale or subscription service by any means and confirmed in writing (letter, fax, email) as soon as possible, quoting the badge number.

The badge will be invalidated upon receipt of the above-mentioned report.

The issuing company cannot be held liable for the consequences of a cancellation that does not originate from the Holder or their authorised representative. At the Holder's request, a badge with a different number will be issued to them as soon as possible.

Unless otherwise specified in the issuing companies' special terms and conditions, a new payment guarantee will be required from the Holder.

If the Holder recovers the badge that was reported lost or stolen, they must return it by registered post to the issuing company's subscription department or hand it in at one of the company's points of sale in exchange for a receipt.

The conditions for cashing or releasing the payment guarantee are specified in Article IV above.

The use by the Holder of a badge that has been reported lost or stolen is considered abusive and may result in

the termination of this contract, without prejudice to the charges set out in the price list.

VIII. Return of the badge

VIII.1. At the initiative of the issuing company

In all cases where the issuing company requests the return of the badge(s) (in particular in the event of replacement of a badge that has been blocked and found by the Holder or in the event of non-return upon termination of the contract), the Holder must return it within thirty days of notification by the issuing company.

If the badge is not returned or is returned in poor working order within this thirty-day period, as applicable, any payment guarantee required will be immediately and definitively forfeited to the issuing company, and any management fees specified in the special terms and conditions will be invoiced to the Holder.

In all of the above cases, the badge may be returned, against receipt, to a point of sale of the issuing company. The toll amounts for journeys validated using improperly used badges will be charged regardless of any criminal proceedings that the issuing company reserves the right to initiate.

VIII.2. At the initiative of the Holder

The Holder may return his/her badge(s) at any time.

The return of a badge in poor working order will result in the badge being invoiced at the current rate or the acquisition of a payment guarantee by the issuing company.

The return of the badge shall be without prejudice to the specific conditions relating to the management fees attached to the contract.

IX. Change of the Holder's identification

When the Holder changes their address, SIRET number, name or company name, they must notify the issuing company in writing within thirty days.

When the Holder changes their bank details, they must inform the issuing company, which will provide them with the necessary documentation for this change.

The change will take effect no later than forty days after the issuing company receives the aforementioned document, duly completed, and the corresponding IBAN bank account details. If, for any reason, the change of bank details results in the expiry of a guarantee, the Holder must provide an equivalent guarantee without interruption.

Failure to comply with these clauses or revocation by the Holder of the SEPA direct debit mandate shall automatically result in the termination of the contract.

X. Invoicing and payment

X.1 Billing details

The issuing company shall draw up a statement of transactions (journeys and parking) carried out by the Holder during the previous billing period.

The statement of consumption specifies, for each badge and for each transaction:

- with regard to journeys made on motorways (for which it is specified that the national toll motorway network includes sections operated jointly by several of the companies referred to in Article II, certain journeys may be broken down on the statement of journeys by the motorway company concerned):

- the date of passage through the toll station,
- the toll class,
- the journey made,
- the toll amount including VAT.

- with regard to parking in car parks:

- the date of exit from the car park,
- the total parking fee including VAT,
- the name of the car park.

The invoice and transaction statement provided for in this article are the only documents issued, with the

recording of the transaction at the toll booth or car park exit constituting proof of passage.

X.2 Billing procedures

Based on the transaction statement, the issuing company shall invoice the amounts owed by the Holder during the period in question for transactions on the networks of the operators referred to in Article II, and any amounts owed by the Holder under this contract. This invoice specifies the date of the direct debit, if applicable, and the Cardholder's bank details.

The invoice does not constitute a settlement of all accounts for transactions carried out by the Cardholder during the period in question. Any transaction carried out during the period but not appearing on the statement will be included on one of the following invoices.

Unless otherwise specified by the issuing company, the invoice shall be printed on paper and sent to the Holder on a monthly basis.

However, individuals and legal entities not subject to VAT may, depending on the issuing companies, have the option, when signing the contract or during its execution, to opt for the "Internet invoice" service, which is subject to special conditions, instead of the paper invoice.

X.3 Payment of invoices

Invoices are payable in euros, within the maximum period stated on the invoice and according to the payment method chosen when signing the contract.

X.4 Treatment of unpaid bills – Effects

In the case of direct debit, if the initial direct debit is rejected, a second direct debit for the same amount may be attempted.

In the event of non-payment of the invoice in full, a formal notice to pay shall be sent by the issuing company to the Contract Holder. The special conditions may stipulate that this formal notice be preceded by a second presentation of the invoice by ordinary letter.

The formal notice shall specify:

- the amounts outstanding on the due date of the last invoice;

- unless otherwise specified in the issuing company's special terms and conditions, the late payment penalties defined in accordance with the terms of Article L.441-6 of the French Commercial Code, applied to the amounts remaining due from the invoice due date; these penalties shall be added to the principal amount; all journeys and parking sessions completed and not yet invoiced shall then be immediately payable;

- where applicable, the obligation to return the badge(s).

The special conditions may provide that the issuing company shall accompany this formal notice and, where applicable, the second presentation of the invoice, with measures to suspend the performance of the contract by blocking the badge(s) until payment is received, as well as late payment penalties.

In the event of non-payment within the period specified in the formal notice, the contract shall be terminated automatically unless the issuing company grants the Contract Holder additional time to fulfil their obligation, during which time it may, in particular, maintain the suspension of the badge(s) until payment is received.

The Holder is informed that a badge reactivation period may be necessary in the event of payment after a period of suspension.

It is specified that, for Holders who have subscribed or are acting in a professional capacity, a fixed compensation fee for recovery costs, amounting to 40 euros, shall be payable, automatically and without prior notification by the issuing company, in the event of late payment. The issuing company reserves the right to request additional compensation from the Cardholder

if the collection costs actually incurred exceed this amount, upon presentation of supporting documents. In the event of recovery through legal enforcement, the Holder shall also be required to pay the issuing company the sums corresponding to the costs of the enforcement itself.

The Holder declares that they are aware that the issuing company benefits from subrogation granted by the operators referred to in Article II for the amicable and judicial recovery of debts arising from this contract.

XI. Amicable claims

Any amicable complaint concerning the items on an invoice shall be accepted within 90 days of its date of issue and must be submitted exclusively to the issuing company by post or email addressed to the point of sale whose contact details appear at the top of the invoice, clearly stating the badge number.

A complaint does not exempt the Holder from paying the disputed invoice.

In the event of a complaint, the issuing company will conduct an investigation. Any corrections resulting from the investigation will be made at a later date.

The issuing company will provide proof of the transaction(s) by means of records made by computer systems.

XII. Termination – Effects

XII.1 By the Holder

The Holder shall inform the issuing company of their wish to terminate this contract either at a point of sale of the issuing company or by registered letter with acknowledgement of receipt addressed to the issuing company.

Termination shall take effect upon return of the badge(s) and after payment of all sums due.

XII.2 By the issuing company

The issuing company may terminate this contract as of right in the event of failure to fulfil any of the obligations incumbent on the Holder (in particular in the event of fraud or total or partial non-payment of sums due) or in the event of the electronic toll collection service being discontinued.

In the event of failure to fulfil any of the obligations incumbent upon the Holder, termination shall take effect immediately without notice.

In the event of the electronic toll collection service being discontinued, the issuing company shall inform the Holder by registered letter with acknowledgement of receipt, specifying the effective date of termination, with one month's notice subject to the specific conditions of the issuing company.

XII.3 Outstanding amounts

In the event of termination, the issuing company shall invoice the amounts due under this contract.

XIII. Dispute resolution

For the Holder of this contract who is not a trader, disputes shall be brought before the competent courts. For the Holder of this contract who is a trader, and in the absence of an amicable agreement, any dispute that may arise between the parties shall be brought exclusively before the competent court in the jurisdiction of the registered office of the issuing company referred to in Article I.

These clauses shall apply even in the event of third-party proceedings or multiple defendants.

French law shall be solely applicable to this contract.

XIV. Contractual amendments and service rates

The issuing company reserves the right to make any changes to these general terms and conditions. These changes will be brought to the attention of the Holder. If the Holder does not accept these changes, they must terminate the contract under the conditions defined in Article XII-1. Failure by the Holder to respond in writing within one month shall be deemed to constitute acceptance on their part.

All components of the price list are subject to review, in particular in the event of changes in toll or parking rates, and will therefore not be subject to an amendment. Changes relating to toll and parking rates and the price list shall apply as soon as they come into force.

XV. Data protection

The Holder is informed that, upon subscription and during the term of the contract, personal data will be collected by the issuing company.

This data will be used for the purposes of managing the contract in its various aspects and may also be used for commercial prospecting operations.

The data collected is intended for the issuing company and the operators referred to in Article II of these general terms and conditions, as well as their subcontractors. Furthermore, the issuing company may communicate the data collected to its partners if the Holder expressly authorises it to do so.

The Contract Holder is informed that they have the right to access, rectify, object to receiving commercial prospecting, restrict, transfer and erase personal data concerning them. These rights may be exercised by contacting the issuing company, which is responsible for processing the data collected, whose contact details are given in the special terms and conditions of the contract.

Upon termination of the contract, the personal data collected will be erased at the latest at the end of the legal limitation periods and legal retention periods.

XVI. Consumer mediation

The issuing company has set up a mediation service to enable consumers, if they so wish, in accordance with Article L 612-1 of the French Consumer Code, to refer the matter to the consumer mediator with a view to reaching an amicable settlement of the dispute between them and the issuing company, in the absence of a resolution of a prior written complaint addressed to the issuing company.

The contact details of the consumer mediator are indicated in the special terms and conditions of sale agreed between the holder and the issuing company.



It is expressly agreed that these special terms and conditions (hereinafter the "Special Terms and Conditions") apply to all Liber-t electronic toll collection offers issued by Fulli. They supplement and/or derogate from the Liber-t general terms and conditions of subscription (hereinafter the "Liber-t General Terms and Conditions"). It is hereby reiterated that, in the event of any contradiction or discrepancy between the General Terms and Conditions and the Special Terms and Conditions, these Special Terms and Conditions shall prevail over the General Terms and Conditions.

I. Subscription methods

The holder may subscribe to a contract for the issue and use of one or more electronic tags and certain associated services at a Fulli shop, at a Fulli partner point of sale, or on the fulli.com website (hereinafter the "Website").

II. Issuing company

Depending on the commercial offer chosen, the electronic tag is issued by APRR, a public limited company with a share capital of €33,911,446.80, registered in the Dijon Trade and Companies Register under number 016 250 029, with its registered office at 36 rue du Docteur Schmitt, 21850 Saint-Apollinaire, or by AREA, a public limited company with capital of €82,899,809, registered in the Lyon Trade and Companies Register under number 702 027 871, with its registered office at 22D avenue Lionel Terray, 69330 Jonage (hereinafter referred to individually as the "Issuing Company"), acting on their own behalf and, pursuant to a joint reciprocal mandate, on behalf of motorway concession companies, toll facility operators and car park operators that accept the electronic toll tag as a means of payment for the use of the aforementioned facilities; Subscriptions and related services are managed by Mobilis, a simplified joint stock company with a capital of €13,940,860, registered in the Dijon Trade and Companies Register under number 808 639 801, with its registered office at 36 rue du Docteur Schmitt, 21850 Saint-Apollinaire (hereinafter referred to as "Fulli"), acting in this capacity in its own name and on behalf of the Issuing Company, and acting under a sub-mandate from the Issuing Company, in the name and on behalf of motorway concession companies, toll facility operators and car park operators accepting the electronic tag as a means of payment for the sums due for using the aforementioned facilities.

III. Electronic consultation service

III.1 Description of the service

The electronic invoice consultation service is available in the customer area accessible from the Website and from the Fulli mobile application. Fulli sends invoices in electronic format. However, the holder may request that their invoice be sent in paper format, under the conditions defined in the price list, by contacting Fulli Customer Service at the contact details indicated in Article VIII below. Access to the Website and the Fulli mobile application is secured by a password and username. Invoices are available 24 hours a day, 7 days a week. Access is guaranteed on devices running the main operating systems (Android, iOS, Windows, MacOS in particular) and browsers, provided that they are still supported by their publisher and updated (security patches in particular). Viewing the invoice may require the installation of free software. Fulli declines all responsibility in the event of temporary unavailability of the service or access problems related to the subscriber's connection or equipment. The loading time of the invoice may depend both on the congestion of the Internet network at the time the invoice is viewed and on the subscriber's connection

speed. Access to the invoice is available as long as the subscriber's contract is active.

Invoices are made available each month. At a minimum, the last eighteen (18) months of invoices are made available. It is the responsibility of the account holder to archive their invoices if they wish to keep a record of them.

III.2 Status of the invoice

The invoice is the supporting document for the payment request issued by Fulli and serves as the original invoice.

In addition, the invoice constitutes a tax document.

Fulli may provide the holder with a duplicate invoice upon request, in accordance with the current price list.

IV. Limitation period (holder acting in a professional capacity)

Any claim by a professional, whether amicable or contentious, relating to their contract shall be time-barred within one (1) year from the date on which the professional became aware or should have become aware of the facts enabling them to exercise it.

V. Cancellation fees

In the event of non-payment of an invoice on the agreed date, Fulli may block the electronic tag(s) and may charge blocking fees in accordance with the current price list.

VI. Protection of personal data

This article supplements the provisions of Article XV of the General Terms and Conditions and aims to describe how Fulli processes and protects personal data in accordance with the amended Data Protection Act of 6 January 1978 and the General Data Protection Regulation (GDPR) No. 2016/679.

Fulli is responsible for processing.

VI.1 Data processing

VI.1.1 Subscription to an electronic toll payment service, online management of the account and badge by the holder

Personal data is collected through forms completed by the holder and attached documents: Identity details and date of birth of the subscriber, data relating to journeys in order to calculate the cost of the journey made (time stamps and network entry and exit points), vehicle registration details and characteristics (linked to certain subscription contracts) and bank details for billing purposes.

Fulli is authorised to process personal data for the performance of the contract. This data is kept for five (5) years after the final termination of the contract.

VI.1.2 Billing management

A. Data processed

a. Toll collection (excluding free-flow motorways)

- Journey data: timestamp of entry and exit from the network, identification of entry and exit points, vehicle category, transaction price.
- Subscriber data: identity, customer number, information held on the badge issued by the issuing company (number, expiry date, vehicle registration number and country).
- Data required for customer assistance (at the customer's request or in the event of a technical alert): CCTV footage.

b. Toll collection (free-flow motorway)

- Vehicle data: vehicle category determined by sensor based on various information (width, height, length, number of axles, etc.), vehicle characteristics (colour, make, model), context photos showing the vehicle, photos (front and rear) and vehicle registration number.
- Subscriber data (except in degraded mode): identity, customer number, information held on the badge issued by the issuing company (number, expiry date, vehicle registration number and country).

- Journey data: timestamp of passage through gate(s), location of gate(s), transaction price.

c. Billing management

- Electronic tag data: identification of the issuing company, electronic tag number.
- Subscriber data: videos from CCTV cameras enabling the application and monitoring of commercial terms and conditions.

B. Lawfulness of processing

Fulli is authorised to process data for the performance of the electronic toll subscription contract as part of the performance of a public service mission.

C. Retention period for processed data

- Toll collection, journey data: five (5) years, or ten (10) years if a tax receipt is issued.
- Billing management: billing data is retained for ten (10) years. Videos relating to the commercial conditions of electronic toll collection subscribers are kept for a maximum of twenty-eight (28) days.

VI.1.3 Management of exception lists relating to electronic toll payment subscribers

A. Data processed

a. Prevention of unpaid bills

Customer identity, customer number, electronic tag number, bank details, subscription date, information related to payment request rejection (amount, reason provided by the bank, corresponding invoice), number of electronic tags, average consumption amount, history of unpaid bills.

b. Management of lost or stolen electronic toll collection devices

Customer number, electronic toll collection device number, date of loss or theft.

c. Management of payment method fraud

Identity of the bank account holder, bank card number or IBAN, email address, telephone number, date of birth.

B. Lawfulness

Fulli is authorised to process data in connection with the performance of the subscription contract and its legitimate interests.

C. Recipients

Data relating to the management of electronic toll tags reported as lost or stolen is communicated to motorway concession companies.

D. Retention period

- Prevention of unpaid bills: data is kept on the opposition list until the unpaid bill is settled and for five (5) years if it is not settled.
- Management of lost or stolen tags: data is kept for a maximum of five (5) years after the loss or theft is reported.
- Management of payment method fraud: data is kept for a maximum of six (6) years.

VI.2 Recipients of the data

The data is accessible to authorised Fulli departments. Subcontractors are recipients of the data within the framework of contracts that comply with personal data protection regulations.

VI.3 Data security measures

All necessary technical and organisational measures are taken to ensure the confidentiality and security of data against any breach, destruction, loss, alteration, disclosure, reproduction or unauthorised access. Subcontractor web re subject to the same confidentiality and security obligations.

VI.4 Location of data

Data is not transferred outside the European Union.

VI.5 Automated decision-making

Data processing is not subject to automated decision-making.

VI.6 Rights of data subjects

Any person concerned by the processing of their personal data by Fulli has the following rights: right of



access, rectification, erasure, opposition on legitimate grounds, restriction and portability of data.

All of these rights may be exercised by contacting Fulli's Data Protection Officer:

- electronically using the form available at www.fulli.com/protection-donnees-personnelles;
- by post to the following address:

Fulli – Data Protection Officer

36 rue du Dr Schmitt

21850 Saint Apollinaire

VI.7 Complaints to the CNIL

Any person concerned by the processing of their personal data by Fulli may, after contacting the data controller, and if they consider that their rights have not been respected, lodge a complaint with the CNIL.

VII. Linking the contract to a bank card

Once Fulli has authorised the subscription to be linked to a bank card, the cardholder undertakes to immediately notify Fulli Customer Services of any change in the payment card number by contacting Fulli Customer Services at the address indicated in Article VIII below, or via the customer area of the Website or the mobile application. Failure to comply with this obligation will automatically result in the termination of the contract.

VIII. Fulli Customer Service

Any questions relating to subscription, order tracking for télébadge s, delivery, the terms and conditions for exercising the right of withdrawal and the performance of the contract may be addressed:

- By telephone on 03.80.77.01.01 (no surcharge);
- By post, to the following address:

Fulli Customer Service

TSA 80 001

52009 Chaumont Cedex

IX. Consumer mediation

After contacting Fulli Customer Service, and in the absence of a satisfactory response or in the absence of a response within sixty (60) days, the consumer customer may refer the matter to the Tourism and Travel Mediator free of charge:

Referral by post:

MTV-MEDIATION TOURISME VOYAGE

Referral Service

BP 80303

75823 PARIS Cedex 17

Online submission via the website: www.mtv.travel

Contact by telephone: 01.42.67.96.68



It is expressly agreed that these special terms and conditions for online subscriptions (hereinafter the "Special Terms and Conditions") apply to online subscriptions to all Fulli Liber-t electronic toll collection commercial offers. They supplement and/or derogate from the Liber-t general terms and conditions of subscription (hereinafter the "General Terms and Conditions"). It is hereby reiterated that, in the event of any contradiction or discrepancy, these Special Terms and Conditions shall prevail over the General Terms and Conditions.

I. Subscription methods

The holder may subscribe to the contract for the delivery and use of electronic toll tags and certain associated services on the fulli.com website (hereinafter the "Website").

II. Issuing company

Depending on the commercial offer chosen, the electronic tag is issued by APRR, a public limited company with a share capital of €33,911,446.80, registered in the Dijon Trade and Companies Register under number 016 250 029, with its registered office at 36 rue du Docteur Schmitt, 21850 Saint-Apollinaire, or by AREA, a public limited company with capital of €82,899,809, registered in the Lyon Trade and Companies Register under number 702 027 871, with its registered office at 22D avenue Lionel Terray, 69330 Jonage (hereinafter referred to individually as the "Issuing Company"), acting on their own behalf and, pursuant to a joint reciprocal mandate, on behalf of motorway concession companies, toll facility operators and car park operators that accept the electronic tag as a means of payment for the use of the aforementioned facilities;

Subscriptions and related services are managed by Mobilis, a simplified joint stock company with capital of €13,940,860, registered in the Dijon Trade and Companies Register under number 808 639 801, with its registered office at 36 rue du Docteur Schmitt, 21850 Saint-Apollinaire (hereinafter referred to as "Fulli"), acting in this capacity in its own name and on behalf of the Issuing Company, and acting under a sub-mandate from the Issuing Company, in the name and on behalf of motorway concession companies, toll road operators and car park operators accepting the electronic tag as a means of payment for the sums due for using the aforementioned facilities.

III. Online subscription

III.1 Subscription steps

After reviewing all the information available to make their choice, the holder may subscribe as a professional or non-professional by following the steps below:

1° An initial "Order" screen allows the holder to:

- Order one or more electronic tags;
- Enter their contact details: surname, first name, date of birth, mobile phone number, email address and postal address. This information is essential in order to proceed with the order and move on to the next step. The holder is informed and accepts that entering this information serves as proof of their identity and subscription;
- Depending on the commercial offer chosen, enter their vehicle's registration number.
- Accept and confirm the applicable policy regarding the processing of personal data.

The holder may tick the box authorising Fulli to send them commercial information.

The consumer account holder has the right to register on the cold calling opposition list via the website bloctel.gouv.fr, or by post at the following address: Worldline – Service Bloctel CS 61311 – 41013 Blois Cedex.

2° A second screen entitled "Terms and Conditions" will appear. The holder must display the entire text of the

terms and conditions and tick the box "I confirm that the above information is accurate. I declare that I have read and agree to comply with the applicable terms and conditions" in order to activate the "I accept the terms and conditions" button, certifying that they have read and accepted:

- the liber-t General Terms and Conditions,
- the special terms and conditions for online subscriptions,
- the Fulli special terms and conditions,
- and the special terms and conditions of the offer they have chosen.

The holder cannot proceed with their order unless they have confirmed their acceptance of the applicable terms and conditions.

3° A third screen, "Summary", summarises the order details and shows the applicable charges for the offer, including the activation fee and delivery charges for the electronic tag(s) ordered.

The account holder must check the accuracy of all personal data that will appear on the direct debit mandate.

The holder may modify this information by clicking on the corresponding link. The holder certifies that they are the holder of the bank account from which the direct debit will be taken.

The holder is informed that they will be redirected to the payment provider's secure platform to set up payment for their subscription. The holder is informed that one (1) euro will be debited in order to verify the bank account and that this amount will be refunded on the next invoice.

4° A fourth screen, "Payment", invites the holder acting as a non-professional to provide the bank details required for the SEPA direct debit in IBAN format or for payment by Amex® card.

Non-professional cardholders who choose SEPA direct debit will be redirected to the SLIMPAY platform to secure the direct debit authorisation request.

Non-professional cardholders who choose to pay by Amex® card will be redirected to the American Express® security platform to validate the authorisation request. Holders acting in a professional capacity will receive an SMS confirmation code on the mobile phone number provided in advance to validate the signature of the mandate.

The cardholder must sign the mandate authorising Fulli to debit their bank account.

The cardholder can then validate the order and set up the direct debit.

5° A fifth screen, "Confirmation", indicates that the order has been successfully registered and that the holder will shortly receive the following at the email address they entered:

- a confirmation email specifying the following information: the order number, billing terms, the amount and terms of payment for activation and shipping costs, the contract, the terms and conditions for cancelling the order, the cancellation form, Fulli Customer Service contact details, and the delivery time for the electronic tag(s);
- an email from the payment service provider containing the electronically signed SEPA direct debit mandate.

III.2 Provisions relating to subscription

The holder undertakes to provide accurate information when subscribing.

Any order placed on the Website implies the unconditional and unreserved acceptance of the Liber-t General Terms and Conditions, these Special Terms and Conditions, the Fulli Special Terms and Conditions, and the special terms and conditions of the chosen offer.

By clicking on the specific "I accept" box on the "Terms and Conditions" page, the holder acknowledges that

they have read and accepted them irrevocably, in full and without reservation.

The general and special terms and conditions can be viewed and downloaded from the Website.

Fulli may carry out preliminary checks and reserves the right to refuse any subscription for a legitimate reason, particularly in the following cases:

- Unknown or fictitious delivery address for a telebadge;
- Holder has had a previous contract terminated for fraud or non-payment.

IV. Security

All information relating to the subscription, in particular banking information transmitted via the Internet, is protected and encrypted. All Internet transactions are carried out on a secure server using SSL protocol (protocol for securing information, exchanges and transactions on the Internet).

V. Prices and delivery costs

Details of the costs associated with managing the subscription contract, shipping costs and activation fees are available on the Website, on the information page for the offer subscribed to, and accessible on the "Summary" screen.

Prices are quoted in euros, including all taxes.

The delivery costs for the electronic tag(s) are clearly specified at the time of subscription and appear separately in the order details.

VI. Delivery – Provision of electronic toll tags

Fulli shall make every effort to dispatch the electronic tag(s) ordered and the mounting brackets to the delivery address specified by the holder within an average of three (3) working days of Fulli receiving all the required documents, duly signed and completed (subject to postal delivery times).

The above timeframe is provided for information purposes only.

Fulli is not responsible for postal delivery times.

Unless otherwise specified, delivery will be made by tracked post.

A delay in delivery shall not give rise to any damages or compensation.

An order may only be cancelled if the holder exercises their right of withdrawal.

In the event of non-delivery, the holder must contact Fulli Customer Service using the contact details provided in Article XVI below.

It is the customer's responsibility to check the contents of the package upon delivery and to report any problems to Fulli Customer Service within three (3) working days of delivery (excluding Sundays and public holidays). After this period, the products delivered are deemed to be in good condition and free from any apparent defects.

VII. Cancellation fees

In the event of non-payment of an invoice on the agreed date, Fulli may block the electronic tag(s) and may charge blocking fees in accordance with the current price list.

VIII. Contract term – Effective date

The contract is concluded for an indefinite period and takes effect upon subscription by the holder.

IX. Right of withdrawal (holder acting as a consumer)

In accordance with the provisions of Articles L221-18 et seq. of the French Consumer Code, the holder acting as a consumer has a period of fourteen (14) days from the conclusion of the contract or service to exercise their right of withdrawal.

The day on which the contract is concluded is not counted in the period.

The withdrawal period begins at the start of the first hour of the first day and ends at the end of the last hour of the last day of the aforementioned fourteen (14) day period.

Fulli is the trademark of Mobilis

Fulli Customer Service - TSA 80 001 - 52009 Chaumont Cedex - Tel.: +33 3 80 77 01 01 (no surcharge) - www.fulli.com



If this period expires on a Saturday, Sunday or public holiday, it is extended to the next working day.

To exercise their right, the holder must notify their decision to withdraw by means of an unambiguous statement. To do so, the holder may use the model withdrawal form attached to the order confirmation or available on the Website.

In order for the withdrawal period to be respected, the holder must send their duly completed, dated and signed notification of their intention to exercise their right before the expiry of the aforementioned fourteen (14) day period to the following address:

Fulli Customer Service
82 Route de Verdun
BP 10356
21209 BEAUNE Cedex

This notice must be accompanied by the electronic tag(s) and its/their components in their original packaging. If the electronic tag(s) and components are sent separately, the holder must return them without undue delay and no later than fourteen (14) days after their decision to withdraw.

However, the right of withdrawal cannot be exercised if the electronic tag(s) has/have been used before the end of the withdrawal period or if the electronic tag(s) has/have been damaged by handling other than that necessary to establish the nature, characteristics and proper functioning of the goods.

The right of withdrawal is exercised without penalty for the holder, except for the return costs, which remain at their expense.

If the holder exercises their right of withdrawal, Fulli will refund all sums paid, including delivery costs (within the limit of the standard rate) without undue delay and, in any event, no later than fourteen (14) days from the date of notification of their decision to withdraw. However, this refund may be deferred until receipt of the electronic tag(s) and its/their components, or until the holder has provided proof of their shipment, whichever occurs first.

This refund shall be made using the same means of payment as that used by the holder for the initial transaction, unless the holder expressly agrees to use another means of payment and provided that the refund does not incur any costs for the consumer.

The burden of proof for exercising the right of withdrawal under the conditions provided for in Article L.221-21 of the Consumer Code lies with the consumer holder.

X. Partial validity

If any of the provisions of these Special Terms and Conditions proves to be invalid under any applicable law, it shall be deemed unwritten but shall not invalidate the General Terms and Conditions.

XI. Liability

Fulli cannot be held liable for any inconvenience or damage inherent in the use of the Internet and telephone networks, including service interruptions, external intrusions or the presence of computer viruses. Fulli does not guarantee that the Website is free of anomalies, errors or bugs, nor that these will be corrected, nor that the sites will operate without interruption or failure.

Fulli shall not be held liable for any malfunctions attributable to third-party software, whether or not such software is incorporated into the Website or provided with it.

By accepting these Special Terms and Conditions, the holder declares that they are aware of the characteristics and limitations of the Internet, in particular its technical performance, response times for consulting, querying or transferring data, and the risks associated with the security of communications.

XII. After-sales service - Warranty

Fulli undertakes to provide after-sales service for electronic tags within the framework of normal use by the holder as referred to in the articles "Delivery of the electronic tag - Use" of the General Terms and Conditions.

Damage caused by external factors or resulting from misuse or improper use of the electronic tag is excluded from the warranty.

The above provisions do not preclude the application of the legal warranty provided for in Articles 1641 et seq. of the Civil Code.

XIII. Limitation period (holder acting in a professional capacity)

Any claim by a professional, whether amicable or contentious, relating to their contract shall be time-barred within one (1) year from the date on which the professional became aware or should have become aware of the facts enabling them to exercise it.

XIV. Proof

The computerised records stored in Fulli's computer systems under reasonable security conditions shall be considered as proof of transactions, subscriptions and payments between the parties.

The holder expressly agrees that any request made by Fulli via electronic mail (email) shall be enforceable against them and that proof of the holder's consent to such requests shall be constituted by a record on Fulli's information system.

XV. Data protection

The holder is informed that during the subscription and during the execution of the contract, personal data will be collected by Fulli.

This data will be used for the purposes of managing the contract in its various aspects and may also be used for commercial prospecting operations.

The data collected is intended for Fulli and the operators referred to in Article I of the General Terms and Conditions, as well as their subcontractors. Furthermore, Fulli may communicate the data collected to its partners if the Holder expressly authorises it to do so.

The Contract Holder is informed that they have the right to access, rectify, object to receiving commercial prospecting, restrict, transfer and erase personal data concerning them. These rights may be exercised by contacting Fulli, which is responsible for processing the data collected, whose contact details are given in the special terms and conditions of the contract.

Upon termination of the contract, the personal data collected will be erased at the latest at the end of the legal limitation periods and legal retention periods.

XVI. Fulli Customer Service

Any questions regarding subscription, tracking your order for electronic toll tags, delivery, terms and conditions for exercising your right of withdrawal, and contract fulfilment can be addressed:

- By telephone on +33 3 80 77 01 01 (no surcharge);

- By post, to the following address:

Fulli Customer Service
TSA 80 001

52009 Chaumont Cedex

XVII. Consumer mediation

After contacting Fulli Customer Service, and in the absence of a satisfactory response or in the absence of a response within sixty (60) days, the consumer customer may refer the matter to the Tourism and Travel Mediator free of charge:

Referral by post:

MTV-MEDIATION TOURISME VOYAGE

Referral Service

BP 80303

75823 PARIS Cedex 17

Online submission via the website: www.mtv.travel

Contact by telephone: 01.42.67.96.68

Fulli is the trademark of Mobilis

Fulli Customer Service - TSA 80 001 - 52009 Chaumont Cedex - Tel.: +33 3 80 77 01 01 (no surcharge) - www.fulli.com

Präambel

Das unternehmensübergreifende elektronische Mautsystem bietet Nutzern von Leichtfahrzeugen die Möglichkeit, mit Hilfe einer Karte die mit elektronischen Mautsystemen ausgestatteten Fahrspuren an den Mautstellen von Autobahnbetreibern, Mautstellenbetreibern und Parkplatzbetreibern zu benutzen und eine einzige Abrechnung ihrer Fahrten zu erhalten.

I. Ausstellendes Unternehmen

Der Telebadge wird je nach gewähltem kommerziellen Angebot ausgestellt von APRR, einer Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 33.911.446,80 Euro, eingetragen im Handelsregister von Dijon unter der Nummer 016 250 029 und mit Sitz in 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, oder von AREA, einer Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 82.899.809 Euro, eingetragen im Handelsregister von Lyon unter der Nummer 702 027 871 und mit Sitz in 22D avenue Lionel Terray 69330 Jonage (im Folgenden einzeln als „ausstellende Gesellschaft“ bezeichnet), die in ihrem Namen und aufgrund eines gemeinsamen gegenseitigen Mandats für die Autobahnkonzessionsgesellschaften, die Betreiber von Mautanlagen und die Betreiber von Parkplätzen handeln, die die Telebadge als Zahlungsmittel für die Benutzung der oben genannten Anlagen akzeptieren; Die Abonnements und damit verbundenen Dienstleistungen werden von der Gesellschaft Mobilis verwaltet, einer vereinfachten Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 13.940.860 Euro, eingetragen im Handelsregister von Dijon unter der Nummer 808 639 801 und mit Sitz in 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, die in dieser Eigenschaft in eigenem Namen und im Auftrag der ausstellenden Gesellschaft handelt, und im Auftrag der emittierenden Gesellschaft im Namen und für Rechnung der Autobahnkonzessionsgesellschaften, Mautstellenbetreiber und Parkplatzbetreiber, die die Telematikbox als Zahlungsmittel für die Benutzung der oben genannten Einrichtungen akzeptieren.

II. Vertragsgegenstand

Gegenstand dieses Vertrags ist die Ausgabe von Badges an den Inhaber, die im Netz der französischen Autobahnkonzessionsgesellschaften, der Betreiber von Mautstellen (mit Ausnahme der Tunnel Mont-Blanc und Fréjus) und, sofern in den besonderen Bedingungen nicht ausdrücklich eingeschränkt, von Parkplatzbetreibern, deren Anlagen mit dem Piktogramm „t“ gekennzeichnet sind, zur Begleichung der für die Benutzung der oben genannten Anlagen fälligen Gebühren.

Der Inhaber kann auf einfache Anfrage eine oder mehrere zusätzliche Plaketten zu den in der nachstehenden Preisliste aufgeführten Bedingungen erhalten.

III. Vertragsinhaber

Der Vertragsinhaber ist eine natürliche oder juristische Person, der das ausstellende Unternehmen einen oder mehrere Ausweise ausstellt.

IV. Vertragsabschluss – Garantie

IV.1 Vertragsabschluss

Der Vertragsabschluss und die Ausstellung von Ausweisen sind an die Angabe einer Bankverbindung und die automatische Abbuchung von einem individuellen Konto bei einer Bank in einem Land des Euro-Zahlungsverkehrsraums (SEPA) gebunden.

Jede Person, die diesen Vertrag abschließen möchte, muss dem Unternehmen folgende Unterlagen vorlegen:

- für natürliche Personen einen Identitäts- oder Wohnsitznachweis, für juristische Personen einen Auszug aus dem Handels- und Gesellschaftsregister oder ein gleichwertiges Dokument sowie eine

Vollmacht, die den Unterzeichner ermächtigt, im Namen der juristischen Person zu unterzeichnen,

- einen ausgefüllten, datierten und unterzeichneten Antrag auf Abschluss eines Vertrags,
- eine ausgefüllte, datierte und unterzeichnete SEPA-Lastschriftmandat; das Mandat erlischt nach 36 Monaten ohne Lastschrift,
- eine Bankverbindung (RIB), Postverbindung (RIP) oder Sparkassenverbindung (RICE) im IBAN-Format (Issuer Bank Number Identification).

Je nach den von der ausstellenden Gesellschaft akzeptierten Zahlungsmodalitäten können vom Vertragsinhaber zusätzliche Garantien verlangt werden. Mit der Unterzeichnung des Abonnementantrags erklärt sich der Antragsteller mit den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen und den beigefügten Tarifen für das unternehmensübergreifende elektronische Mautsystem einverstanden.

Das ausstellende Unternehmen kann den Abonnementantrag aus einem berechtigten Grund ablehnen, beispielsweise wenn ein früherer Vertrag von einem der ausstellenden Unternehmen wegen Betrugs oder Zahlungsausfall gekündigt wurde.

IV.2 Zahlungsgarantie

Eine Zahlungsgarantie kann bei Vertragsabschluss und/oder während der Vertragslaufzeit verlangt werden.

Sie gilt für die gesamte Vertragslaufzeit und dient dazu, die Zahlung aller Beträge durch den Inhaber zu gewährleisten, die er dem ausstellenden Unternehmen im Rahmen des Vertrags schuldet, einschließlich gegebenenfalls der Kosten für die Nichtrückgabe des Badges in einwandfreiem Zustand.

Die Zahlungsgarantie besteht aus einer Kautions, einer Bankbürgschaft oder einem anderen gleichwertigen Mittel, das vom ausstellenden Unternehmen akzeptiert wird. Wenn die Zahlungsgarantie aus einer Kautions pro Ausweis besteht, werden keine Zinsen zugunsten des Inhabers gezahlt (siehe Preisliste).

Das ausstellende Unternehmen kann bei der ersten Zahlungsstörung oder, im Falle von Händlern, bei Insolvenzgefahr eine Erhöhung des Betrags der Zahlungsgarantie verlangen. Der vom ausstellenden Unternehmen geforderte Garantiebetrags ist auf das Dreifache des höchsten monatlichen Umsatzes einschließlich Steuern begrenzt, den der Inhaber in den letzten zwölf Monaten mit allen in Artikel II genannten Bauwerken erzielt hat.

Bei Ablauf des Vertrags wird die Zahlungsgarantie, sofern keine besonderen Bedingungen des ausstellenden Unternehmens vorliegen, innerhalb von 60 Tagen (sofern die besonderen Bedingungen des ausstellenden Unternehmens keine günstigeren Bestimmungen enthalten) nach dem Datum der Abbuchung der letzten in Rechnung gestellten Fahrt und nach Begleichung der vom Inhaber im Rahmen dieses Vertrags geschuldeten Beträge, einschließlich gegebenenfalls die Kosten für die Nichtrückgabe des Ausweises in einwandfreiem Zustand. Andernfalls wird die Zahlungsgarantie in Anspruch genommen.

V. Vertragsdauer – Inkrafttreten

Der Abonnementvertrag wird auf unbestimmte Zeit geschlossen und tritt vorbehaltlich der besonderen Bedingungen des ausstellenden Unternehmens mit Erhalt des ersten Ausweises durch den Inhaber in Kraft.

VI. Verwendung des Ausweises

VI.1 Für alle Verwendungszwecke geltende Bedingungen

A – Allgemeines

Der Inhaber des Ausweises muss sich an die geltenden Polizei- und Betriebsvorschriften auf Autobahnen, mautpflichtigen Straßen oder Parkplätzen halten.

Der Inhaber ist allein für die Verwendung des ausgestellten Ausweises verantwortlich und

verpflichtet sich, alle ihm bekannt gegebenen Nutzungsbedingungen einzuhalten, insbesondere:

- nicht mehr als einen aktiven Ausweis in seinem Fahrzeug aufzubewahren (ein Ausweis gilt als aktiv, sobald er sich nicht mehr in der mitgelieferten Schutzhülle befindet);
- den aktiven Ausweis gemäß den Anweisungen in der mit dem Ausweis von der ausstellenden Firma mitgelieferten Gebrauchsanweisung korrekt an der Windschutzscheibe anzubringen.

Bei Nichtbeachtung dieser Anweisungen kann die Dienstleistung beeinträchtigt werden und der Inhaber riskiert Abrechnungsfehler.

Nur wenn ein gültiger, aktiver und korrekt im Fahrzeug angebrachter Badge vorhanden ist, kann der Inhaber den Mautvertrag und die damit verbundenen Vorteile in Anspruch nehmen. Unter diesen Umständen hat die elektronische Mauttransaktion Vorrang und schließt jede andere Art der Begleichung des fälligen Betrags, auch teilweise, aus. Wenn der Inhaber den fälligen Betrag außerhalb des Rahmens des Vertrags über die elektronische Mautbegebung begleichen möchte, muss er sein Badge in den inaktiven Modus versetzen.

Der Badge ist fahrzeugunabhängig und kann vom Inhaber in verschiedenen Fahrzeugen verwendet werden. Er darf jedoch keinesfalls gleichzeitig für mehrere Fahrzeuge verwendet werden, die hintereinander auf derselben Spur oder auf mehreren Mautspuren fahren.

B – Ersatz, Entzug des Badges

Der Badge bleibt Eigentum des ausstellenden Unternehmens, das ihn bei Kündigung des Vertrags durch das ausstellende Unternehmen, bei Betrug, Veränderung oder Fälschung des Badges oder bei Inkompatibilität mit den Verbesserungen des elektronischen Mautsystems von sich aus zurückziehen und/oder gegebenenfalls ersetzen kann.

Bei einem technischen Defekt des Badges oder um Zwischenfälle im Zusammenhang mit normalem Verschleiß zu vermeiden, wird das ausstellende Unternehmen das Badge gegen Rückgabe des alten Badges so schnell wie möglich kostenlos ersetzen. Wenn nach Überprüfung festgestellt wird, dass der Defekt vom Inhaber verursacht wurde, stellt das ausstellende Unternehmen ihm die Kosten für das beschädigte Badge in Rechnung (siehe Preisliste).

Ohne gültige und aktive Plakette wird eine andere Zahlungsmethode verlangt.

Ein ungültiger Ausweis kann vom Personal des ausstellenden Unternehmens oder eines in Artikel II genannten Unternehmens eingezogen werden.

Die Vermietung und der Verkauf des Ausweises durch den Inhaber sind untersagt und führen zur sofortigen Kündigung des Vertrags.

VI.2 Bedingungen für die Verwendung von Ausweisen für Autobahnen und mautpflichtige Straßen

A. Definition der zugelassenen Klassen

Im Netz der Betreiber von Autobahnen und mautpflichtigen Straßen ermöglicht das Badge dem Inhaber die Entrichtung der Mautgebühren für Fahrzeuge der Mautklassen 1*, 2**, 5*** und solche, die in die Mautklasse 1**** zurückgestuft werden können.

* Klasse 1: Fahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen mit einer Gesamthöhe von weniger als oder gleich 2 Metern und einem zulässigen Gesamtgewicht (PTAC) von weniger als oder gleich 3,5 Tonnen.

** Klasse 2: Fahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen mit einer Gesamthöhe von mehr als 2 Metern und weniger als 3 Metern und einem zulässigen Gesamtgewicht (PTAC) von höchstens 3,5 Tonnen.

*** Klasse 5: Motorräder, Beiwagen und Trikes.

**** Fahrzeuge, die in Klasse 1 umgestuft werden können: Fahrzeuge der Klasse 2, die für den Transport von Menschen mit Behinderung umgerüstet sind (bei

Vorlage des Fahrzeugscheins mit dem Vermerk „Behinderung“ an der Mautstelle).

B. Verhalten des Inhabers an der Mautstelle

Um den elektronischen Mautdienst in vollem Umfang nutzen zu können, muss der Inhaber die mit dem Piktogramm „t“ gekennzeichneten Spuren an der Einfahrt und an der Mautstelle benutzen.

Fahrzeuge der Klasse 1 müssen vorrangig die für diese Klasse reservierten Mautspuren benutzen (in der Regel mit einer Höhenbegrenzung von 2 Metern).

Fahrzeuge der Klassen 2 und 5, die mit einem Maut-Badge ausgestattet sind, müssen die mit einem „t“-Symbol gekennzeichneten Spuren bei der Einfahrt und eine mit einem „t“-Symbol gekennzeichnete Spur ohne Höhenbegrenzung bei der Bezahlung benutzen.

Der Inhaber verpflichtet sich, Folgendes zu beachten:

- die Beschilderung bezüglich der auf den Spuren zugelassenen Fahrzeuge (Klasse, Höhenbegrenzung, reserviert für PKW der Klasse 1, reserviert für Motorräder der Klasse 5 usw.),
- die Ampeln,
- die Ampeln und Schranken,
- einen Mindestabstand von 4 Metern zwischen den Fahrzeugen beim Befahren der Einfahrts- oder Bezahlspur,
- die Empfehlungen und Vorschriften zur Sicherheit von Personen.

Liegen keine gültigen Eingabeinformationen vor, behält sich die Autobahngesellschaft das Recht vor, an der Ausfahrt den höchsten Tarif für die betreffende Ausfahrt (TLPC) anzuwenden.

C. Verhalten des Inhabers in besonderen Situationen

In den nachstehend genannten besonderen Situationen kann dem Inhaber, der eine für die elektronische Mauterhebung reservierte Spur (die nur das Piktogramm „t“ aufweist) benutzt, ein höherer Tarif (Tarif für die teuerste Strecke, Hochstufung) berechnet werden.

Besondere Situationen:

- Ungültige Eingabedaten (unvereinbare Strecke, abgelaufene Gültigkeitsdauer).
- Fahrzeuge der Klasse 5, die die für Fahrzeuge mit einer Höhe von maximal 2 Metern reservierten Spuren benutzen: Standardmäßig werden Fahrzeuge der Klasse 5, die diese Spur benutzen, nach Klasse 1 tarifiert.

Sonstige Situationen:

- Bei einer Fehlfunktion der Plakette oder der Mautgeräte an der Einfahrt muss der Inhaber einen Transpass am Automaten entnehmen und diesen an der Ausfahrt (beim Mautbeamten oder bei einer automatischen Spur im dafür vorgesehenen Lesegerät am Zahlungsautomaten) abgeben.
- Bei der Durchfahrt durch die automatische Spur muss der Inhaber, der ein Fahrzeug der Klasse 1 mit Dachlasten (Gesamthöhe über 2 Meter) benutzt, vor dem Zahlungsterminal anhalten und die ihm zur Verfügung stehende Hilfsvorrichtung benutzen.
- Der Inhaber, der ein Fahrzeug der Klasse 2 für den Transport von Menschen mit Behinderung nutzt, kann eine Herabstufung in Anspruch nehmen, indem er eine Spur mit Mautstelle benutzt und dem Mautbeamten seinen Ausweis und seinen Fahrzeugschein vorlegt. Wenn keine Spur mit Mautstelle vorhanden ist, ruft er über die Gegensprechanlage an der automatischen Spur einen Mitarbeiter herbei.

In einer automatischen Spur kann der Inhaber in jeder besonderen Situation die ihm zur Verfügung stehende Hilfestellung in Anspruch nehmen, um über eine Gegensprechanlage mit einem Mitarbeiter zu sprechen. Die Verwendung einer Mautplakette durch ein Fahrzeug der Klasse 2 in einer für die Klasse 1 reservierten Spur (ausgestattet mit einer Höhenbegrenzung) oder durch ein Fahrzeug der Klasse 3 oder 4 ist nicht zulässig und gilt als Betrug.

VI.3 Bedingungen für die Nutzung der Badges für Parkplätze

In den in Artikel II genannten Parkhäusern ermöglicht die Plakette dem Inhaber, die fälligen Beträge zu begleichen, indem er beim Verlassen des Parkhauses die mit dem Piktogramm „t“ gekennzeichneten Fahrspuren benutzt. Es ist zuvor zu überprüfen, welche Fahrzeugabmessungen zulässig sind und ob möglicherweise Zugangsbeschränkungen für LPG-Fahrzeuge bestehen.

VII. Widerspruch gegen die Verwendung der Karte

Der Inhaber kann die Nutzung der Karte nur im Falle von Diebstahl oder Verlust sperren lassen.

Die Sperrung muss unverzüglich bei den Verkaufsstellen oder der Abonnementabteilung des ausstellenden Unternehmens mitgeteilt und so schnell wie möglich schriftlich (per Post, Fax oder E-Mail) unter Angabe der Ausweisnummer bestätigt werden.

Die Ungültigkeitserklärung der Karte erfolgt nach Eingang der oben genannten Meldung.

Das ausstellende Unternehmen haftet nicht für die Folgen einer Sperrung, die nicht vom Inhaber oder seinem Bevollmächtigten veranlasst wurde. Auf Antrag des Inhabers wird ihm so schnell wie möglich ein Ausweis mit einer anderen Nummer ausgestellt.

Sofern in den besonderen Bedingungen der ausstellenden Unternehmen nichts anderes vorgesehen ist, wird vom Inhaber eine neue Zahlungsgarantie verlangt.

Wenn der Inhaber den als verloren oder gestohlen gemeldeten Ausweis wiederfindet, muss er ihn per Einschreiben an die Abonnementabteilung des ausstellenden Unternehmens zurücksenden oder gegen Empfangsbestätigung in einer Verkaufsstelle des Unternehmens abgeben.

Die Bedingungen für die Einziehung oder Freigabe der Zahlungsgarantie sind in Artikel IV oben festgelegt.

Die Verwendung eines als verloren oder gestohlen gemeldeten Ausweises durch den Inhaber gilt als missbräuchlich und kann zur Kündigung des vorliegenden Vertrags führen, unbeschadet der in der Preisliste vorgesehenen Kosten.

VIII. Rückgabe des Ausweises

VIII.1. Auf Initiative des ausstellenden Unternehmens

In allen Fällen, in denen das ausstellende Unternehmen die Rückgabe des/der Ausweise(s) verlangt (insbesondere im Falle des Ersatzes eines gesperrten Ausweises, der vom Inhaber wiedergefunden wurde, oder im Falle der Nichtrückgabe bei Vertragsauflösung), muss der Inhaber diesen innerhalb von dreißig Tagen nach Benachrichtigung durch das ausstellende Unternehmen zurückgeben.

Wird der Ausweis nicht innerhalb dieser Frist von dreißig Tagen zurückgegeben oder wird er in einem nicht funktionsfähigen Zustand zurückgegeben, verfällt die gegebenenfalls geforderte Zahlungsgarantie sofort und endgültig zugunsten des ausstellenden Unternehmens, und dem Inhaber werden die in den besonderen Bedingungen angegebenen Verwaltungskosten in Rechnung gestellt.

In allen oben genannten Fällen kann der Ausweis gegen Empfangsbestätigung in einer Verkaufsstelle des ausstellenden Unternehmens zurückgegeben werden. Die Mautgebühren für die mit missbräuchlich verwendeten Ausweisen validierten Fahrten werden unabhängig von strafrechtlichen Schritten, die sich das ausstellende Unternehmen vorbehält, eingefordert.

VIII.2. Auf Initiative des Inhabers

Der Inhaber kann seine Karte(n) jederzeit zurückgeben. Bei Rückgabe eines defekten Badges wird dieses zum geltenden Tarif in Rechnung gestellt oder die Zahlungsgarantie durch das ausstellende Unternehmen erworben.

Die Rückgabe des Ausweises erfolgt unbeschadet der besonderen Bedingungen für die mit dem Vertrag verbundenen Verwaltungskosten.

IX. Änderung der Identifizierung des Inhabers

Wenn der Inhaber seine Adresse, seine SIRET-Nummer, seinen Namen oder seinen Firmennamen ändert, muss er dies der ausstellenden Gesellschaft innerhalb von dreißig Tagen schriftlich mitteilen.

Wenn der Inhaber seine Bankverbindung ändert, muss er dies der ausstellenden Gesellschaft mitteilen, die ihm das für diese Änderung erforderliche Dokument zur Verfügung stellt.

Die Änderung wird spätestens vierzig Tage nach Eingang des ordnungsgemäß ausgefüllten oben genannten Dokuments und der entsprechenden IBAN-Bankverbindung bei der ausstellenden Gesellschaft wirksam. Wenn die Änderung der Bankverbindung aus irgendeinem Grund zum Erlöschen einer Garantie führt, muss der Inhaber ohne Unterbrechung dieser Garantie eine gleichwertige Garantie vorlegen.

Die Nichteinhaltung dieser Klauseln oder die Widerrufung des SEPA-Lastschriftmandats durch den Inhaber führt automatisch zur Kündigung des Vertrags.

X. Rechnungsstellung und Zahlung

X.1 Rechnungselemente

Das ausstellende Unternehmen erstellt eine Aufstellung der Transaktionen (Fahrten und Parkvorgänge), die der Inhaber im Laufe des vorangegangenen Abrechnungszeitraums getätigt hat.

Die Verbrauchsaufstellung enthält für jede Plakette und jede Transaktion folgende Angaben:

- in Bezug auf Fahrten auf Autobahnen (wobei darauf hingewiesen wird, dass das nationale mautpflichtige Autobahnnetz Abschnitte umfasst, die gemeinsam von mehreren der in Artikel II genannten Unternehmen betrieben werden, sodass bestimmte Fahrten auf der Aufstellung der Fahrten nach betroffenen Autobahnunternehmen aufgeteilt werden können):

- das Datum der Durchfahrt an der Mautstelle,
- die Mautklasse,
- die zurückgelegte Strecke,
- der Mautbetrag inkl. MwSt.

- in Bezug auf das Parken auf Parkplätzen:

- Datum der Ausfahrt aus dem Parkhaus,
- der Betrag der Parkgebühr inkl. MwSt.,
- Name des Parkhauses.

Die in diesem Artikel vorgesehene Rechnung und die Aufstellung der Transaktionen sind die einzigen ausgestellten Dokumente, wobei die Erfassung der Transaktion an der Mautstelle oder bei der Ausfahrt aus dem Parkhaus als Nachweis für die Durchfahrt gilt.

X.2 Rechnungsstellungsmodalitäten

Auf der Grundlage der Transaktionsaufstellung stellt das ausstellende Unternehmen dem Inhaber die während des betreffenden Zeitraums für Transaktionen in den Netzen der in Artikel II genannten Betreiber fälligen Beträge sowie alle vom Inhaber im Rahmen dieses Vertrags fälligen Beträge in Rechnung.

Diese Rechnung enthält das Datum der Abbuchung, falls zutreffend, und die Bankverbindung des Inhabers.

Die Rechnung gilt nicht als vollständiger Rechnungsabschluss für die vom Inhaber während des betreffenden Zeitraums getätigten Transaktionen. Alle während des Zeitraums getätigten Transaktionen, die nicht auf der Aufstellung aufgeführt sind, werden auf einer der folgenden Rechnungen ausgewiesen.

Sofern das ausstellende Unternehmen keine besonderen Bedingungen festgelegt hat, wird die Rechnung in Papierform ausgestellt und dem Inhaber monatlich zugesandt.

Privatpersonen und juristische Personen, die nicht mehrwertsteuerpflichtig sind, können jedoch je nach ausstellendem Unternehmen bei Vertragsabschluss oder während der Vertragslaufzeit anstelle der

Papierrechnung den Service „Internetrechnung“ wählen, für den besondere Bedingungen gelten.

X.3 Begleichung der Rechnungen

Die Rechnungen sind in Euro innerhalb der auf der Rechnung angegebenen Frist und gemäß der bei Vertragsabschluss vereinbarten Zahlungsweise zu begleichen.

X.4 Behandlung von Zahlungsausfällen – Auswirkungen

Im Falle einer Lastschrift und wenn die erste Lastschrift abgelehnt wird, kann eine zweite Lastschrift in gleicher Höhe vorgenommen werden.

Bei Nichtzahlung der Rechnung in voller Höhe wird dem Vertragsinhaber von der ausstellenden Gesellschaft eine Zahlungsaufforderung zugesandt. Die besonderen Bedingungen können vorsehen, dass dieser Zahlungsaufforderung eine zweite Zustellung der Rechnung per einfachem Brief vorausgeht.

Die Zahlungsaufforderung enthält folgende Angaben:

- die zum Fälligkeitsdatum der letzten Rechnung noch ausstehenden Beträge;
- sofern in den besonderen Bedingungen des ausstellenden Unternehmens nichts anderes vorgesehen ist, die gemäß Artikel L.441-6 des Handelsgesetzbuches festgelegten Verzugsstrafen, die auf die ab dem Fälligkeitsdatum der Rechnung noch ausstehenden Beträge angewendet werden; diese Strafen kommen zum Hauptbetrag hinzu; alle noch nicht in Rechnung gestellten Fahrten und Parkvorgänge, die sofort fällig werden;
- gegebenenfalls die Verpflichtung zur Rückgabe des/der Ausweise(s).

Die besonderen Bedingungen können vorsehen, dass das ausstellende Unternehmen diese Mahnung und gegebenenfalls die zweite Vorlage der Rechnung mit Maßnahmen zur Aussetzung der Vertragserfüllung begleitet, indem es den oder die Ausweise bis zum Eingang der Zahlung sperrt und Verzugsgebühren berechnet.

Bei Nichtzahlung innerhalb der in der Mahnung gesetzten Frist wird der Vertrag von Rechts wegen gekündigt, es sei denn, das ausstellende Unternehmen gewährt dem Vertragsinhaber eine zusätzliche Frist zur Erfüllung seiner Verpflichtung, während der es insbesondere die Sperrung des Ausweises/der Ausweise bis zum Eingang der Zahlung aufrechterhalten kann.

Der Vertragsinhaber wird darauf hingewiesen, dass im Falle einer Zahlung nach Ablauf der Sperrfrist eine Frist für die Reaktivierung des Ausweises erforderlich sein kann.

Für Vertragspartner, die den Vertrag beruflich abgeschlossen haben oder beruflich handeln, wird darauf hingewiesen, dass bei Zahlungsverzug von Rechts wegen und ohne vorherige Benachrichtigung durch das ausstellende Unternehmen eine pauschale Entschädigung für Inkassokosten in Höhe von 40 Euro fällig wird. Das ausstellende Unternehmen behält sich das Recht vor, vom Karteninhaber eine zusätzliche Entschädigung zu verlangen, wenn die tatsächlich entstandenen Inkassokosten diesen Betrag übersteigen, wobei entsprechende Belege vorzulegen sind.

Im Falle einer gerichtlichen Beitreibung ist der Inhaber darüber hinaus verpflichtet, der ausstellenden Gesellschaft die Beträge zu zahlen, die den Kosten der Zwangsvollstreckung selbst entsprechen.

Der Inhaber erklärt, davon Kenntnis genommen zu haben, dass die ausstellende Gesellschaft für die gütliche und gerichtliche Eintreibung der aus diesem Vertrag resultierenden Forderungen von den in Artikel II genannten Betreibern eine Forderungsabtretung erhalten hat.

XI. Gütliche Einigung

Jede gütliche Reklamation bezüglich der Elemente einer Rechnung ist innerhalb einer Frist von 90 Tagen ab Rechnungsdatum zulässig und muss ausschließlich bei der ausstellenden Firma per Post oder E-Mail an die Verkaufsstelle eingereicht werden, deren Kontaktdaten im Kopf der Rechnung angegeben sind, wobei unbedingt die Ausweisnummer anzugeben ist.

Eine Reklamation befreit den Inhaber nicht von der Zahlung der beanstandeten Rechnung.

Im Falle einer Reklamation führt das ausstellende Unternehmen eine Untersuchung durch. Eventuelle Korrekturen, die sich aus der Untersuchung ergeben, werden zu einem späteren Zeitpunkt vorgenommen.

Das ausstellende Unternehmen weist die Transaktion(en) anhand der Aufzeichnungen der IT-Systeme nach.

XII. Kündigung – Auswirkungen

XII.1 Durch den Inhaber

Der Inhaber teilt der ausstellenden Gesellschaft seine Absicht, den vorliegenden Vertrag zu kündigen, entweder an einer Verkaufsstelle der ausstellenden Gesellschaft oder per Einschreiben mit Rückschein an die ausstellende Gesellschaft mit.

Die Kündigung wird mit der Rückgabe des/der Ausweise(s) und nach Begleichung aller fälligen Beträge wirksam.

XII.2 Durch das ausstellende Unternehmen

Die ausstellende Gesellschaft kann den vorliegenden Vertrag von Rechts wegen kündigen, wenn der Inhaber einer seiner Verpflichtungen nicht nachkommt (insbesondere im Falle von Betrug oder vollständiger oder teilweiser Nichtbegleichung der fälligen Beträge) oder wenn der elektronische Mautdienst eingestellt wird.

Bei Nichterfüllung einer der dem Inhaber obliegenden Verpflichtungen wird die Kündigung ohne Vorankündigung sofort wirksam.

Im Falle der Einstellung des elektronischen Mautdienstes informiert die ausstellende Gesellschaft den Inhaber per Einschreiben mit Rückschein unter Angabe des Datums des Inkrafttretens der Kündigung mit einer Frist von einem Monat, vorbehaltlich der besonderen Bedingungen der ausstellenden Gesellschaft.

XII.3 Ausstehende Beträge

Im Falle einer Kündigung stellt das ausstellende Unternehmen die im Rahmen dieses Vertrags fälligen Beträge in Rechnung.

XIII. Beilegung von Streitigkeiten

Für den Inhaber des vorliegenden Vertrags, der kein Gewerbetreibender ist, werden Streitigkeiten vor die zuständigen Gerichte gebracht.

Für den Vertragsinhaber, der Kaufmann ist, und mangels einer gütlichen Einigung, fallen alle Streitigkeiten, die zwischen den Parteien entstehen können, ausschließlich in die Zuständigkeit des Gerichts, das für den Sitz der in Artikel I genannten ausstellenden Gesellschaft zuständig ist.

Die vorliegenden Klauseln gelten auch im Falle einer Gewährleistungsklage oder bei mehreren Beklagten.

Auf den vorliegenden Vertrag ist ausschließlich französisches Recht anwendbar.

XIV. Vertragsänderungen und Dienstleistungspreise

Die ausstellende Gesellschaft behält sich das Recht vor, Änderungen an den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen vorzunehmen. Diese Änderungen werden dem Inhaber mitgeteilt. Wenn der Inhaber diese Änderungen nicht akzeptiert, muss er den Vertrag gemäß den in Art. XII-1 festgelegten Bedingungen kündigen. Das Ausbleiben einer schriftlichen Antwort des Inhabers innerhalb eines Monats gilt als Zustimmung seinerseits.

Alle Bestandteile der Tarifstruktur können insbesondere bei Änderungen der Maut- oder Parkgebühren angepasst werden und sind daher nicht

Gegenstand eines Nachtrags. Änderungen der Maut- und Parkgebühren sowie der Tarifstruktur gelten ab ihrem Inkrafttreten.

XV. Datenschutz

Der Inhaber wird darüber informiert, dass bei Vertragsabschluss und während der Vertragslaufzeit personenbezogene Daten vom ausstellenden Unternehmen erhoben werden.

Diese Daten werden für die Verwaltung des Vertrags in seinen verschiedenen Aspekten verwendet und können auch für Werbezwecke genutzt werden.

Die erhobenen Daten sind für das ausstellende Unternehmen und die in Artikel II dieser Allgemeinen Geschäftsbedingungen genannten Betreiber sowie deren Subunternehmer bestimmt. Darüber hinaus kann das ausstellende Unternehmen die erhobenen Daten an seine Partner weitergeben, wenn der Inhaber ihm ausdrücklich die Genehmigung dazu erteilt.

Der Vertragsinhaber wird darüber informiert, dass er ein Recht auf Zugang, Berichtigung, Widerspruch gegen den Erhalt von Werbematerial, Einschränkung, Übertragbarkeit und Löschung der ihn betreffenden personenbezogenen Daten hat. Diese Rechte können gegenüber dem ausstellenden Unternehmen geltend gemacht werden, das für die Verarbeitung der erhobenen Daten verantwortlich ist und dessen Kontaktdaten in den besonderen Vertragsbedingungen angegeben sind.

Nach Beendigung des Vertrags werden die erhobenen personenbezogenen Daten spätestens nach Ablauf der gesetzlichen Verjährungsfristen und Aufbewahrungsfristen gelöscht.

XVI. Verbrauchermediation

Das ausstellende Unternehmen hat eine Schlichtungsstelle eingerichtet, damit der Verbraucher gemäß Artikel L 612-1 des Verbrauchergesetzbuches auf Wunsch den Verbraucherschlichter mit der gütlichen Beilegung der Streitigkeit zwischen ihm und dem ausstellenden Unternehmen befassen kann, wenn eine vorherige schriftliche Beschwerde an das ausstellende Unternehmen nicht zu einer Lösung geführt hat.

Die Kontaktdaten des Verbraucherschlichters sind in den besonderen Verkaufsbedingungen angegeben, die zwischen dem Inhaber und dem ausstellenden Unternehmen vereinbart wurden..

Es wird ausdrücklich vereinbart, dass die vorliegenden Sonderbedingungen (nachfolgend „Sonderbedingungen“) für alle von Fulli herausgegebenen Angebote für das elektronische Mautsystem Liber-t gelten. Sie ergänzen und/oder weichen von den Allgemeinen Geschäftsbedingungen für Liber-t-Abonnements (nachfolgend „Allgemeine Geschäftsbedingungen Liber-t“) ab. Es wird darauf hingewiesen, dass im Falle von Widersprüchen oder Abweichungen zwischen den Allgemeinen Bedingungen und den Sonderbedingungen die vorliegenden Sonderbedingungen Vorrang vor den Allgemeinen Bedingungen haben.

I. Arten des Vertragsabschlusses

Der Inhaber hat die Möglichkeit, einen Abonnementvertrag für die Ausstellung und Nutzung eines oder mehrerer elektronischer Mautgeräte und bestimmter damit verbundener Dienste in einer Fulli-Filiale, einer Fulli-Partnerverkaufsstelle oder über die Website fulli.com (im Folgenden „Website“) abzuschließen.

II. Ausstellendes Unternehmen

Das elektronische Mautgerät wird je nach gewähltem kommerziellen Angebot von APRR, einer Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 33.911.446,80 Euro, eingetragen im Handelsregister von Dijon unter der Nummer 016 250 029 und mit Sitz in 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, oder von AREA, einer Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 82.899.809 Euro, eingetragen im Handelsregister von Lyon unter der Nummer 702 027 871 und mit Sitz in 22D avenue Lionel Terray 69330 Jonage (im Folgenden einzeln als „ausstellendes Unternehmen“ bezeichnet), die in ihrem Namen und aufgrund eines gemeinsamen gegenseitigen Mandats für die Autobahnkonzessionsgesellschaften, die Betreiber von Mautanlagen und die Betreiber von Parkplätzen handeln, die die Telebadge als Zahlungsmittel für die Benutzung der oben genannten Anlagen akzeptieren; Die Abonnements und damit verbundenen Dienstleistungen werden von der Gesellschaft Mobilis verwaltet, einer vereinfachten Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 13.940.860 Euro, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Dijon unter der Nummer 808 639 801 und mit Sitz in 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire (im Folgenden „Fulli“ genannt), die in dieser Eigenschaft in eigenem Namen und im Auftrag der emittierenden Gesellschaft handelt und aufgrund eines Untermandats der emittierenden Gesellschaft im Namen und im Auftrag der Autobahnkonzessionsgesellschaften, Mautstellenbetreiber und Parkplatzbetreiber, die die elektronische Vignette als Zahlungsmittel für die Benutzung der oben genannten Einrichtungen akzeptieren.

III. Elektronischer Abfragedienst

III.1 Beschreibung des Dienstes

Der Dienst zur Abfrage von Rechnungen in elektronischem Format wird im Kundenbereich bereitgestellt, der über die Website und die mobile Anwendung Fulli zugänglich ist.

Fulli versendet die Rechnungen in elektronischer Form. Der Inhaber hat jedoch die Möglichkeit, unter den im Tarifanhang festgelegten Bedingungen die Zusendung seiner Rechnung in Papierform zu beantragen, indem er sich unter den in Artikel VIII unten angegebenen Kontaktdaten an den Fulli-Kundendienst wendet.

Der Zugriff auf die Website und die mobile Fulli-App ist durch ein Passwort und eine Kennung gesichert. Die Rechnung ist rund um die Uhr verfügbar. Der Zugriff ist für Geräte gewährleistet, die mit den gängigen Betriebssystemen (insbesondere Android, iOS, Windows, MacOS) und Browsern laufen, sofern diese

noch vom Hersteller unterstützt und aktualisiert werden (insbesondere Sicherheitspatches). Für die Einsichtnahme in die Rechnung kann die Installation einer kostenlosen Software erforderlich sein.

Fulli lehnt jede Verantwortung im Falle einer vorübergehenden Nichtverfügbarkeit des Dienstes oder eines Zugangsproblems im Zusammenhang mit der Verbindung oder der Ausrüstung des Inhabers ab. Die Ladezeit der Rechnung kann sowohl von der Auslastung des Internets zum Zeitpunkt der Abfrage der Rechnung als auch von der Übertragungsrate der Leitung des Abonnenten abhängen. Der Zugriff auf die Rechnung ist verfügbar, solange der Vertrag des Abonnenten aktiv ist.

Die Rechnungen werden monatlich zur Verfügung gestellt. Es werden mindestens die letzten achtzehn (18) Rechnungsmonate zur Verfügung gestellt. Es obliegt dem Inhaber, seine Rechnungen zu archivieren, wenn er den Verlauf aufbewahren möchte.

III.2 Status der Rechnung

Die Rechnung ist der Beleg für die von Fulli ausgestellte Zahlungsaufforderung und gilt als Originalrechnung. Darüber hinaus stellt die Rechnung einen steuerlichen Beleg dar.

Fulli kann dem Inhaber auf Anfrage ein Duplikat der Rechnung gemäß der geltenden Preisliste ausstellen.

IV. Verjährung (Inhaber, der als Gewerbetreibender handelt)

Jede einvernehmliche oder streitige Reklamation eines Gewerbetreibenden in Bezug auf seinen Vertrag verjährt innerhalb einer Frist von einem (1) Jahr ab dem Tag, an dem der Gewerbetreibende die Tatsachen, die ihm die Ausübung dieser Reklamation ermöglichen, erfahren hat oder hätte erfahren müssen.

V. Kosten für die Sperrung

Bei Nichtzahlung einer Rechnung zum vereinbarten Termin kann Fulli die Telebadge sperren und Sperrgebühren gemäß der geltenden Preisliste in Rechnung stellen.

VI. Schutz personenbezogener Daten

Der vorliegende Artikel ergänzt die Bestimmungen von Artikel XV der Allgemeinen Geschäftsbedingungen und beschreibt, wie Fulli personenbezogene Daten gemäß dem geänderten Datenschutzgesetz vom 06.01.1978 und der Datenschutz-Grundverordnung (DSGVO) Nr. 2016/679 verarbeitet und schützt.

Fulli ist für die Verarbeitung verantwortlich.

VI.1 Datenverarbeitung

VI.1.1 Abschluss eines Mautabonnements, Online-Verwaltung des Kontos und der Mautkarte durch den Inhaber

Personenbezogene Daten werden im Rahmen von Formularen, die vom Inhaber ausgefüllt werden, und beigefügten Dokumenten erhoben: Identitätsdaten und Geburtsdatum des Abonnenten, Daten zu den Fahrten zur Ermittlung des Fahrpreises (Zeitstempel und Ein- und Ausfahrtsorte), Zulassungsdaten und Fahrzeugmerkmale (im Zusammenhang mit bestimmten Abonnementverträgen) sowie Bankdaten für die Rechnungsstellung.

Fulli ist berechtigt, personenbezogene Daten zur Erfüllung des Vertrags zu verarbeiten. Diese werden nach endgültiger Beendigung des Vertrags fünf (5) Jahre lang aufbewahrt.

VI.1.2 Rechnungsstellung

A. Verarbeitete Daten

a. Mauterhebung (außer auf Autobahnen mit freiem Verkehrsfluss)

- Daten zu den Fahrten: Zeitstempel der Ein- und Ausfahrt aus dem Netz, Identifizierung der Ein- und Ausfahrt, Fahrzeugkategorie, Preis der Transaktion.

- Daten zu Abonnenten: Identität, Kundennummer, Informationen auf der von der ausstellenden Gesellschaft ausgestellten Karte (Nummer, Fulli ist der Handelsname des Unternehmens Mobilis

Ablaufdatum, Fahrzeugkennzeichen und Zulassungsland).

- Daten, die für die Kundenbetreuung erforderlich sind (auf Kundenwunsch oder bei technischen Störungen): Videos aus der Videoüberwachung.

b. Mauterhebung (Autobahn mit freiem Verkehrsfluss)

- Fahrzeugdaten: Fahrzeugkategorie, die anhand verschiedener Informationen (Breite, Höhe, Länge, Anzahl der Achsen usw.) durch einen Sensor ermittelt wird, Fahrzeugmerkmale (Farbe, Marke, Modell), Fotos des Fahrzeugs im Kontext, Fotos (vorne und hinten) und Fahrzeugkennzeichen.

- Daten zu Abonnenten (außer im Notfallmodus): Identität, Kundennummer, Informationen auf der von der ausstellenden Gesellschaft ausgestellten Karte (Nummer, Ablaufdatum, Fahrzeugkennzeichen und Zulassungsland).

- Daten zu den Fahrten: Zeitstempel der Durchfahrt unter dem/den Tor(en), Standort des/der Tore(s), Preis der Transaktion.

c. Rechnungsstellung

- Daten zum Telebadge: Identifizierung des ausstellenden Unternehmens, Nummer des Telebadges.

- Daten zu Abonnenten: Videos von Überwachungskameras, die die Anwendung und Kontrolle der Geschäftsbedingungen ermöglichen.

B. Rechtmäßigkeit der Verarbeitung

Fulli ist berechtigt, die Daten zur Erfüllung des Vertrags über das elektronische Mautsystem im Rahmen der Erfüllung einer öffentlichen Aufgabe zu verarbeiten.

C. Aufbewahrungsdauer der verarbeiteten Daten

- Mauterhebung, Daten zu den Fahrten: fünf (5) Jahre oder zehn (10) Jahre im Falle der Ausstellung einer Steuerbescheinigung.

- Rechnungsstellung: Daten im Zusammenhang mit der Rechnungsstellung werden zehn

(10) Jahre lang aufbewahrt. Videos im Zusammenhang mit den Geschäftsbedingungen der Telemaut-Abonnenten werden maximal achtundzwanzig (28) Tage lang aufbewahrt.

VI.1.3 Verwaltung der Ausnahmelisten für Telematik-Mautabonnenten

A. Verarbeitete Daten

a. Vermeidung von Zahlungsausfällen

Kundenidentität, Kundennummer, Nummer des elektronischen Mautbogens, Bankverbindung, Datum des Vertragsabschlusses, Informationen im Zusammenhang mit der Ablehnung des Zahlungsantrags (Betrag, von der Bank angegebener Grund, entsprechende Rechnung), Anzahl der elektronischen Mautbogens, durchschnittlicher Verbrauch, Zahlungsausfallhistorie.

b. Verwaltung verlorener oder gestohlener Telematik-Tags

Kundennummer, Nummer des elektronischen Mautgeräts, Datum des Verlusts oder Diebstahls.

c. Verwaltung von Betrugsfällen im Zusammenhang mit Zahlungsmitteln

Identität des Bankkontoinhabers, Kreditkartennummer oder IBAN, E-Mail-Adresse, Telefonnummer, Geburtsdatum.

B. Rechtmäßigkeit

Fulli ist berechtigt, die Daten im Rahmen der Erfüllung des Abonnementvertrags und seiner berechtigten Interessen zu verarbeiten.

C. Empfänger

Die Daten zur Verwaltung von als verloren oder gestohlen gemeldeten Mautplaketten werden an die Autobahnkonzessionsgesellschaften weitergegeben.

D. Aufbewahrungsdauer

- Vermeidung von Zahlungsausfällen: Die Daten werden in der Sperrliste bis zur Begleichung der



ausstehenden Zahlung und bei Nichtbegleichung fünf (5) Jahre lang gespeichert.

- Verwaltung verlorener oder gestohlener Mautgeräte: Die Daten werden nach der Verlust- oder Diebstahlmeldung maximal fünf (5) Jahre lang gespeichert.

- Verwaltung von Betrugsfällen im Zusammenhang mit Zahlungsmitteln: Die Daten werden maximal sechs (6) Jahre lang aufbewahrt.

VI.2 Empfänger der Daten

Die Daten sind für die befugten Abteilungen von Fulli zugänglich. Die Daten werden im Rahmen von Verträgen, die den Vorschriften zum Schutz personenbezogener Daten entsprechen, an Subunternehmer weitergegeben.

VI.3 Sicherheitsmaßnahmen für Daten

Die Daten unterliegen allen technischen und organisatorischen Maßnahmen, die erforderlich sind, um ihre Vertraulichkeit und Sicherheit vor Verletzung, Zerstörung, Verlust, Veränderung, Weitergabe, Vervielfältigung oder unbefugtem Zugriff zu gewährleisten. Die Subunternehmer von unterliegen denselben Vertraulichkeits- und Sicherheitsverpflichtungen.

VI.4 Speicherort der Daten

Die Daten werden nicht außerhalb der Europäischen Union übertragen.

VI.5 Automatisierte Entscheidungsfindung

Die Datenverarbeitung unterliegt keiner automatisierten Entscheidungsfindung.

VI.6 Rechte der betroffenen Personen

Jede Person, deren personenbezogene Daten von Fulli verarbeitet werden, hat folgende Rechte: Recht auf Zugang, Berichtigung, Löschung, Widerspruch aus legitimen Gründen, Einschränkung und Übertragbarkeit der Daten.

Alle diese Rechte können gegenüber dem Datenschutzbeauftragten von Fulli geltend gemacht werden:

- elektronisch über das Formular unter www.fulli.com/protection-donnees-personnelles;

- per Post an folgende Adresse:

Fulli – Datenschutzbeauftragter

36 rue du Dr Schmitt

21850 Saint Apollinaire

VI.7 Beschwerde bei der CNIL

Jede Person, die von der Verarbeitung ihrer personenbezogenen Daten durch Fulli betroffen ist, kann, nachdem sie sich an den für die Verarbeitung Verantwortlichen gewandt hat und wenn sie der Ansicht ist, dass ihre Rechte nicht gewahrt werden, eine Beschwerde bei der CNIL einreichen.

VII. Verknüpfung des Vertrags mit einer Kreditkarte

Sobald Fulli die Verknüpfung des Abonnements mit einer Kreditkarte genehmigt hat, verpflichtet sich der Inhaber, jede Änderung der Zahlungskartennummer unverzüglich mitzuteilen, indem er sich unter den in Artikel VIII unten angegebenen Kontaktdaten an den Fulli-Kundendienst wendet oder über den Kundenbereich der Website oder die mobile Anwendung. Die Nichteinhaltung dieser Verpflichtung führt automatisch zur Kündigung des Vertrags.

VIII. Fulli-Kundendienst

Alle Fragen zum Abschluss des Vertrags, zur Nachverfolgung der Bestellung der télébadges, zur Lieferung, zu den Bedingungen und Modalitäten der Ausübung des Widerrufsrechts und zur Vertragserfüllung können gerichtet werden an:

- Telefonisch unter 03.80.77.01.01 (ohne Zusatzkosten);

- Per Post an folgende Anschrift:

Fulli Kundendienst

TSA 80 001

52009 Chaumont Cedex

IX. Verbraucherschlichtung

Nachdem er sich an den Fulli-Kundendienst gewandt hat und keine zufriedenstellende Antwort erhalten hat oder innerhalb von sechzig (60) Tagen keine Antwort erhalten hat, kann der Verbraucher kostenlos den Ombudsmann für Tourismus und Reisen einschalten:

Befassung per Post:

MTV-MEDIATION TOURISME VOYAGE

Service dépôt des saisines

BP 80303

75823 PARIS Cedex 17

Online-Befassung über die Website: www.mtv.travel

Telefonischer Kontakt: 01.42.67.96.68

Es wird ausdrücklich vereinbart, dass die vorliegenden besonderen Bedingungen für den Online-Vertragsabschluss (nachfolgend „Besondere Bedingungen“) bei einem Online-Vertragsabschluss für alle kommerziellen Angebote der elektronischen Mauterhebung liber-t Fulli gelten. Sie ergänzen und/oder weichen von den Allgemeinen Geschäftsbedingungen für liber-t-Verträge (nachfolgend „Allgemeine Geschäftsbedingungen“) ab. Es wird darauf hingewiesen, dass im Falle von Widersprüchen oder Abweichungen die vorliegenden Besonderen Bedingungen Vorrang vor den Allgemeinen Bedingungen haben.

I. Abschlussarten

Der Inhaber hat die Möglichkeit, den Vertrag über die Ausstellung und Nutzung von Telebadges und bestimmten damit verbundenen Dienstleistungen über die Website fulli.com (nachfolgend „Website“) abzuschließen.

II. Ausstellendes Unternehmen

Der Telebadge wird je nach gewähltem kommerziellen Angebot von APRR, einer Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 33.911.446,80 Euro, eingetragen im Handelsregister von Dijon unter der Nummer 016 250 029 und mit Sitz in 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire, oder von AREA, einer Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 82.899.809 Euro, eingetragen im Handelsregister von Lyon unter der Nummer 702 027 871 und mit Sitz in 22D avenue Lionel Terray 69330 Jonage (im Folgenden einzeln als „ausstellendes Unternehmen“ bezeichnet), die in ihrem Namen und aufgrund eines gemeinsamen gegenseitigen Mandats für die Autobahnkonzessionsgesellschaften, die Betreiber von Mautanlagen und die Betreiber von Parkplätzen handeln, die die Telematik-Vignette als Zahlungsmittel für die Benutzung der oben genannten Anlagen akzeptieren;

Die Abonnements und damit verbundenen Dienstleistungen werden von der Gesellschaft Mobilis verwaltet, einer vereinfachten Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 13.940.860 Euro, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Dijon unter der Nummer 808 639 801 und mit Sitz in 36 rue du Docteur Schmitt 21850 Saint-Apollinaire (im Folgenden „Fulli“) genannt, die in dieser Eigenschaft in eigenem Namen und im Auftrag der emittierenden Gesellschaft handelt und aufgrund eines Untermandats der emittierenden Gesellschaft im Namen und im Auftrag der Autobahnkonzessionsgesellschaften, der Betreiber von Mautanlagen und der Betreiber von Parkplätzen, die die elektronische Vignette als Zahlungsmittel für die Benutzung der oben genannten Anlagen akzeptieren.

III. Online-Zeichnung

III.1 Schritte der Zeichnung

Nachdem der Inhaber alle verfügbaren Informationen zur Auswahl durchgesehen hat, kann er als Gewerbetreibender oder als Nicht-Gewerbetreibender eine Bestellung aufgeben, indem er die folgenden Schritte ausführt:

1° Auf einem ersten Bildschirm „Bestellung“ kann der Inhaber:

- einen oder mehrere Télébadges zu bestellen;
- seine Kontaktdaten anzugeben: Name, Vorname, Geburtsdatum, Mobiltelefonnummer, E-Mail-Adresse und Postanschrift. Diese Angaben sind unerlässlich, um die Bestellung fortzusetzen und zum nächsten Schritt zu gelangen. Der Inhaber wird darüber informiert und akzeptiert, dass die Eingabe dieser Informationen als Nachweis seiner Identität und seines Abonnements dient;
- je nach gewähltem Angebot das Kennzeichen seines Fahrzeugs anzugeben;

- Akzeptieren und bestätigen Sie die geltenden Richtlinien zur Verarbeitung personenbezogener Daten. Der Inhaber kann das Kästchen aktivieren, mit dem er Fulli ermächtigt, ihm kommerzielle Informationen zuzusenden.

Der Verbraucher hat das Recht, sich auf der Website bloctel.gouv.fr oder per Post unter folgender Adresse in die Sperrliste für Telefonwerbung eintragen zu lassen: Worldline – Service Bloctel CS 61311 – 41013 Blois Cedex.

2° Ein zweiter Bildschirm „Bedingungen“ erscheint. Der Inhaber muss den gesamten Text der Bedingungen anzeigen und das Kästchen „Ich versichere, dass die oben genannten Angaben korrekt sind. Ich erkläre, dass ich die geltenden Bedingungen zur Kenntnis genommen habe und mich zu deren Einhaltung verpflichte“, um die Schaltfläche „Ich akzeptiere die Bedingungen“ zu aktivieren und damit zu bestätigen, dass er folgende Bedingungen zur Kenntnis genommen und akzeptiert hat:

- die Allgemeinen Geschäftsbedingungen von liber-t,
- die besonderen Bedingungen für den Abschluss über das Internet,
- die besonderen Bedingungen von Fulli,
- und die besonderen Bedingungen des von ihm gewählten Angebots.

Der Inhaber kann seine Bestellung nicht fortsetzen, wenn er seine Zustimmung zu den geltenden Bedingungen nicht bestätigt hat.

3° Ein dritter Bildschirm „Zusammenfassung“ fasst die Elemente der Bestellung zusammen und gibt die Details der je nach Angebot anfallenden Kosten an, darunter die Kosten für die Inbetriebnahme und die Lieferung der bestellten Telematikbox(en).

Der Kontoinhaber muss die Richtigkeit aller personenbezogenen Daten überprüfen, die auf dem Einzugsermächtigung erscheinen.

Der Inhaber hat die Möglichkeit, diese Daten durch Anklicken des entsprechenden Links zu ändern. Der Inhaber bestätigt, dass er der Inhaber des Bankkontos ist, von dem die Abbuchung erfolgt.

Der Inhaber wird darüber informiert, dass er zur Einrichtung der Zahlung seines Abonnements auf die sichere Plattform des Zahlungsdienstleisters weitergeleitet wird. Der Inhaber wird darüber informiert, dass zur Überprüfung des Bankkontos ein (1) Euro abgebucht wird und dieser Betrag mit der nächsten Rechnung zurückerstattet wird.

4° Auf einem vierten Bildschirm „Zahlung“ wird der Inhaber, der als Nicht-Gewerbetreibender handelt, aufgefordert, die für die SEPA-Lastschrift im IBAN-Format oder die Zahlung per Amex®-Karte erforderlichen Bankdaten anzugeben.

Nicht gewerbliche Karteninhaber, die sich für die SEPA-Lastschrift entscheiden, werden zur SLIMPAY-Plattform weitergeleitet, um die Autorisierung der Lastschrift sicherzustellen.

Nicht gewerbliche Karteninhaber, die sich für die Zahlung per Amex®-Karte entscheiden, werden zur Sicherheitsplattform von American Express® weitergeleitet, um den Autorisierungsantrag zu bestätigen.

Der Inhaber, der als Gewerbetreibender handelt, erhält einen Bestätigungscode per SMS auf die zuvor angegebene Mobiltelefonnummer, um die Unterzeichnung des Mandats zu bestätigen. Der Karteninhaber muss das Mandat unterzeichnen, mit dem Fulli ermächtigt wird, sein Bankkonto zu belasten.

Der Karteninhaber kann dann die Bestellung und die Einrichtung des Lastschriftverfahrens bestätigen.

5° Ein fünfter Bildschirm „Bestätigung“ zeigt an, dass die Bestellung erfolgreich registriert wurde und dass

der Inhaber in Kürze an die von ihm angegebene E-Mail-Adresse Folgendes erhalten wird:

- eine Bestätigungs-E-Mail mit folgenden Informationen: Bestellnummer, Rechnungsbedingungen, Höhe und Zahlungsmodalitäten der Einrichtungs- und Versandkosten, Vertrag, Widerrufsbedingungen, Widerrufsformular, Kontaktdaten des Fulli-Kundendienstes und Lieferfrist für die Telematik-Geräte;

- eine E-Mail des Zahlungsdienstleisters mit dem elektronisch unterzeichneten SEPA-Lastschriftmandat.

III.2 Bestimmungen zum Vertragsabschluss

Der Inhaber verpflichtet sich, bei der Anmeldung wahrheitsgemäße Angaben zu machen.

Jede Bestellung auf der Website setzt die uneingeschränkte und vorbehaltlose Annahme der Allgemeinen Geschäftsbedingungen von liber-t, der vorliegenden Besonderen Geschäftsbedingungen, der Besonderen Geschäftsbedingungen von Fulli und der Besonderen Geschäftsbedingungen des gewählten Angebots voraus.

Durch Anklicken des Feldes „Ich akzeptiere“ auf der Seite „Bedingungen“ bestätigt der Inhaber, dass er diese gelesen und unwiderruflich, vollständig und vorbehaltlos akzeptiert hat.

Die Allgemeinen und Besonderen Geschäftsbedingungen können auf der Website eingesehen und heruntergeladen werden.

Fulli kann Vorabkontrollen durchführen und behält sich das Recht vor, jede Anmeldung aus legitimen Gründen abzulehnen, insbesondere in den folgenden Fällen:

- Unbekannte oder erfundene Adresse für den Versand einer Telematikbox;
- Der Inhaber war Gegenstand einer Kündigung eines früheren Vertrags wegen Betrugs oder Zahlungsausfall.

IV. Sicherheit

Alle Informationen im Zusammenhang mit dem Abonnement, insbesondere die über das Internet übermittelten Bankdaten, sind geschützt und verschlüsselt. Die gesamte Transaktion über das Internet erfolgt auf einem sicheren Server gemäß dem SSL-Protokoll (Protokoll zur Sicherung von Informationen, Datenaustausch und Transaktionen im Internet).

V. Preise und Versandkosten

Die Einzelheiten zu den Kosten für die Verwaltung des Abonnementvertrags, den Versandkosten sowie den Kosten für die Inbetriebnahme sind auf der Website auf der Informationsseite des abgeschlossenen Angebots verfügbar und können auf dem Bildschirm „Zusammenfassung“ abgerufen werden.

Die Preise sind in Euro inklusive aller Steuern angegeben.

Die Versandkosten für den/die Telebadge(s) werden bei der Bestellung genau angegeben und separat in der Aufstellung des Bestellbetrags ausgewiesen.

VI. Lieferung – Bereitstellung der Telematikbox(en)

Fulli bemüht sich nach besten Kräften, die bestellten Telematikboxen und Befestigungshalterungen innerhalb von durchschnittlich drei (3) Werktagen nach Eingang aller erforderlichen, ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlagen bei Fulli an die vom Inhaber angegebene Lieferadresse zu versenden (vorbehaltlich der Postlaufzeiten).

Die oben genannte Frist dient nur als Anhaltspunkt.

Fulli übernimmt keine Verantwortung für die Lieferzeit der Post.

Sofern nicht anders angegeben, erfolgt die Lieferung per Einschreiben mit Sendungsverfolgung.

Eine Verzögerung der Lieferung berechtigt nicht zu Schadenersatz oder Entschädigung.



Eine Stornierung der Bestellung ist nur möglich, wenn der Inhaber von seinem Widerrufsrecht Gebrauch macht.

Bei Nichtlieferung muss sich der Inhaber unter den in Artikel XVI unten angegebenen Kontaktdaten an den Fulli-Kundendienst wenden.

Es obliegt dem Besteller, den Inhalt des Pakets bei der Lieferung zu überprüfen und etwaige Probleme innerhalb von drei (3) Werktagen nach der Lieferung (außer Sonn- und Feiertagen) dem Fulli-Kundendienst zu melden. Nach Ablauf dieser Frist gelten die gelieferten Produkte als konform und frei von offensichtlichen Mängeln.

VII. Kosten für die Sperrung

Bei Nichtzahlung einer Rechnung zum vereinbarten Termin kann Fulli die Teleshop sperren und Sperrgebühren gemäß der geltenden Preisliste in Rechnung stellen.

VIII. Vertragsdauer – Inkrafttreten

Der Vertrag wird auf unbestimmte Zeit geschlossen und tritt mit dem Abschluss durch den Inhaber in Kraft.

IX. Widerrufsrecht (Vertragsinhaber als Verbraucher)

Gemäß den Bestimmungen der Artikel L221-18 ff. des Verbraucherschutzgesetzes hat der Inhaber, der als Verbraucher handelt, eine Frist von vierzehn (14) Tagen ab Vertragsabschluss oder Erbringung einer Dienstleistung, um sein Widerrufsrecht auszuüben. Der Tag, an dem der Vertrag abgeschlossen wird, wird nicht in die Frist eingerechnet.

Die Widerrufsfrist beginnt mit Beginn der ersten Stunde des ersten Tages und endet mit Ablauf der letzten Stunde des letzten Tages der oben genannten Frist von vierzehn (14) Tagen.

Fällt dieser Tag auf einen Samstag, Sonntag oder Feiertag, verlängert sich die Frist bis zum nächsten Werktag.

Um sein Recht auszuüben, muss der Inhaber seine Entscheidung zum Widerruf durch eine eindeutige Erklärung mitteilen. Zu diesem Zweck kann der Inhaber das Muster-Widerrufsformular verwenden, das der Auftragsbestätigung beigelegt ist oder auf der Website verfügbar ist.

Damit die Widerrufsfrist eingehalten wird, muss der Inhaber seine ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete Erklärung über die Ausübung seines Widerrufsrechts vor Ablauf der oben genannten Frist von vierzehn (14) Tagen an folgende Adresse senden:

Fulli Kundendienst
82 Route de Verdun
BP 10356
21209 BEAUNE Cedex

Dieser Mitteilung müssen die Teleshop(s) und deren Komponenten in ihrer Originalverpackung beiliegen. Werden die Teleshop(s) und die Komponenten separat versandt, muss der Inhaber sie unverzüglich, spätestens jedoch innerhalb von vierzehn (14) Tagen nach seiner Entscheidung zum Widerruf zurücksenden. Das Widerrufsrecht kann jedoch nicht ausgeübt werden, wenn die Teleshop(s) vor Ablauf der Widerrufsfrist benutzt wurden oder wenn die Teleshop(s) durch andere als die zur Feststellung der Art, der Eigenschaften und der Funktionsweise dieser Waren erforderlichen Handlungen beeinträchtigt wurden.

Das Widerrufsrecht kann ohne Strafzahlung für den Inhaber ausgeübt werden, mit Ausnahme der Rücksendekosten, die zu seinen Lasten gehen.

Wenn der Inhaber von seinem Widerrufsrecht Gebrauch macht, erstattet Fulli ihm unverzüglich, spätestens jedoch innerhalb von vierzehn (14) Tagen nach Mitteilung seiner Widerrufsentscheidung, alle gezahlten Beträge einschließlich der Versandkosten (im Rahmen des Standardtarifs). Diese Rückerstattung kann jedoch bis zum Erhalt der Teleshopbox(en) und ihrer

Komponenten oder bis zum Nachweis der Rücksendung durch den Inhaber aufgeschoben werden, wobei das frühere der beiden Ereignisse maßgeblich ist.

Die Rückerstattung erfolgt unter Verwendung desselben Zahlungsmittels, das der Inhaber für die ursprüngliche Transaktion verwendet hat, es sei denn, der Inhaber hat ausdrücklich einer anderen Zahlungsmethode zugestimmt und die Rückerstattung verursacht dem Verbraucher keine Kosten.

Die Beweislast für die Ausübung des Widerrufsrechts gemäß den Bestimmungen des Artikels L221-21 des Verbraucherschutzgesetzes liegt beim Verbraucher.

X. Teilweise Gültigkeit

Sollte eine der Bestimmungen dieser Besonderen Bedingungen im Hinblick auf eine geltende Rechtsvorschrift ungültig sein, so gilt diese als nicht geschrieben, ohne jedoch die Ungültigkeit der Allgemeinen Bedingungen zur Folge zu haben.

XI. Haftung

Fulli haftet nicht für alle Unannehmlichkeiten oder Schäden, die mit der Nutzung des Internet- und Telefonnetzes verbunden sind, insbesondere für einen Ausfall des Dienstes, ein Eindringen von außen oder das Vorhandensein von Computerviren.

Fulli garantiert weder, dass die Website frei von Anomalien, Fehlern oder Bugs ist, noch dass diese korrigiert werden, noch dass die Websites ohne Unterbrechungen oder Ausfälle funktionieren.

Fulli haftet in keinem Fall für Funktionsstörungen, die auf Software von Drittanbietern zurückzuführen sind, unabhängig davon, ob diese in die Website integriert oder mit dieser bereitgestellt wird.

Mit der Annahme der vorliegenden Besonderen Bedingungen erklärt der Inhaber, dass er die Eigenschaften und Grenzen des Internets kennt, insbesondere seine technische Leistungsfähigkeit, die Antwortzeiten für das Abrufen, Abfragen oder Übertragen von Daten und die mit der Sicherheit der Kommunikation verbundenen Risiken.

XII. Kundendienst – Garantie

Fulli verpflichtet sich, den Kundendienst für die Teleshopgeräte im Rahmen einer normalen Nutzung durch den Inhaber gemäß den Artikeln „Ausgabe des Teleshopgeräts – Nutzung“ der Allgemeinen Geschäftsbedingungen zu gewährleisten.

Schäden, die durch äußere Einflüsse oder durch unsachgemäßen Gebrauch des Teleshops oder durch nicht bestimmungsgemäßen Gebrauch entstanden sind, sind von der Garantie ausgeschlossen.

Die vorstehenden Bestimmungen stehen der Anwendung der gesetzlichen Gewährleistung gemäß Artikel 1641 ff. des Bürgerlichen Gesetzbuches nicht entgegen.

XIII. Verjährung (Inhaber, der als Gewerbetreibender handelt)

Jede einvernehmliche oder streitige Reklamation eines Gewerbetreibenden in Bezug auf seinen Vertrag verjährt innerhalb einer Frist von einem (1) Jahr ab dem Tag, an dem der Gewerbetreibende die Tatsachen, die ihm die Ausübung dieser Reklamation ermöglichen, erfahren hat oder hätte erfahren müssen.

XIV. Nachweis

Die elektronischen Verzeichnisse, die unter angemessenen Sicherheitsbedingungen in den IT-Systemen von Fulli gespeichert werden, gelten als Nachweis für die zwischen den Parteien getätigten Transaktionen, Abonnements und Zahlungen.

Der Inhaber erklärt sich ausdrücklich damit einverstanden, dass alle von Fulli per E-Mail formulierten Anfragen ihm gegenüber wirksam sind und dass der Nachweis der Zustimmung des Inhabers zu diesen Anfragen durch eine Aufzeichnung im Informationssystem von Fulli erbracht wird.

XV. Datenschutz

Fulli ist der Handelsname des Unternehmens Mobilis

Der Inhaber wird darüber informiert, dass bei Vertragsabschluss und während der Vertragslaufzeit personenbezogene Daten von Fulli erhoben werden.

Diese Daten werden für die Verwaltung des Vertrags in seinen verschiedenen Aspekten verwendet und können auch für Werbezwecke genutzt werden.

Die erhobenen Daten sind für Fulli und die in Artikel I der Allgemeinen Geschäftsbedingungen genannten Betreiber sowie deren Subunternehmer bestimmt. Darüber hinaus kann Fulli die erhobenen Daten an seine Partner weitergeben, wenn der Vertragsinhaber dies ausdrücklich genehmigt.

Der Vertragsinhaber wird darüber informiert, dass er ein Recht auf Zugang, Berichtigung, Widerspruch gegen den Erhalt von Werbematerial, Einschränkung, Übertragbarkeit und Löschung der ihn betreffenden personenbezogenen Daten hat. Diese Rechte können gegenüber Fulli geltend gemacht werden, das für die Verarbeitung der erhobenen Daten verantwortlich ist und dessen Kontaktdaten in den besonderen Vertragsbedingungen angegeben sind.

Nach Beendigung des Vertrags werden die erhobenen personenbezogenen Daten spätestens nach Ablauf der gesetzlichen Verjährungsfristen und Aufbewahrungsfristen gelöscht.

XVI. Fulli-Kundendienst

Alle Fragen zum Abschluss des Vertrags, zur Nachverfolgung der Bestellung der elektronischen Mautgeräte, zur Lieferung, zu den Bedingungen und Modalitäten der Ausübung des Widerrufsrechts und zur Vertragserfüllung können gerichtet werden an:

- Telefonisch unter +33 3 80 77 01 01 (ohne Zusatzkosten);

- Per Post an folgende Adresse:

Fulli Kundendienst
TSA 80 001

52009 Chaumont Cedex

XVII. Verbraucherschlichtung

Nachdem er sich an den Fulli-Kundendienst gewandt hat und keine zufriedenstellende Antwort erhalten hat oder innerhalb von sechzig (60) Tagen keine Antwort erhalten hat, kann der Verbraucher kostenlos den Ombudsmann für Tourismus und Reisen einschalten:

Befassung per Post:

MTV-MEDIATION TOURISME VOYAGE

Service dépôt des saisines

BP 80303

75823 PARIS Cedex 17

Online-Befassung über die Website: www.mtv.travel

Telefonischer Kontakt: 01.42.67.96.68